

Rapport sur la Politique Monétaire

TROISIEME TRIMESTRE 2025

Décembre 2025



Table des matières

Liste des Graphiques	iii
Liste des tableaux	v
COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 12 DECEMBRE 2025	1
Résumé analytique	3
I. CONDITIONS MACRO-ECONOMIQUES	7
1.1. Activité économique mondiale	7
1.1.1. Croissance économique mondiale	7
1.1.2. Matières premières et inflation	8
1.1.2.1. <i>Matières premières</i>	8
1.1.2.2. <i>Evolution du cout du fret maritime international</i>	11
1.1.2.3. <i>Inflation</i>	11
1.1.3. Politiques monétaires	12
1.1.4. Marchés financiers et de change	14
1.1.4.1 <i>Marchés financiers</i>	14
1.1.4.2 <i>Marchés de change</i>	15
1.1.5. Perspectives de la conjoncture économique globale de fin 2025 16	
1.2. Environnement national	17
1.2.1. Croissance économique	17
1.2.1.1. <i>Demande intérieure</i>	17
1.2.1.2. <i>Exportations et Importations</i>	18
1.2.1.3. <i>Production bauxite</i>	19
1.2.2. Secteur des finances publiques	20
1.2.2.1. <i>Recettes</i>	20
1.2.2.2. <i>Dépenses</i>	21
1.2.2.3. <i>Soldes budgétaires et financement</i>	24
1.2.3. Secteur monétaire et financier	25
1.2.3.1. <i>Masse monétaire</i>	25
1.2.3.2. <i>Base monétaire</i>	28
1.2.3.3. <i>Conditions monétaires</i>	29

1.2.4. Secteur extérieur	37
1.2.4.1. <i>Compte des transactions courantes</i>	38
1.2.4.2. <i>Compte capital</i>	44
1.2.4.3. <i>Compte financier</i>	45
1.2.4.4. <i>Solde global et son financement</i>	46
1.3. Analyse de l’inflation	46
1.3.1. Inflation globale	46
1.3.2. Anticipation de l’inflation	50
II. Perspectives macroéconomiques	53
2.1. Hypothèses sous-jacentes	53
2.1.1. Perspectives de l’économie mondiale	53
2.1.2. Perspectives de l’inflation et des marchés des matières premières	54
2.1.3. Orientation attendue des politiques monétaires	55
2.2. Résultat des projections	55
2.2.1. Projections macroéconomiques au niveau national	55
2.2.2. Projection de l’inflation	56
2.2.3. Projection des principaux indicateurs budgétaires	57
2.2.4. Prévision du taux de change	57
2.2.5. Le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario référence	59
2.3. Balance des risques	59
2.3.1. Risques sur les perspectives de l’inflation	59
2.3.2. Facteurs d’atténuation des risques :	60
ANNEXES	62

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées	7
<i>Graphique 2 : Croissance économique dans les économies émergentes</i>	8
<i>Graphique 3 : Évolution de l'indice des matières premières</i>	9
Graphique 4 : Évolution des prix du pétrole brut et du gaz (USD/baril, Brent, mmbtu)	9
Graphique 5 : Évolution de l'inflation dans les pays avancés (en %)	11
Graphique 6 : Évolution de l'inflation dans les pays émergents (en %)	12
<i>Graphique 7 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées (%)</i>	13
Graphique 8 : Evolution du taux directeur des principales économies émergentes (%)	14
Graphique 9 : Evolution des indices boursiers	14
Graphique 10 : Taux de changes du dollar US vis-à-vis des principales devises	15
Graphique 11 : Taux de changes du dollar US vis-à-vis des principales monnaies africaines	15
<i>Graphique 12 : Evolution du Composite Leading Indicator de l'OCDE</i>	16
Graphique 13 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %)	17
Graphique 14 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %)	18
Graphique 15 : Évolution trimestrielle de la production de bauxite (en millions de tonnes)	19
Graphique 16 : Évolution trimestrielle des expéditions d'or (en tonnes)	19
Graphique 17 : Situation trimestrielle des recettes budgétaires (en milliards de GNF)	20
Graphique 18 : Évolution trimestrielle des recettes minières et non-minières (% recettes totales)	21
Graphique 19 : Évolution des charges publiques (en milliards de GNF)	22
Graphique 20 : Évolution de l'acquisition nette d'actifs non-financiers (en milliards de GNF)	23
Graphique 21 : Évolution trimestrielle de paiements d'intérêts (en milliards de GNF)	24
Graphique 22 : Évolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)	24
Graphique 23 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)	26
Graphique 24 : Évolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution)	27
Graphique 25 : Évolution de la base monétaire et de ses contreparties (% contribution)	28

Graphique 26 : Evolution des réserves des banques et des réserves obligatoires	32
Graphique 27 : Structure des crédits selon la catégorie professionnelle	34
Graphique 28 : Structure des crédits selon l'échéance	34
Graphique 29 : Structure des crédits selon l'échéance par catégorie professionnelle.....	35
Graphique 30 : Évolution du taux de change du franc guinéen par rapport au dollar américain.....	36
Graphique 31 : Évolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro	36
Graphique 32 : Évolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD).....	37
Graphique 33 : Évolution de la balance commerciale (en millions d'USD)	38
Graphique 34 : Évolution des exportations par type de produit (en millions d'USD)	39
<i>Graphique 35 : structure des exportations minières (%).....</i>	<i>40</i>
Graphique 36 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportation totale (en %)	40
Graphique 37 : Evolution des importations par type de produits (en millions d'USD).....	41
Graphique 38 : Part des principaux produits à l'importation au premier trimestre 2025 (en %)	42
<i>Graphique 39 : Evolution de l'inflation nationale (en %).....</i>	<i>46</i>
<i>Graphique 40 : Contribution absolue des sous-indices (offre et demande) à l'INHPC (en %).....</i>	<i>47</i>
<i>Graphique 41 : contributions des composantes à l'inflation nationale (%)</i>	<i>47</i>
<i>Graphique 42 : contributions des prix des produits locaux et importés à l'inflation (%).....</i>	<i>48</i>
<i>Graphique 43 : Inflation selon les états des produits.....</i>	<i>49</i>
Graphique 44 : Anticipation de l'inflation (en % des ménages enquêtés) à l'horizon de 3 mois.....	51
Graphique 45 : Anticipation de l'inflation (en % des entreprises enquêtées)	51
Graphique 46 : Anticipation et déterminants de l'inflation (en % des institutions enquêtées)	52
Graphique 47 : Croissance trimestrielle du PIB.....	56
Graphique 48 : Prévision de l'inflation nationale (en %)	57
<i>Graphique 49 : Prévision du Taux de change nominal</i>	<i>58</i>
Graphique 50 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %)	59

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Evolution des prix de quelques métaux (en USD)</i>	10
<i>Tableau 2 : Prix de quelque produits alimentaires (en USD)</i>	10
Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %)	18
Tableau 4 : Taux créditeurs et débiteurs moyens (en %)	29
Tableau 5 : Transactions sur le marché interbancaire.....	33
Tableau 6 : Evolution du solde des services par nature (en millions USD).....	43
Tableau 7 : Evolution du solde des revenus primaires (en millions USD).....	43
Tableau 8 : Evolution du solde des revenus secondaires (en millions USD).....	44
Tableau 9 : Evolution du solde du compte capital (en millions USD).....	44
Tableau 10 : Evolution du solde du compte financier (en millions USD).....	45
Tableau 11 : Evolution du solde du global et son financement (en millions USD)	46
Tableau 12 : Évolution de l'Indice National et des Indices des produits par secteurs primaire (en %)......	49
Tableau 13 : Taux d'inflation anticipés par les entreprises et les institutions financières.....	50
Tableau 14 : Prévisions de croissance des principaux pays développés, émergents et en développement.....	53
Tableau 15 : Prévisions de l'inflation des principaux pays développés, émergents et en développement.....	54
<i>Tableau 16 : Prévision des recettes et des dépenses publiques (en milliards de GNF)</i>	57
Tableau 17 : Évolution de l'indice des prix par région.....	62
Tableau 18 : La Balance des paiements (en millions de USD).....	62
Tableau 19 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)	63
Tableau 20 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés.....	64
Tableau 21 : Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF) Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF)	65
Tableau 22 : Dons mobilisés par l'Etat (en milliards de GNF)	65
Tableau 23 : Dépenses publiques (en milliards de GNF).....	66
Tableau 24 : Soldes budgétaires.....	66
Tableau 25 : Financement.....	67

PREAMBULE

Disposition Générale

Au regard de l'Article 10 de la loi L/2017/017/AN du 08 juin 2017 portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), l'une des missions de la BCRG est de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire. En application de cette disposition, l'objectif principal poursuivi par la BCRG est d'assurer la stabilité des prix, conformément à son mandat (article 9 du Statut).

Pour atteindre cet objectif, la BCRG utilise plusieurs instruments indirects de politique monétaire, tels que les opérations d'open market. En outre, le taux directeur et le coefficient de réserves obligatoires sont utilisés pour donner l'orientation de la politique monétaire. Dans la mise en œuvre de la politique monétaire, la Banque Centrale de la République de Guinée pratique un régime de ciblage des agrégats monétaires. Ainsi, pour mieux maîtriser l'inflation, elle agit sur la base monétaire qui est l'objectif opérationnel.

Le Rapport sur la Politique monétaire

Le Rapport sur la politique monétaire (RPM) présente l'examen par la Banque Centrale des tendances économiques et de l'inflation, ainsi que la performance des politiques. Dans ce cadre, le rapport fournit une analyse des évolutions économiques et financières susceptibles d'influer sur la trajectoire de l'inflation à moyen terme, et par conséquent, sur les choix politiques futurs de la Banque Centrale. À cet égard, le RPM favorise une compréhension de la conduite de la politique monétaire, tout en intégrant les anticipations du public par rapport au niveau d'inflation bas, prévisible et soutenable.

En outre, le RPM est l'un des principaux canaux par lesquels la Banque Centrale de la République de Guinée informe périodiquement le public sur la conduite de la politique monétaire. Il sert ainsi à répondre aux attentes du public vis-à-vis d'une Banque Centrale qui se veut transparente et responsable dans sa conduite de la politique monétaire.

Le Comité de Politique Monétaire

Le Comité de Politique Monétaire est l'organe de la Banque Centrale chargé de la définition de la politique monétaire et de ses instruments ainsi que des autres missions qui lui sont dévolues, conformément aux dispositions du statut de la BCRG (article 56).

Le Comité de Politique Monétaire comprend le Gouverneur, les Vice-gouverneurs et quatre (4) membres nommés *intuitu personae*, pour leur compétence en matière économique, monétaire, financière ou juridique.

Le Comité est présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale. En cas d'absence ou d'empêchement, l'un des Vice-gouverneurs assurant l'intérim du Gouverneur, préside la session du Comité. Il se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par trimestre. Chaque membre du Comité de Politique Monétaire a le droit de vote et dispose, à cet effet, d'une voix. Selon l'article 60 du statut de la Banque Centrale de la République de Guinée, les décisions du Comité de Politique

Monétaire sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés par les membres. En cas d'égalité dans le partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Liste des membres du Comité de Politique Monétaire :

1. Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du CPM ;
2. El Hadj Mohamed Lamine CONTE, Premier Vice-Gouverneur ;
3. M. Almamy II SYLLA, Deuxième Vice-Gouverneur ;
4. Dr Makan DOUMBOUYA, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique ;
5. Dr Sékou Falil DOUMBOUYA, Consultant ;
6. M. Mamadou Bailo BALDET, Consultant ;
7. M. Pema GUILAVOGUI, Conseiller Principal, Ministère du Plan et de la Coopération International.

Secrétariat du Comité de Politique Monétaire

Mme Mariama Ciré SYLLA, Directrice Générale des Études et des Statistiques

Equipe de rédaction

Direction des Etudes et de la Recherche, Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 12 DECEMBRE 2025

020/BCRG/CPM/2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

20^{ème} REUNION ORDINAIRE DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) s'est réuni le vendredi 12 décembre 2025, pour sa vingtième session, sous la Présidence de Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du Comité de Politique Monétaire.

Au cours de cette session, le Comité a examiné l'évolution de l'environnement économique mondial et national, ainsi que les perspectives qui l'entourent.

Au niveau international, le Comité a noté un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, en lien avec la persistance des tensions géopolitiques, des tensions commerciales et l'incertitude associée. Dans les économies avancées, la croissance a ralenti aux Etats-Unis, passant de 3,8 % au second trimestre à 2,1 % au troisième trimestre 2025. De même, dans la zone euro, la croissance a décéléré, se situant à 1,3 %, après 1,4 % au second trimestre 2025.

Dans les pays émergents, la croissance s'est amoindrie en Chine et en Inde, s'établissant à 4,8 % et à 6,2 %, respectivement au troisième trimestre 2025, après 5,0 % et 7,3 % au second trimestre 2025.

Les pressions inflationnistes se sont maintenues dans la plupart des régions. Aux États-Unis, l'inflation, en glissement annuel, a accéléré, passant de 2,7 % en juin 2025 à 3,0 % en septembre 2025, tandis que dans la Zone Euro, elle a également augmenté, passant de 2,0 % en juin à 2,2 % en septembre 2025.

Sur les marchés des matières premières, le prix de la tonne d'aluminium a augmenté de 8,3 %, en glissement annuel. Le cours de la tonne de fer a rebondi pour atteindre USD 103,5 en octobre, contre USD 92,3 en juin 2025. Le cours de l'once d'or a franchi la barre de USD 4 000 en octobre 2025, correspondant à une hausse de plus de 50,0 % depuis le début de l'année 2025.

Dans un tel environnement, les banques centrales ont maintenu une orientation monétaire accommodante. La FED a décidé de réduire ses taux d'intérêt au cours de ses trois dernières réunions pour les fixer à [3,50 % - 3,75 %] en décembre 2025.

Au niveau national, la croissance est estimée à 6,3 % au troisième trimestre 2025, contre 7,1 % au deuxième trimestre, portée à la fois par la demande intérieure et extérieure. L'inflation a repris une tendance haussière en s'établissant à 3,7 % en août 2025, contre 3,1 % en juin 2025, mais reste en deçà de la norme communautaire de la CEDEAO (≤ 5 %). L'inflation sous-jacente, quant à elle, est passée de 0,6 % en juin 2025 à 0,5 % en août 2025.

La croissance de la masse monétaire a ralenti, passant de 36,3 % à fin septembre 2024 à 23,7 % à fin septembre 2025, en lien avec la baisse des avoirs intérieurs nets. Les taux débiteurs ont baissé, en passant en moyenne de 14,15 % au deuxième trimestre à 13,82 % au troisième trimestre 2025. La liquidité du système bancaire a enregistré une progression de 8,1 % par rapport à fin juin 2025, pour atteindre GNF 12 764,1 milliards.

Le Comité a noté avec satisfaction le renforcement des réserves de change, qui ont enregistré une progression de 25,7 %, pour atteindre USD 3,6 milliards, correspondant à une couverture de 3,1 mois d'importations de biens et services. Sur le marché des changes, le franc guinéen s'est déprécié de 0,7 % face au dollar et de 0,3 % par rapport à l'euro en glissement annuel.

Au niveau des finances publiques, les indicateurs budgétaires se sont améliorés. Le solde budgétaire (incluant les dons) a enregistré un déficit de 2,4 % du PIB, après un déficit de 5,9 % du PIB au trimestre précédent.

Sur le plan du secteur extérieur, le compte des transactions courantes a enregistré un solde déficitaire de USD 106,5 millions, contre un déficit de USD 484,3 millions à la même période en 2024, soit une amélioration de USD 377,7 millions.

En ce qui concerne les perspectives, les prévisions de la BCRG indiquent que le taux d'inflation, en glissement annuel, s'établirait à 3,9 % au quatrième trimestre 2025, en hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2025. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des deux premiers trimestres de 2026, avec un taux d'inflation attendu respectivement à 4,0 % et à 4,3 %. L'inflation moyenne s'établirait à 3,2 % en 2025, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin 2025. En 2026, l'inflation devrait se situer en moyenne à 4,4 %.

Sur le plan international, le Comité a relevé que les risques pesant sur les perspectives d'inflation demeurent, en rapport avec les effets d'anticipation du relèvement des droits de douane, le ralentissement de l'activité économique en Chine, ainsi qu'aux chocs potentiels sur l'offre de main-d'œuvre plus importants qu'anticipé aux Etats-Unis.

Au niveau national, les principaux risques identifiés concernent les difficultés de débarquement au port autonome de Conakry, les perturbations d'approvisionnement en produits pétroliers, les pressions budgétaires inflationnistes et la dégradation des routes dans les zones agricoles pendant la saison pluvieuse.

Cependant, le Comité a identifié plusieurs facteurs d'atténuation, notamment la baisse du coût du fret maritime à l'international, la poursuite de la baisse des cours internationaux des produits de base, la tendance haussière continue du cours de l'or, la notation B+ par Standard and Poor's avec une perspective stable améliorant l'attractivité du pays, la poursuite des travaux d'entretien routier, ainsi que la poursuite de la politique de stabilisation du franc guinéen et de renforcement des réserves de change.

Sur la base de ces risques et facteurs d'atténuation, le Comité a décidé de maintenir inchangées les conditions monétaires. Le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont maintenus respectivement à 9,75 % et 11,75 %.

*Fait à Conakry, le 12 décembre
2025*

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Dr Karamo KABA

Résumé analytique

1. Lors de sa session ordinaire du vendredi 26 septembre 2026, le Comité de Politique Monétaire avait noté que :
 - a. l'environnement économique international était resté résilient, malgré la persistance des tensions commerciales et géopolitiques, accentuant les incertitudes au niveau mondial ;
 - b. l'économie guinéenne, malgré un environnement externe incertain, avait poursuivi sa bonne dynamique avec une croissance économique qui s'est maintenue à 6,5% au second trimestre 2025, portée par les investissements et la consommation, selon les estimations de la Banque Centrale ;
 - c. l'inflation poursuivait sa tendance baissière, s'établissant à 2,2 % en glissement annuel à fin avril 2025, en deçà de la norme communautaire de la CEDEAO ($\leq 5\%$);
 - d. En termes de perspectives, le taux d'inflation était projeté à 2,7% au cours du dernier trimestre de 2025. En moyenne annuelle, elle s'établirait à 2,7% en 2025 et 3,0% en 2026.

Ainsi, considérant les risques et les facteurs d'atténuation identifiés, et compte tenu du fait que l'économie nationale évolue en dessous de son potentiel de croissance (« output gap » négatif), le Comité a jugé nécessaire, à la majorité de ses membres, de réduire de 50 points de base le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires, en les fixant respectivement à **9,75 % et 11,75 %**.

2. Le troisième trimestre 2025 a été marqué par un ralentissement de l'économie mondiale, causé par la persistance des tensions géopolitiques, des tensions commerciales et l'incertitude associée. Ces facteurs ont affecté les investissements, perturbé les chaînes d'approvisionnement et freiné la croissance.
3. Dans les économies avancées, la croissance a ralenti aux Etats-Unis, passant de 3,8 % au second trimestre à 2,1 % au troisième trimestre 2025. De même, dans la zone euro, la croissance a décéléré, se situant à 1,3 %, après 1,4 % au second trimestre 2025.
4. Dans les pays émergents, la croissance s'est amoindrie en Chine, s'établissant à 4,8 % au troisième trimestre 2025, après 5,0 % durant les deux trimestres précédents. En Inde, le rythme de l'activité a baissé, avec un taux de croissance de 6,2 %, après 7,3 % au second trimestre 2025.
5. Sur le marché des produits de base, l'indice des matières premières de la Banque Mondiale s'est établi à 96,4 en septembre 2025, contre 99,0 en juin 2025, soit une baisse de 2,9 % en variation trimestrielle et de 4,5 % en glissement annuel. Ce repli résulte principalement de la chute de l'indice énergétique (- 5,0 % en variation trimestrielle et - 8,2% en variation annuelle). Toutefois, l'indice des produits non-énergétiques a rebondi, avec une progression trimestrielle et annuelle de 0,6 % et 1,9 %, respectivement.
6. *Concernant les métaux stratégiques pour la Guinée, les cours de l'aluminium, du fer et de l'or ont connu une tendance à la hausse :*
 - *le prix de la tonne d'aluminium a augmenté de 8,3 % entre septembre 2024 et septembre 2025 ;*
 - *le cours de la tonne de fer a fortement rebondi pour atteindre USD 103,3 en septembre 2025 et 103,5 en octobre contre USD 92,3 en juin 2025 ;*

- le cours de l'once d'or a franchi la barre de USD 4 000 en octobre 2025, correspondant à une hausse de plus de 50,0 % depuis le début de l'année 2025.

7. Les pressions inflationnistes sont demeurées dans la plupart des régions, alimentées par les tensions commerciales et géopolitiques.
8. Dans ce contexte, la plupart des principales banques centrales ont opté pour le maintien de leurs taux directeurs, privilégiant une politique monétaire prudente afin de soutenir leur économie.
9. Au niveau national, les projections de la Banque Centrale indiquent une croissance de 6,3 % au troisième trimestre 2025, contre 7,1 % au deuxième trimestre 2025, portée à la fois par la demande intérieure et extérieure.
10. A fin septembre 2025, la masse monétaire s'est accrue de 23,7%, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 81 052,6 milliards, résultant de la hausse, à la fois, des avoirs extérieurs et des avoirs intérieurs nets.
11. Les créances sur le secteur privé se sont inscrites en hausse de 14,8 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 24 766,2 milliards à fin septembre 2025, reflétant le dynamisme de l'économie.
12. Le taux moyen débiteur a enregistré une baisse de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 17,0 % par rapport au trimestre précédent. Toutefois, il a augmenté de 0,1 point de pourcentage en glissement annuel.
13. La liquidité du système bancaire a enregistré une progression de 8,1 % par rapport à fin juin 2025, pour atteindre GNF 12 764,1 milliards. En revanche, en glissement annuel, elle s'est repliée de 1,1 %, principalement, sous l'effet de la baisse marquée des encaisses.
14. Le franc guinéen est resté relativement stable, comparé aux principales devises internationales. Sur le marché officiel, il s'est déprécié de 0,7 % par rapport au dollar US, en glissement annuel. Toutefois, dans les bureaux de change, il s'est apprécié de 0,6 %.
15. Les réserves de change ont enregistré une progression soutenue de 25,7 % pour atteindre USD 3 559,6 millions, correspondant à une couverture de 3,1 mois d'importations de biens et services.
16. En ce qui concerne les finances publiques, le solde budgétaire (incluant les dons) a enregistré un déficit de GNF 1 551,2 milliards (2,4% du PIB), après un déficit de GNF 3 748,1 milliards (5,9% du PIB) au trimestre précédent. Le déficit (hors dons) s'est élevé à GNF 2 239,0 milliards (3,5% du PIB) au troisième trimestre 2025, comparativement à un déficit de GNF 4 343,9 milliards (6,8% du PIB) au deuxième trimestre.
17. S'agissant du secteur extérieur, le compte des transactions courantes a enregistré un solde déficitaire de USD 106,5 millions, contre un déficit de USD 484,3 millions à la même période en 2024, soit une diminution du déficit de USD 377,7 millions en glissement annuel, résultant de la baisse de l'excédent de la balance commerciale des biens et de celui des revenus secondaires.
18. Contrairement au trimestre précédent, l'inflation a enregistré une tendance haussière en s'établissant à 3,7 % en août 2025, contre 3,1 % en juin 2025.
19. L'enquête du troisième trimestre 2025 sur les anticipations de l'inflation révèle que les entreprises et les ménages anticipent majoritairement une hausse des prix, quel que soit l'horizon, tandis que les institutions financières prévoient une stabilité des prix à court et moyen termes, mais ont des opinions divergentes concernant le long terme.

20. En ce qui concerne les perspectives, les prévisions de la BCRG indiquent que :

- a- la croissance devrait ralentir pour s'établir à 6,6 % au quatrième trimestre 2025, puis accélérer pour atteindre 13,7% au premier trimestre 2026, bénéficiant des retombées de l'entrée en production de Simandou.
- b- le taux d'inflation s'établirait à 3,9 % au quatrième trimestre 2025, en hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2025.
- c- le taux de change se situerait dans l'intervalle [8 708 ; 8 753] en décembre 2025, puis entre [8 706 ; 9 279] en décembre 2026.

21. Les principaux risques entourant les perspectives de l'inflation portent :

Au niveau externe :

- les effets d'anticipation du relèvement des droits de douane, causés par des tensions non résolues entre grandes puissances, pourraient perturber à nouveau les chaînes d'approvisionnement, réduire les investissements et peser sur la croissance et l'inflation mondiales ;
- la baisse des taux par la FED pourrait entraîner un assouplissement des conditions financières mondiales, une dépréciation relative du dollar et une stimulation de la demande mondiale ;
- le niveau élevé de valorisation de certains actifs, fondé sur des anticipations optimistes sur les gains de l'IA, accroît le risque de corrections brutales, susceptibles d'aggraver les vulnérabilités budgétaires, lesquelles, en accentuant les besoins de financement des Etats et la pression sur la dette, peuvent alimenter des tensions inflationnistes ;
- la reconstitution des stocks de produits de base en chine pourrait faire augmenter la demande de ressources mondiales (énergie, minerais, produits agricoles), par conséquent entraîner des prix à la production et impacter l'inflation à l'échelle globale ;
- les chocs potentiels sur l'offre de main-d'œuvre plus importants qu'anticipé, en raison d'un recul de l'immigration nette, notamment aux Etats-Unis, pourraient être à l'origine d'une résurgence de l'inflation des biens et des services.

Au niveau interne :

- les effets néfastes de la saison des pluies, ainsi que la dégradation des routes dans un contexte de déficit d'infrastructures de stockage et de transformation pourraient entraîner des pertes des récoltes et une hausse des coûts d'acheminement des marchandises ;
- l'engorgement persistant au Port Autonome de Conakry, lié aux retards de dédouanement et d'acheminement des marchandises importées, pourrait entraîner des pénuries temporaires de biens, une hausse des coûts logistiques et de stockage, et, in fine, une hausse des prix à la consommation ;
- les perturbations de l'approvisionnement en produits pétroliers, notamment à l'intérieur du pays, pourraient entraîner une hausse des coûts de transport et de production. Par conséquent, cela pourrait impacter les prix des biens et services ;
- l'organisation des élections pourrait contribuer à accroître la demande (consommation et investissement), en injectant davantage de liquidité dans l'économie, ce qui pourrait entraîner une hausse de la demande de biens et services.

- les pressions budgétaires inflationnistes qui seraient induites par la politique de développement des infrastructures économiques et sociales pourrait accentuer les anticipations d'inflation des agents économiques par les coûts de production ;
- l'exploitation artisanale anarchique dans les zones minières contribuerait à l'érosion du capital naturel, une dégradation accélérée des terres et des cours d'eau, ainsi qu'une baisse des rendements agricoles.

22. Les principaux facteurs d'atténuation de ces risques sont :

Au niveau international :

- la poursuite du dialogue constructif entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux continuerait à dissiper de façon durable les tensions commerciales et améliorer les perspectives économiques ;
- l'amélioration continue du cours de l'or devrait renforcer la valeur des exportations du pays et contribuer au renforcement des réserves de change ;
- la poursuite de la baisse du cours des produits alimentaires sur le marché international favoriserait la maîtrise de l'inflation importée ;
- la fin du shutdown aux États-Unis devrait atténuer les menaces de ralentissement de la croissance et de poussée inflationniste, améliorer les conditions de financement extérieur et réduire la volatilité des marchés de change et des matières premières.

Au niveau national :

- l'exécution et la régularité des programmes d'entretien routier et des programmes de soutien du Gouvernement en faveur des zones agricoles particulièrement affectées ;
- l'accélération de la digitalisation des procédures portuaires et douanières, ainsi que l'extension du port Autonome pourraient de réduire les délais et les coûts logistiques liés au débarquement des marchandises ;
- le renforcement de la régularité de l'approvisionnement en produits pétroliers, notamment à l'intérieur du pays, grâce à l'amélioration de la logistique de distribution, à la constitution de stocks de sécurité, ainsi que la normalisation de la situation sécuritaire au Mali, pourrait contribuer à contenir les pressions inflationnistes ;
- la tenue des élections favoriserait la normalisation des relations avec les partenaires financiers, la mobilisation de financements concessionnels, le renforcement de la stabilité macroéconomique, et par conséquent la stabilité des prix ;
- la poursuite de la politique de stabilisation du franc guinéen et de renforcement des réserves de changes ;
- l'amélioration continue de la qualité des dépenses publiques et la mobilisation accrue des ressources intérieures ; et
- la notation B+ par l'agence Standard and Poor's avec perspective stable améliore l'attractivité financière du pays, soutient les entrées de capitaux et contribuerait par un meilleur accès au financement extérieur à la maîtrise des tensions inflationnistes.

I. CONDITIONS MACRO-ECONOMIQUES

Les effets des tensions commerciales et géopolitiques continuent de marquer la conjoncture internationale, avec un ralentissement global qui se confirme, après plusieurs mois de résilience. Le taux de croissance, en glissement annuel, a reculé dans les principales économies, notamment aux Etats-Unis, dans la zone Euro et en Chine. Cette morosité économique a pesé sur les cours des matières premières, en particulier énergétiques, qui ont poursuivi leur repli. En dépit des pressions inflationnistes ressenties, l'inflation est demeurée relativement stable et proche des cibles des banques centrales. Cela a incité ces dernières à adopter une approche prudente en matière de politique monétaire. Les marchés boursiers, soutenus par les tendances expansionnistes des banques centrales, sont restés plus attractifs et résilients avec des résultats positifs. De même, contrairement au trimestre précédent, le dollar US a rebondi vis-à-vis des principales devises.

1.1. Activité économique mondiale

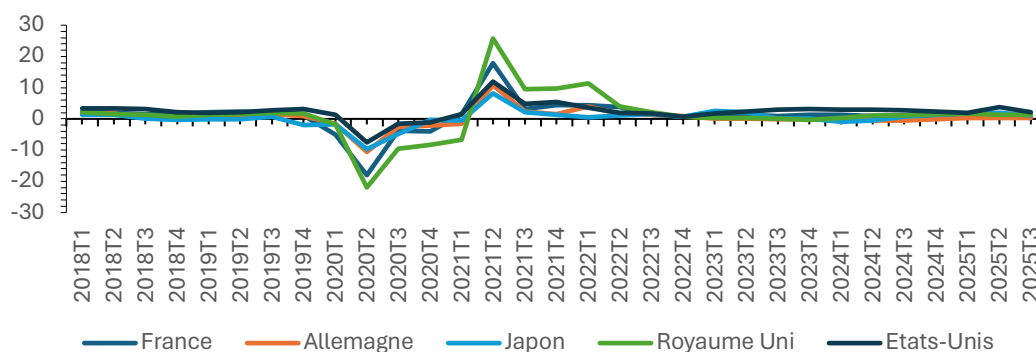
1.1.1. Croissance économique mondiale

Aux Etats-Unis, les estimations provisoires indiquent une nette décélération de la croissance passant de 3,8 % au second trimestre à 2,1 % au troisième trimestre 2025, soit un recul de 1,7 point de pourcentage. Cette baisse est en partie liée à la contraction du secteur manufacturier. La consommation domestique, qui résiste bien, continue de soutenir la croissance économique, malgré le pessimisme croissant des ménages face aux perspectives du marché du travail et à la persistance des tensions inflationnistes.

Dans la zone euro, malgré un relatif rebond de la consommation, l'activité économique continue de stagner avec une croissance de 1,3 %, après 1,4 % du second semestre 2025. L'économie de la zone euro subit la persistance des difficultés industrielles allemandes et de la baisse de la demande extérieure. En effet, l'activité économique est restée atone en Allemagne, avec une croissance de 0,3 %, comme aux trimestres précédents. En France, l'activité économique s'est mieux portée, avec une croissance de 0,9 % au troisième trimestre, après 0,7 % au second trimestre, portée par le tourisme, le marché immobilier, l'aéronautique et l'agriculture.

Le Royaume-Uni a enregistré une croissance du PIB, en glissement annuel, de 1,3 %, légèrement moins que le taux de 1,4 % atteint au trimestre précédent. Cette croissance a été soutenue par les services et la construction, tandis que la production manufacturière a largement chuté après qu'une cyber-attaque ait visé l'industrie automobile.

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)

En Chine, l'activité économique a ralenti à 4,8 % au troisième trimestre 2025, après avoir connu une croissance de 5,0 % lors des deux trimestres précédents, conformément à l'objectif fixé par le gouvernement. La croissance continue d'être tirée par les exportations, tandis que la demande intérieure peine à démarrer de façon soutenue, malgré les importants soutiens budgétaires et monétaires du gouvernement.

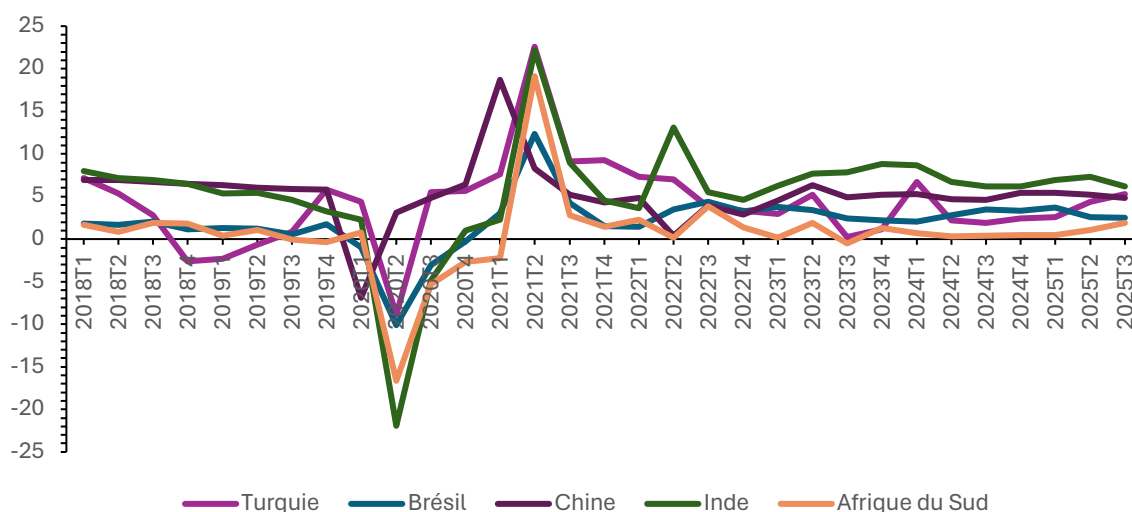
En Inde, l'activité a ralenti tout en restant robuste, avec un taux de croissance de 6,2 %, après 7,3 % au second trimestre. Elle est portée aussi bien par la demande domestique (consommation et investissement) que par les exportations.

En Turquie, selon les estimations provisoires, le taux de croissance aurait à nouveau accéléré à 5,3 %, après 4,4 % au second trimestre et 2,6 % au premier trimestre. L'activité économique a été soutenue par les investissements publics et les exportations.

En Afrique du Sud, la croissance a accéléré pour atteindre 1,9 %, après 1,1 % au trimestre précédent. L'activité a été soutenue notamment par les mines, l'agriculture, le commerce, et les services.

Au Nigeria, le taux de croissance a décéléré, passant de 4,2 % au second trimestre à 3,9 % au troisième trimestre 2025, soutenu particulièrement par le secteur des services dont la contribution au PIB est de 53,0 %.

Graphique 2 : Croissance économique dans les économies émergentes



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)

1.1.2. Matières premières et inflation

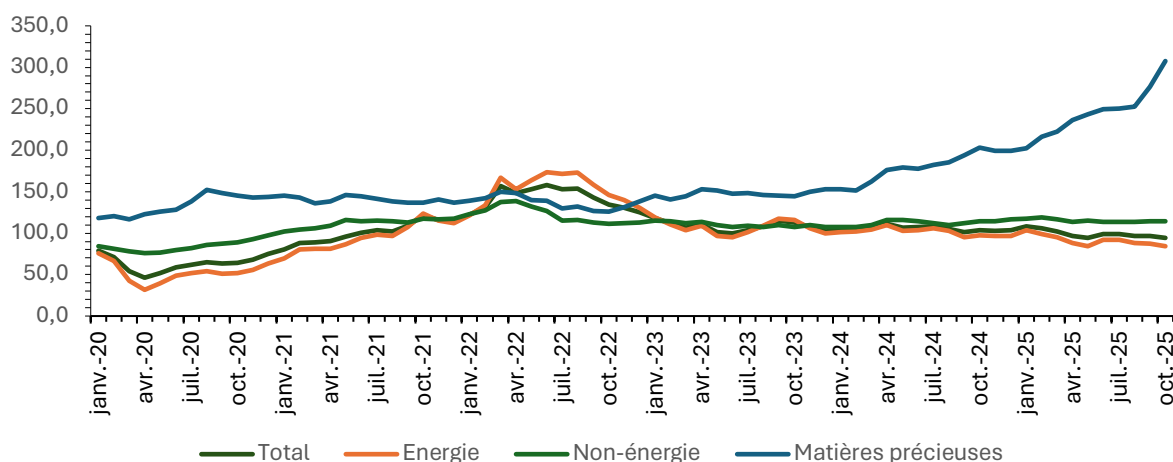
La persistance des incertitudes mondiales et l'amélioration de l'offre de certains produits continuent de peser sur les cours des matières premières, qui poursuivent leur baisse depuis le début de l'année 2025, profitant ainsi à l'inflation qui reste proche des cibles des Banques Centrales.

1.1.2.1. Matières premières

Depuis le début d'année 2025, l'indice des produits de base a suivi une tendance baissière constante, particulièrement en raison du recul des cours des produits énergétiques, sous l'effet d'une offre abondante dans un contexte d'incertitude globale. En effet, l'indice des matières premières de la Banque Mondiale s'est établi à 96,4 en septembre 2025 et à 94,3 en octobre 2025, contre 99,0 en juin 2025, soit une baisse de 2,9 % en variation trimestrielle et de 4,5 % en glissement annuel. Ce repli résulte principalement de la chute

de l'indice énergétique (- 5,0 % en variation trimestrielle et - 8,2% en variation annuelle). Toutefois, l'indice des produits non-énergétiques a rebondi, avec une progression trimestrielle et annuelle de 0,6 % et 1,9 %, respectivement, après une contraction au second trimestre (- 2,5 % en variation trimestrielle et - 0,5 % en glissement annuel). L'indice non-énergétique a bénéficié notamment de la hausse de la demande des produits miniers et industriels. Enfin, l'indice des matières précieuses a continué de grimper, affichant une croissance supérieure à 50 % depuis le début de l'année 2025. Il a profité du contexte géopolitique incertain et de l'anticipation d'un assouplissement continu des conditions monétaires globales.

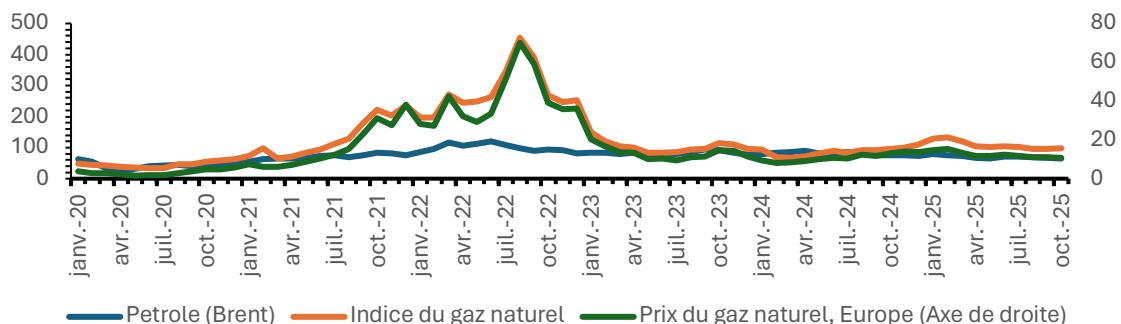
Graphique 3 : Évolution de l'indice des matières premières



Source : Banque Mondiale

Tout comme lors des trimestres précédents, les prix du pétrole et du gaz sont restés bas au cours du trimestre sous revu, sous l'effet d'une offre abondante sur le marché, notamment aux États-Unis et au sein de l'OPEP+. Ainsi, le prix du baril de Brent est passé de USD 71,5 en juin à USD 68,0 en septembre et USD 64,7 en octobre 2025, soit une baisse de 4,9 % entre juin et septembre, après une baisse de 1,5 % au trimestre précédent. Sur le marché du gaz naturel, le prix du gaz européen a reculé de 10,1 % entre juin et septembre 2025 et d'un-quart depuis le début de l'année (janvier – octobre 2025), pour s'établir à USD 10,9 mmbtu (unités thermiques) en octobre 2025. De même, le gaz américain a baissé de 1,6 % entre juin et septembre, et de 22,0 % depuis le début de l'année, pour atteindre 3,2 mmbtu en octobre 2025.

Graphique 4 : Évolution des prix du pétrole brut et du gaz (USD/baril, Brent, mmbtu)



Source : Banque Mondiale

Concernant les métaux stratégiques pour la Guinée, à savoir l'aluminium et le fer, leurs prix ont connu un rebond, contrairement au trimestre précédent. De même, le cours de

l’or a poursuivi sa tendance haussière entamée depuis plusieurs mois. Ainsi, le prix de la tonne d’aluminium a augmenté de 5,0 % entre juin (2526,00USD) et septembre (2653,30 USD). Il s’est accru de 8,3 % entre septembre 2024 et septembre 2025.

De même, le cours de la tonne du fer a fortement rebondi pour atteindre USD 103,3 en septembre 2025 et 103,5 en octobre contre USD 92,3 en juin 2025. Ce qui correspond à une hausse de 11,9 % entre juin 2025 et septembre, après une contraction de 7,8 % au second trimestre 2025. Le lancement imminent de la phase de production du projet Simandou a également contribué à améliorer les perspectives du marché global du Fer, en particulier en Chine qui est en cours de restockage. De son côté, la demande de l’aluminium est tirée par les secteurs évoluant dans la transition énergétique et la construction.

Quant à l’or, son cours a franchi la barre de USD 4 000 en octobre, correspondant à une hausse de 50,0 % depuis le début de l’année 2025 (janvier – octobre). Avec cette envolée, l’or et les matières précieuses en général (en glissement annuel, Platiniun +48,4 %, Argent +42,1 %, Or +42,7 %) confirment leur valeur d’actifs de refuge en période d’incertitude. Cette tendance se poursuit dans un contexte de tensions géopolitiques, d’orientation accommodante des politiques monétaires et des achats massifs de l’or par les Banques centrales.

Tableau 1 : Evolution des prix de quelques métaux (en USD)

	Sept-24	Dec-24	Mars-25	June-25	Sept-25	Variation (en %)	
						Trimestrielle	Annuelle
Aluminium (tonne)	2 449,9	2 541,0	2 658,3	2 526,0	2 653,3	5,0	8,3
Fer (tonne)	92,8	102,2	100,1	92,3	103,3	11,9	11,3
Or (once)	2 570,6	2 648,0	2 983,3	3 352,7	3 667,7	9,4	42,7

Source : Banque mondiale

Comme depuis le début de l’année, les prix de la plupart des produits alimentaires de base, tels que le blé et le riz, ont maintenu leur tendance baissière. De même, cette tendance est globalement observée pour la plupart des autres produits, tels que l’huile, le sucre, le thé, le cacao, etc. La baisse constante des prix des produits alimentaires est principalement due à l’abondance de l’offre et à la normalisation progressive du transport et de la logistique dans la plupart des régions.

Tableau 2 : Prix de quelque produits alimentaires (en USD)

	Juin - 24	Sep- 24	Déc- 24	Mars- 25	Juin- 25	Sep- 25	Variation (%)	
							Tri	Annuelle
Sucre (kg)		0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-4,0	-21,0
Blé (tonne)	265,6	269,7	252,2	255,4	240,1	233,8	-2,6	-13,3
Riz (tonne)	595,0	556,0	500,0	410,0	408,0	367,0	-10,0	-34,0
Mais (tonne)	192,5	185,0	202,6	207,4	196,1	197,4	0,7	6,7
Huile de palme (tonne)	873,7	982,8	1189,7	1067,6	935,4	1036,7	10,8	5,5
Thé (kg)	3,2	3,3	3,0	2,7	3,0	2,9	-1,7	-10,2
Cacao (kg)	8,3	6,7	10,3	8,1	8,4	7,0	-16,4	5,5
Café (kg)	5,5	6,1	7,6	8,9	8,0	8,8	10,3	44,2

Source : Banque Mondiale

1.1.2.2. Evolution du cout du fret maritime international

Au cours du troisième trimestre, le transport maritime international a continué à subir les effets du ralentissement de l'activité économique globale. En effet, le cout du fret a fléchi, avec des fluctuations importantes, marquées, à la fois, par la chute de la demande globale et l'augmentation de la capacité des compagnies maritimes. De même, la normalisation des routes maritimes et des ports, ainsi que les anticipations des effets des tensions commerciales (*front-loading*), qui avaient entraîné des répercussions sur le fret maritime au cours du premier semestre, ont également permis de tirer les couts des frets vers le bas au cours du troisième trimestre 2025. En conséquence, la majorité des principales compagnies maritimes ont annoncé un net recul de leurs chiffres d'affaires au troisième trimestre 2025, notamment Maersk (-17,4 %), CMA CGM (-11,3 %), *Ocean Network Express* (ONE) (24,0 %), etc.

1.1.2.3. Inflation

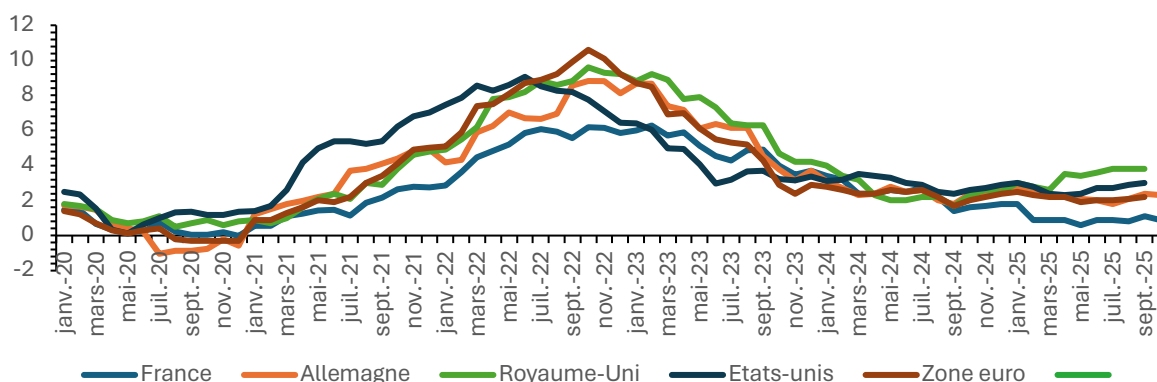
Bien que l'inflation reste à des niveaux proches des objectifs des banques centrales, les pressions inflationnistes sont demeurées dans la plupart des régions, alimentées par les tensions commerciales et géopolitiques, tout en étant contenues par la baisse des cours des produits de base.

Aux États-Unis, l'inflation, en glissement annuel, a accéléré, passant de 2,7 % en juin 2025 à 3,0 % en septembre 2025, tirée notamment par la composante alimentaire. Toutefois, l'inflation sous-jacente a légèrement reculé à 3,2 % en septembre 2025, après 3,3 % en juin.

Dans la zone euro, l'inflation a légèrement augmenté, passant de 2,0 % en juin à 2,2 % en septembre, mais elle est restée autour de la cible de la BCE de 2,0 %. De même, le taux d'inflation sous-jacente zonal a légèrement accéléré pour s'établir à 2,4 % en septembre 2025, après 2,3 % en juin 2025. Au cours du trimestre sous revu, le taux d'inflation a atteint 2,4 % en septembre 2025, puis 2,3 % en octobre 2025 en Allemagne, tandis qu'il s'est stabilisé à 0,9 % en France.

Au Royaume-Uni, le taux d'inflation, en glissement annuel, a légèrement progressé, passant de 3,6 % en juin 2025 à 3,8 % en septembre et octobre, soutenu par la hausse des coûts de transport et des prix des produits alimentaires. Toutefois, contrairement au trimestre précédent, l'inflation sous-jacente a reculé à 3,9 % en septembre, après 4,3 % en juin.

Graphique 5 : Évolution de l'inflation dans les pays avancés (en %)



Source : OCDE

En Chine, malgré les importantes mesures expansionnistes monétaires et budgétaires, la menace déflationniste demeure en raison de la faiblesse de la demande intérieure (baisse à la fois de la consommation et de l'investissement) et de la crise immobilière. Ainsi, l'inflation, en glissement annuel, est restée sur le territoire négatif durant le troisième trimestre (0,0 % en juillet, -0,4 % en août et -0,3 % en septembre), tandis que l'inflation sous-jacente est restée positive, tout de même très faible, en s'établissant à 1,0 % en septembre et 1,2 % en octobre.

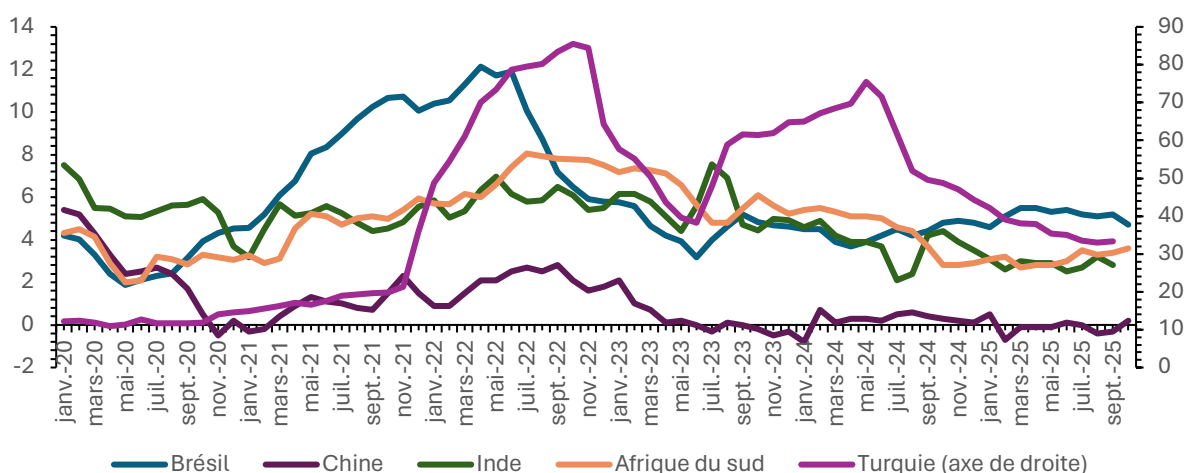
En Turquie, la décélération de l'inflation se poursuit, favorisée par la baisse des prix alimentaires et de l'énergie. Toutefois, l'inflation reste à des niveaux élevés, de 35,1 % en juin 2025 à 33,3 % en septembre. De même, l'inflation sous-jacente a ralenti pour atteindre 32,6 % en septembre, après 36,1 % en juin 2025.

En Afrique du Sud, le taux d'inflation a progressé de 0,4 point pour se fixer à 3,4 % en septembre et 3,6 % en octobre, après 3,0 % en juin 2025, entraîné par le transport, l'immobilier et l'énergie. De même, le taux d'inflation sous-jacent a légèrement accéléré, passant de 2,9 % en juin 2025 à 3,2 % en septembre.

Au Nigeria, le taux d'inflation continue de ralentir, tiré par le recul des prix de la composante alimentaires et la baisse de la volatilité du Naira. Ainsi, le taux d'inflation a chuté de 4,2 points de pourcentage, pour atteindre 18,0 en septembre, puis 16,1 % en octobre, contre 22,2 % en juin 2025.

Dans la zone UEMOA, le taux d'inflation a nettement chuté pour atteindre le territoire négatif depuis juin 2025, en lien avec l'amélioration de l'offre de produits alimentaires et une stabilité relative des prix des produits non alimentaires. Ainsi, le taux d'inflation s'est établi à -1,0 % en septembre, après -0,6 % en juin.

Graphique 6 : Évolution de l'inflation dans les pays émergents (en %)



Source : OCDE

1.1.3. Politiques monétaires

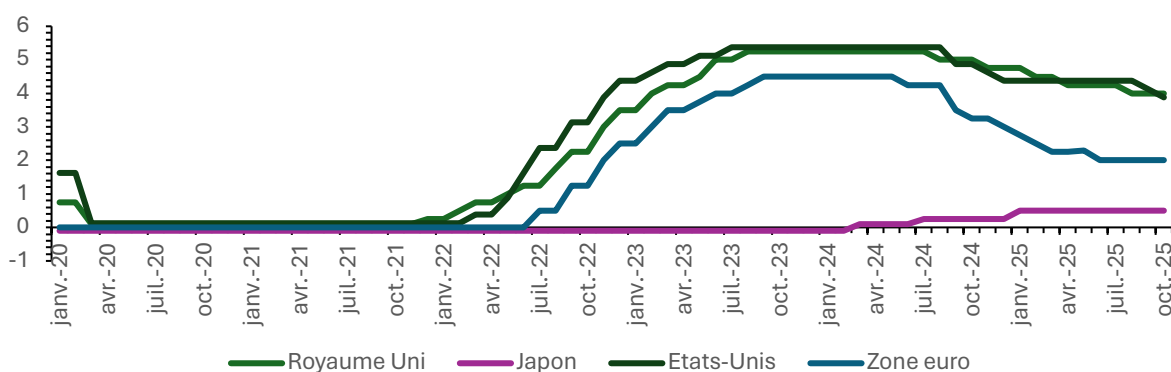
Au troisième trimestre 2025, tout comme au trimestre précédent, les banques centrales ont maintenu une orientation monétaire tournée vers le soutien de l'activité économique dans un contexte global incertain, favorisé par des niveaux d'inflation proches des objectifs.

Aux États Unis, après avoir maintenu la prudence depuis le début de l'année, le Comité de Politique Monétaire de la FED a finalement décidé de réduire ses taux d'intérêt au cours de ses réunions de septembre et octobre de 25 points de base, successivement, pour les porter à [3,75 % - 4,00 %]. La FED justifie cette décision pour soutenir l'activité économique et l'emploi, bien que les pressions inflationnistes se soient manifestées.

A l'inverse, dans la Zone Euro, après plusieurs réductions des taux durant la première moitié de l'année, le Comité de Politique Monétaire de la BCE a décidé d'adopter la prudence lors de ses réunions de septembre et octobre. Ainsi, les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal ont été maintenus respectivement à 2,00 %, 2,15 % et 2,40 %.

Au Royaume Uni, le Comité de la Politique Monétaire a décidé de la poursuite de l'assouplissement des conditions monétaires pour soutenir l'économie, avec une nouvelle réduction du taux directeur de 25 points de base en aout 2025 pour le porter à 4,00 %. Toutefois, le Comité a opté pour la prudence lors de sa réunion de septembre 2025.

Graphique 7 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées (%)



Source: Bank for International Settlements (BIS)

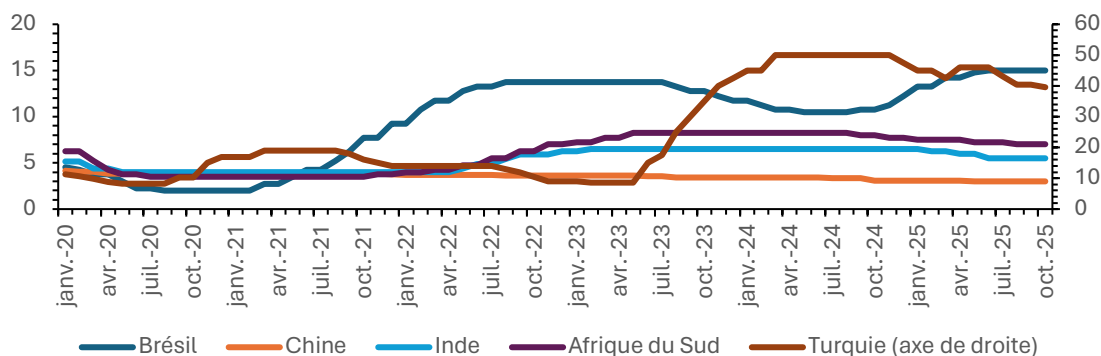
En Chine, face à une menace déflationniste sans précédent et à une baisse de la consommation des ménages, les autorités monétaires et budgétaires ont opté pour les mesures d'assouplissement afin de stimuler la demande intérieure. La Banque Populaire de Chine (BPC) a maintenu inchangés ses taux au cours du troisième trimestre (le taux directeur à 3,00 %).

Ailleurs, les Banques Centrales du Brésil et de l'Inde ont également gardé les taux directeurs inchangés au cours du troisième trimestre 2025 à 15,00 % et 5,50 %, respectivement. Au contraire, la Banque Centrale Turque et celle d'Afrique du Sud ont réduit leurs taux, qui sont maintenant de 39,5 % et 7,00 %, respectivement.

Au Nigeria, le Comité de Politique Monétaire a décidé de réduire le taux directeur de 50 points de base à 27,00 %, lors de sa réunion de septembre 2025. Cette décision a été justifiée par le net repli de l'inflation observé au cours de ces derniers mois.

Dans la zone UEMOA, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, lors de sa réunion tenue en septembre 2025, de garder la prudence. Ainsi, le principal taux directeur de la Banque Centrale est resté à 3,25%, et le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,25%.

Graphique 8 : Evolution du taux directeur des principales économies émergentes (%)



Source: Bank for International Settlements (BIS)

1.1.4. Marchés financiers et de change

1.1.4.1 Marchés financiers

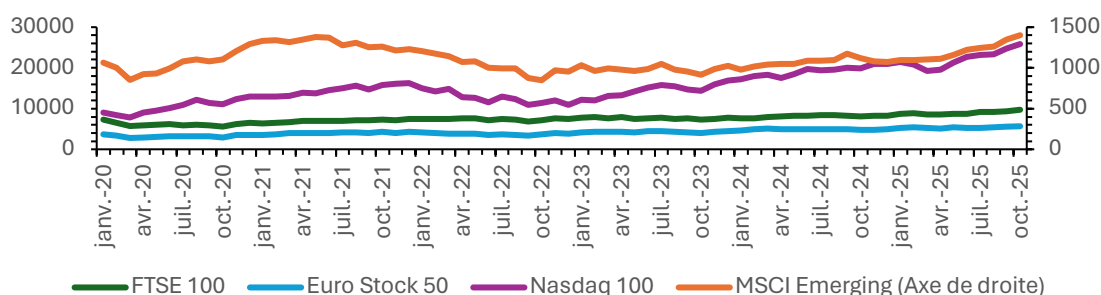
Comme au trimestre précédent, la quasi-totalité des marchés financiers ont affiché de solides performances au cours du troisième trimestre 2025, tirées notamment par les bonnes perspectives des secteurs, tels que l'intelligence artificielle et les tendances expansionnistes des banques centrales.

Aux Etats Unis, le Nasdaq 100 et le S&P500 ont gagné respectivement 8,8 % et 7,8 %, en variation trimestrielle, après avoir progressé de 17,6 % et 10,6 % au second trimestre 2025. Les deux indices tirent profit de l'assouplissement des conditions monétaires par la FED mais aussi de la bonne dynamique des secteurs tels que les semi-conducteurs et de la technologique, particulièrement l'intelligence artificielle et le cloud.

De même, dans la zone euro, malgré la morosité économique, les marchés ont pu garder la tendance positive comme depuis le début de l'année, grâce, entre autres, aux conditions monétaires favorables. L'indice EURO STOXX 50 (qui représente les 50 plus grandes entreprises de l'euro zone), après avoir gagné 1,0 % au second trimestre 2025, a davantage progressé de 4,3 % entre juin et septembre. Toutefois, le DAX Allemand a légèrement fléchi (-0,1 %), après de solides performances durant la première partie de l'année. Au contraire, le CAC 40 a gagné 3,0 % entre juin et septembre 2025, grâce notamment aux bons résultats des secteurs industriels et financiers.

Au Royaume-Uni, le FTSE 100 a également su garder sa bonne dynamique, avec une croissance de 6,7 %, après une hausse de 2,1 % au trimestre précédent, tirée par les secteurs miniers et énergétiques.

Graphique 9 : Evolution des indices boursiers



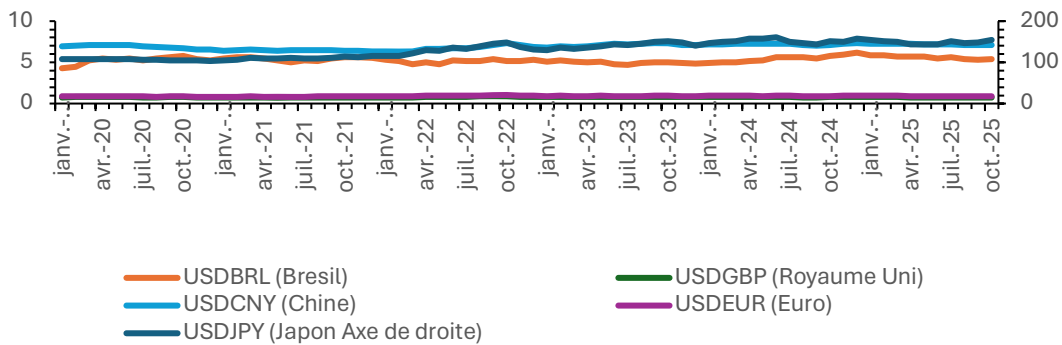
Source : Bloomberg

Dans les économies émergentes, l'indice *MSCI Emerging Markets* (EM) a également fortement résisté aux incertitudes globales grandissantes, avec une croissance de deux (2) chiffres (+ 10,1 % au troisième trimestre, après 11,0 % au trimestre précédent). De même, l'indice chinois, le *Shanghai Stock Exchange*, qui s'était accru de 3,3 % au second trimestre, a gagné 12,7 % au troisième trimestre 2025.

1.1.4.2 Marchés de change

L'indice du dollar US (taux de change effectif du dollar vis-à-vis de six principaux partenaires, à savoir l'Euro, le Yen Japonais, la Livre Sterling, le Dollar canadien, la Krona Suédoise et le Franc Suisse) a plutôt rebondi au cours du troisième trimestre 2025, pour s'établir à 97,7 à fin septembre 2025 et 99,8 à fin octobre 2025, contre 97,2 à fin juin. Après avoir nettement chuté au cours du second trimestre, le dollar US a rebondi, en variation trimestrielle, face à la plupart des principales monnaies internationales telles que l'Euro (+ 0,5 %), la Livre Sterling (+ 2,1 %) et le Yen (+ 2,7 %). Toutefois, en glissement annuel, le dollar US s'est de nouveau déprécié vis-à-vis de l'Euro et de la Livre Sterling. De même, le dollar a perdu, comme au trimestre précédent, vis-à-vis des principales monnaies des économies émergentes, notamment le Yuan Chinois (-0,6 %) et le Real Brésilien (-2,0 %).

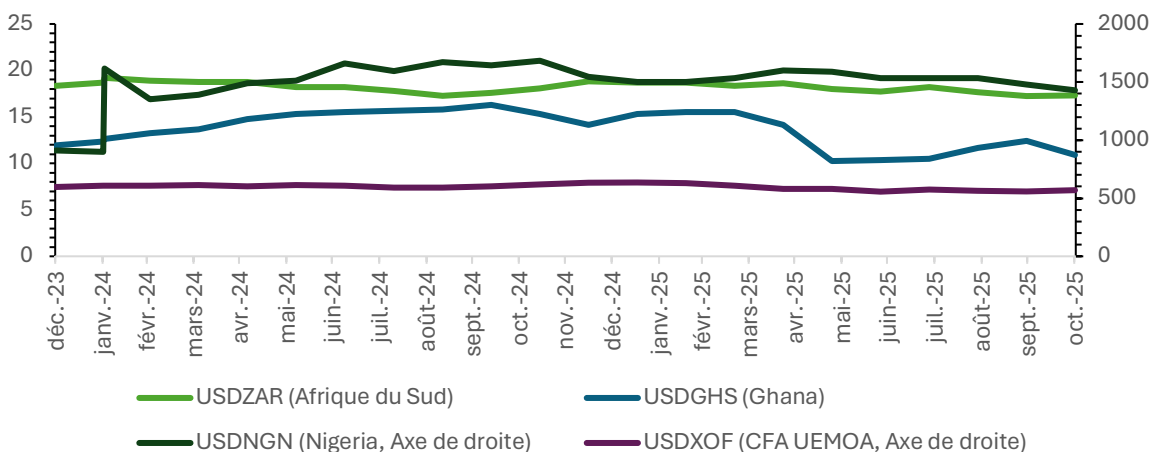
Graphique 10 : Taux de changes du dollar US vis-à-vis des principales devises



Source : Bloomberg

En ce qui concerne les monnaies africaines, le dollar US a connu une évolution mixte, avec une dépréciation vis-à-vis de la Rand Sud-Africaine (- 2,5 %) et le Naira Nigérian (-3,4 %), tandis qu'il s'est apprécié face au Cedis Ghanéen (+19,8 %) et le CFA UEMOA (+0,5 %).

Graphique 11 : Taux de changes du dollar US vis-à-vis des principales monnaies africaines

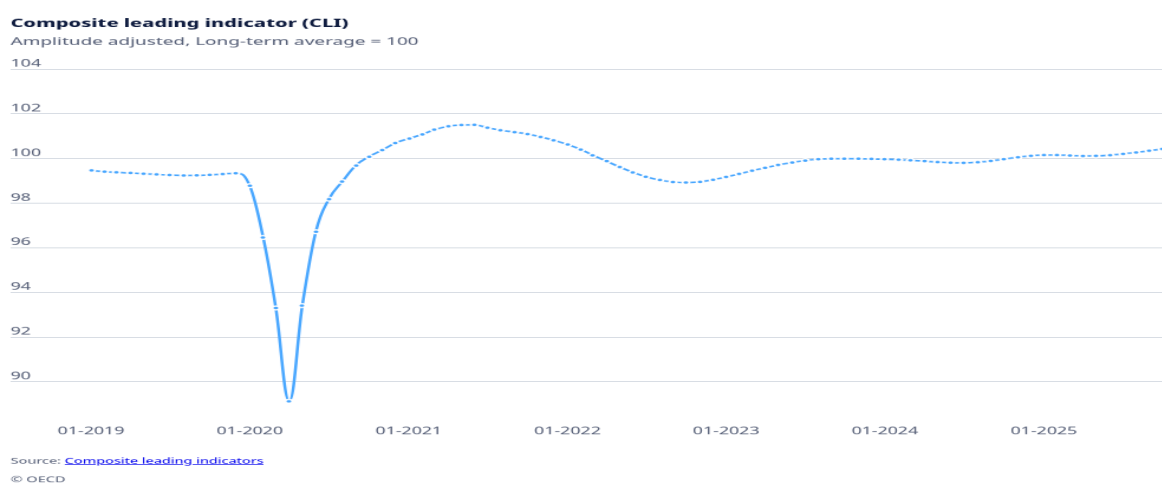


Source : Bloomberg

1.1.5. Perspectives de la conjoncture économique globale de fin 2025

Selon les Indicateurs Avancés tels que le *Composite Leading Indicator* de l'OCDE, l'activité économique devrait connaître au mieux une légère amélioration en fin d'année 2025. En effet, l'indice s'est établi à 100,4 en octobre, légèrement au-dessus de la valeur de référence (100) et de sa valeur en juin de 100,2. De même, les enquêtes de confiance des ménages et des entreprises montrent globalement une timide amélioration, voire une stabilisation des indicateurs, suggérant une situation macroéconomique morose fin 2025. Les principaux facteurs qui pourraient peser sur une éventuelle légère amélioration de l'activité sont le maintien de l'orientation de la politique monétaire non restrictive, les mesures de soutien budgétaires, l'offre abondante des produits pétroliers, l'amélioration progressive de la chaîne de distribution, etc.

Graphique 12 : Evolution du Composite Leading Indicator de l'OCDE



Source : OCDE

La résilience observée durant le premier semestre de l'année pourrait céder au ralentissement de l'économie globale en fin 2025. Ainsi, l'activité économique aux Etats-Unis devrait marquer le pas en subissant les conséquences du *shutdown* et des mesures tarifaires. De même, la croissance resterait faible dans la zone euro et inférieure à l'objectif de 5,0 % en Chine. L'emploi devrait continuer à subir les conséquences des coûts salariaux et la pression sur les marges des entreprises dans les économies avancées.

Dans l'ensemble, selon les principales prévisions, telles que le WEO du FMI, l'année 2025 sera marquée par un ralentissement, avec une projection de la croissance mondiale de 3,2 % en 2025 contre 3,3 % en 2024, dont les économies avancées (1,6 % contre 1,8 % en 2024) et les économies émergentes (4,2 % contre 4,3 % en 2024). Ce ralentissement serait nettement marqué dans les principales économies mondiales, à savoir les Etats-Unis (-0,8 point de pourcentage) et en Chine (-0,2 point de pourcentage).

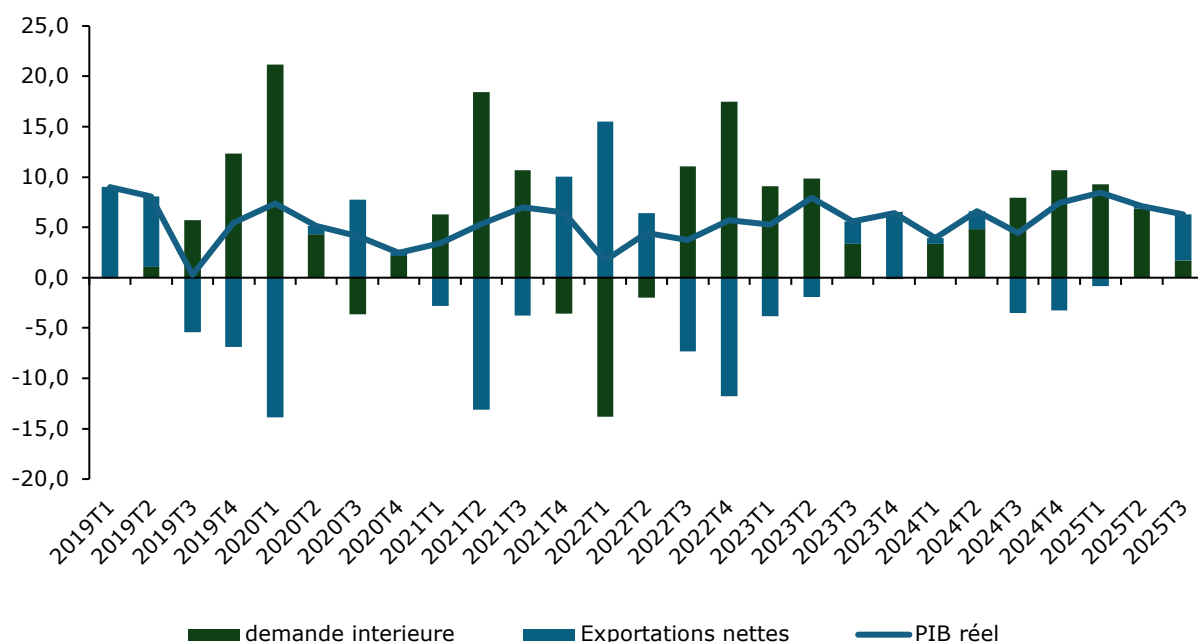
1.2. Environnement national

Au troisième trimestre 2025, la croissance économique a légèrement ralenti par rapport au trimestre précédent, en lien avec le ralentissement des activités dans certains secteurs durant la période des fortes pluies, notamment le secteur minier. La croissance observée est tirée à la fois par la demande intérieure et la demande extérieure, à travers notamment la consommation publique, l'investissement et les exportations. Concernant les échanges avec l'extérieur, la position extérieure globale a poursuivi la performance du trimestre précédent, en enregistrant une capacité de financement au troisième trimestre 2025.

1.2.1. Croissance économique

Les estimations de la BCRG tablent sur une croissance de 6,3 % au troisième trimestre 2025, contre 7,1 % réalisée au deuxième trimestre 2025. Cette croissance est à la fois tirée par la demande intérieure (consommation publique et investissement) et extérieure, notamment les exportations. L'acquis de croissance se situerait à 3,3 % durant cette période.

Graphique 13 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

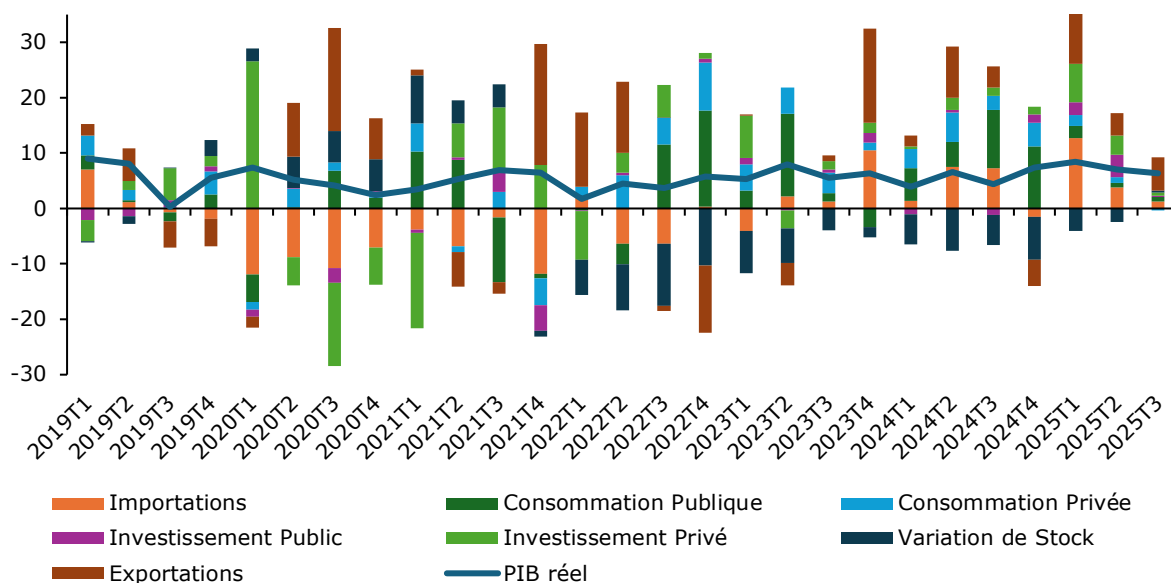
1.2.1.1. Demande intérieure

Au troisième trimestre 2025, la demande intérieure a progressé de 1,6 %, en glissement annuel, soutenue essentiellement par la consommation publique et les investissements publics. Elle a contribué à hauteur de 1,7 points de pourcentage à la formation du PIB durant le trimestre.

La consommation finale a progressé de 0,6 %, en glissement annuel, tirée notamment par la consommation publique (2,1 %), dans un contexte de légère baisse de la consommation privée. Les dépenses primaires, principalement les salaires, continuent d'impulser la consommation finale publique durant le trimestre. La contribution de la consommation finale publique à la croissance du PIB a atteint 0,5 pp au cours de la période sous-revue.

Par ailleurs, les investissements ont augmenté de 3,8 %, par rapport à la même période de l'année dernière. Ils sont à la fois portés par les investissements publics (10,6 %) et privés (2,9 %). La poursuite du programme d'amélioration des infrastructures (routes, ponts, bâtiments publics) continue de booster les investissements publics, qui contribue à hauteur de 0,3 pp à la croissance du PIB. Les investissements privés, quant à eux, se sont accrus de 3,9 %, en glissement annuel, impulsés principalement par les investissements massifs en prélude du lancement de la Nouvelle Compagnie Nationale de Bauxite et de celui du projet Simandou. La contribution des investissements privés à la croissance du PIB a atteint 0,5 pp au troisième trimestre 2025.

Graphique 14 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.1.2. Exportations et Importations

Au troisième trimestre 2025, les exportations ont progressé de 19,9 %, en glissement annuel, essentiellement tirées par les exportations minières. Leur contribution à la croissance économique a atteint 5,9 pp, durant la période sous revue.

Les importations se sont accrues, quant à elle, de 3,9 %, en glissement annuel. Elles sont portées essentiellement par les importations des biens d'équipements, des matériels électriques, des produits des industries alimentaires, des produits pétroliers, des produits de la construction automobile et des produits chimiques.

Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %)

	2023T4	2024T1	2024T2	2024T3	2024T4	2025T1	2025T2	2025T3 (*)
PIB réel	6,4	3,9	6,6	4,4	7,4	8,5	7,1	6,3
Importations	36,3	5,8	27,5	27,3	-4,1	51,5	11,8	3,9
Exportations	54,0	6,6	30,7	14,1	-10,5	39,1	10,9	19,9

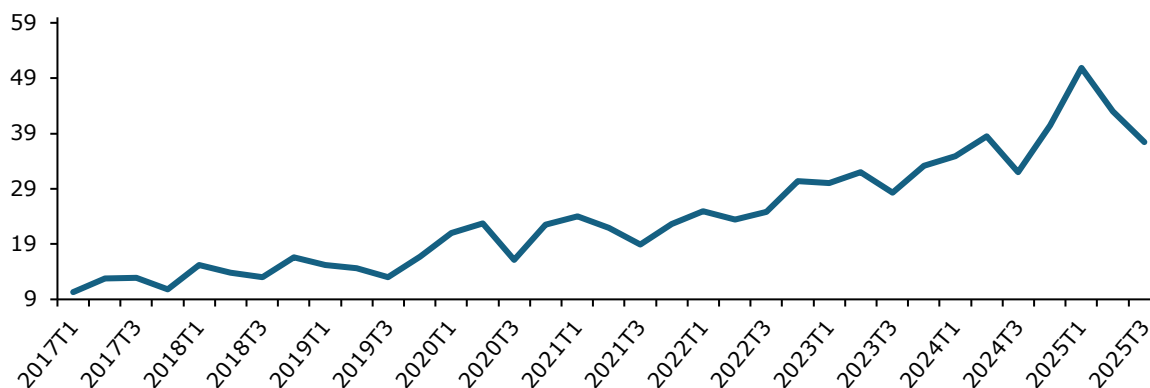
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

(*) estimation de la BCRG

1.2.1.3. Production bauxite

La difficulté d’exploitation causée par les fortes pluies ainsi que l’impact de la suspension des activités de certaines entreprises du secteur de la bauxite ont fait chuter la production de celle-ci de 13,0 % d’un trimestre à l’autre. Cette production a atteint 37,4 tonnes de bauxites durant le troisième trimestre 2025. Toutefois, en glissement annuel, elle s’est accrue d’environ 17 %.

Graphique 15 : Évolution trimestrielle de la production de bauxite (en millions de tonnes)

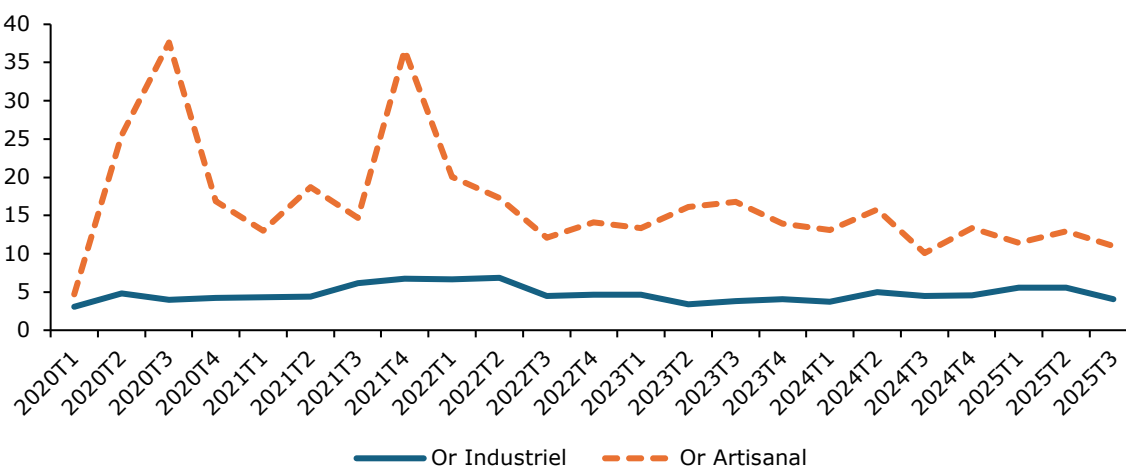


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

✚ Expédition de matières précieuses (or et diamant)

Au troisième trimestre de l’année 2025, les expéditions d’or au niveau de la BCRG ont atteint 15,1 tonnes, représentant une baisse de 18,4 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement due à l’interdiction officielle d’accéder aux sites d’exploitation durant la période de fortes pluies. Cependant, les expéditions ont augmenté de 4,1 % par rapport au troisième trimestre de l’année précédente.

Graphique 16 : Évolution trimestrielle des expéditions d’or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les expéditions de diamant par le canal de la BCRG ont fléchi de 81,3 % en variation trimestrielle et de 87,8 % en glissement annuel, pour atteindre 3 769 carats au troisième trimestre 2025.

1.2.2. Secteur des finances publiques

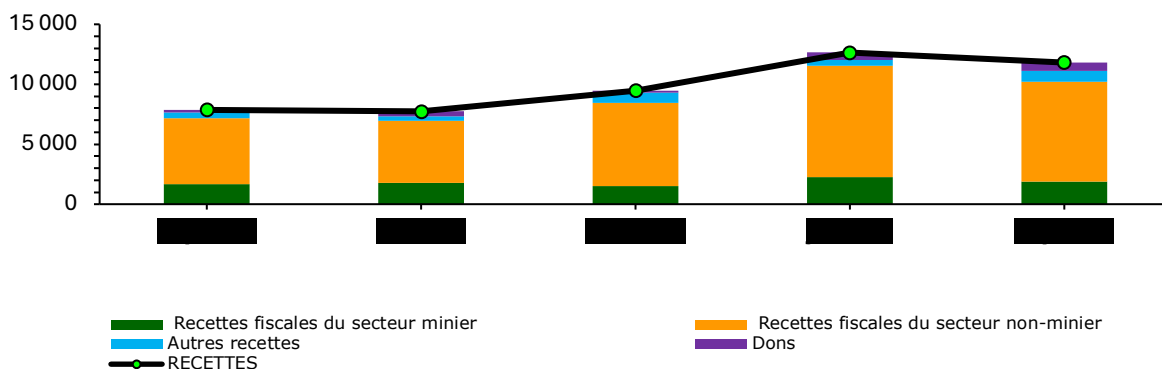
Les finances publiques au troisième trimestre 2025 restent caractérisées par un déficit budgétaire, dons compris de GNF 1 551,2 milliards. Toutefois, le besoin de financement s'est nettement amélioré comparativement au trimestre précédent, en raison de la baisse plus marquée des dépenses publiques par rapport à celle des recettes publiques.

1.2.2.1. Recettes

Au troisième trimestre 2025, les recettes et dons mobilisés par l'État se sont établis à GNF 11 821,2 milliards, contre GNF 12 645,5 milliards au deuxième trimestre 2025, soit une baisse de 6,5%. Relativement au même trimestre de l'année 2024, les recettes budgétaires sont en hausse de 50,1%.

La baisse des ressources publiques est attribuable à la diminution des recettes fiscales, qui sont passées de GNF 11 567,7 milliards au deuxième trimestre 2025 à GNF 10 220,5 milliards au troisième trimestre 2025, soit une baisse de 11,6%. Cette contre-performance s'explique par la diminution à la fois des recettes fiscales du secteur minier et de celles du secteur non minier. Toutefois, en glissement annuel, les recettes fiscales se sont accrues de 43,0%.

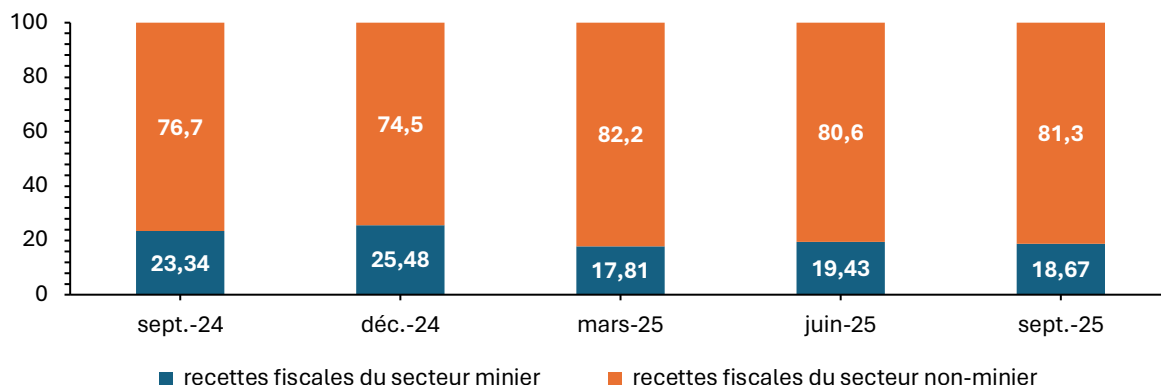
Graphique 17 : Situation trimestrielle des recettes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du budget

Au troisième trimestre 2025, les recettes fiscales du secteur minier se sont chiffrées à GNF 1 907,8 milliards, en baisse de 15,1% par rapport au trimestre précédent. Cependant, par rapport à la même période un an plus tôt, les recettes fiscales du secteur minier ont progressé de 14,4%. Quant aux recettes fiscales du secteur non minier, elles se sont établies à GNF 8 312,7 milliards au troisième trimestre 2025, contre GNF 9 320,2 milliards au deuxième trimestre 2025, soit une baisse de 10,8%. En glissement annuel, ces recettes ont augmenté de 51,8%. Sur la période sous revue, la structure des recettes fiscales reste dominée par le secteur non minier, qui représente 81,3% comparativement au secteur minier, qui représente 18,7%.

Graphique 18 : Évolution trimestrielle des recettes minières et non-minières (% recettes totales)



Source : Ministère du budget

Sur la période sous revue, l'analyse par composantes montre que la baisse des recettes fiscales s'explique principalement par la faible mobilisation des « impôts sur le revenu, les bénéficiaires et les gains en capital » (- 36,2%), et dans une moindre mesure par la baisse des « impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales » (- 10,4%), des « impôts sur le patrimoine » (- 10,6%) et des « impôts sur les salaires et la main-d'œuvre » (- 1,7%), par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, les « impôts sur les biens et services » et les « autres recettes fiscales » ont augmenté respectivement de 3,9% et 14,7% sur la même période.

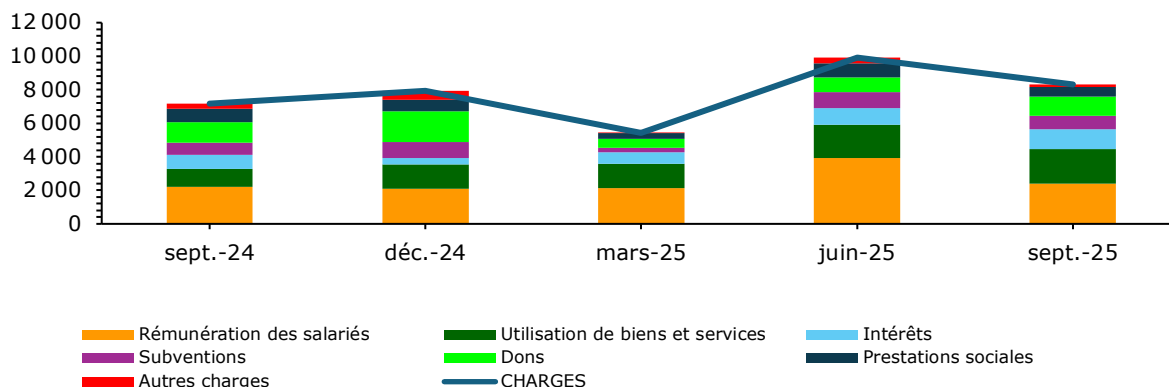
Au troisième trimestre 2025, les recettes non fiscales ont connu une performance, en se situant à GNF 912,9 milliards en comparaison à GNF 482,0 milliards perçues au deuxième trimestre de l'année, soit une hausse de 89,4%. En glissement annuel, elles ont progressé de 86,9%. La performance des autres recettes observée sur la période est attribuable à la mobilisation des ressources sur les « ventes de biens et services » (+97,9%), les « revenus de la propriété » (+94,5%) et les « amendes, pénalités et confiscations » (+33,2%).

Les dons reçus au troisième trimestre 2025 se sont situés à GNF 687,8 milliards, contre GNF 595,9 milliards au deuxième trimestre 2025, soit une hausse de 15,4%. La progression des dons en glissement annuel a été de 182,7%. Cette évolution provient des dons en capital reçus des organisations internationales.

1.2.2.2. Dépenses

L'exécution des dépenses publiques au cours du troisième trimestre 2025 a atteint GNF 13 172,4 milliards par rapport à GNF 16 393,6 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 18,4%. Cette baisse résulte à la fois de celle des dépenses courantes et de celle des investissements publics. En revanche, en glissement annuel, les dépenses publiques ont progressé de 53,6%.

Graphique 19 : Évolution des charges publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du budget

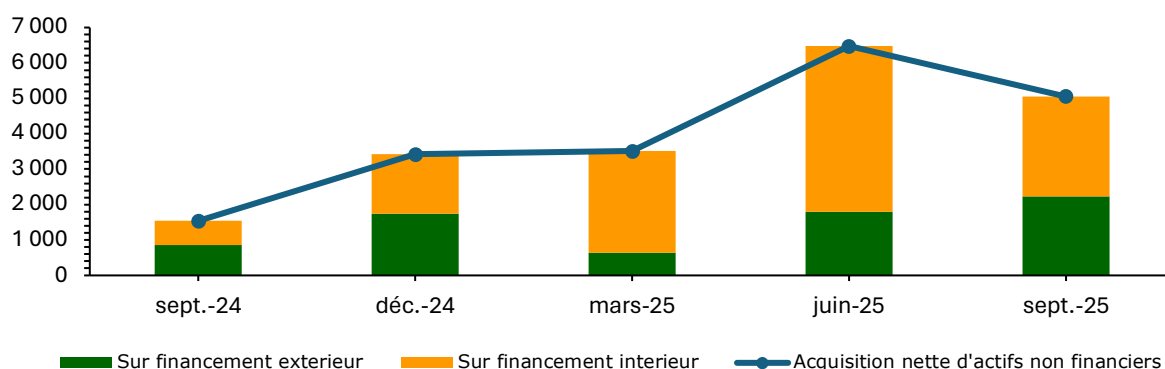
Les charges de l'État ont diminué de 16,1 % par rapport au deuxième trimestre 2025 pour s'établir à GNF 8 320,6 milliards au troisième trimestre 2025, principalement en raison de la baisse des rémunérations des salariés. En revanche, par rapport à la même période de l'année précédente, ces dépenses se sont accrues de 16,1%.

En effet, les charges pour la rémunération des salariés ont baissé de 38,8 %, par rapport au deuxième trimestre 2025, en s'établissant à GNF 2 401,4 milliards au troisième trimestre 2025. Toutefois, en glissement annuel, ces dépenses salariales ont enregistré une hausse de 9,3 %. Aussi, les subventions de l'Etat se sont chiffrées à GNF 776,4 milliards au troisième trimestre 2025, contre GNF 965,9 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 19,6%, portée par les aides accordées aux sociétés publiques non financières, notamment la Société d'Électricité de Guinée (EDG). En revanche, ces subventions sont en progression de 3,0 %, en glissement annuel. En ce qui a trait aux dépenses liées aux prestations sociales et aux autres charges au troisième trimestre 2025, elles ont atteint GNF 586,1 milliards et GNF 145,1 milliards, respectivement, ce qui représente une baisse de 27,1 % et 59,4 % par rapport au deuxième trimestre 2025. Toutefois, la baisse des dépenses courantes a été atténuée par l'augmentation sur la même période des charges liées à l'utilisation des biens et services, au paiement des intérêts de la dette publique et aux dons. Les dépenses sur biens et services, destinées au bon fonctionnement des départements ministériels, se sont élevées à GNF 2 044,9 milliards, en hausse de 38,5% par rapport au deuxième trimestre 2025.

Les intérêts sur la dette publique au troisième trimestre 2025 ont été payés à hauteur de GNF 1 213,0 milliards contre GNF 968,0 milliards au deuxième trimestre de l'année, soit une augmentation de 25,3%. Les paiements des intérêts sur la dette extérieure se sont accrus pour s'afficher à GNF 439,5 milliards, contre GNF 104,3 milliards au trimestre précédent. Toutefois, les paiements d'intérêts sur la dette intérieure ont diminué de 10,5% pour se situer à GNF 773,4 milliards, contre GNF 863,7 milliards au deuxième trimestre 2025.

Les dons accordés exclusivement aux autres unités de l'administration publique ont augmenté de 29,4% par rapport au deuxième trimestre 2025, passant de GNF 891,4 milliards à GNF 1 153,8 milliards au troisième trimestre 2025. Ces dons sont constitués de dons courants de GNF 665,6 milliards et de dons en capital d'un montant de GNF 94,7 milliards.

Graphique 20 : Évolution de l'acquisition nette d'actifs non-financiers (en milliards de GNF)

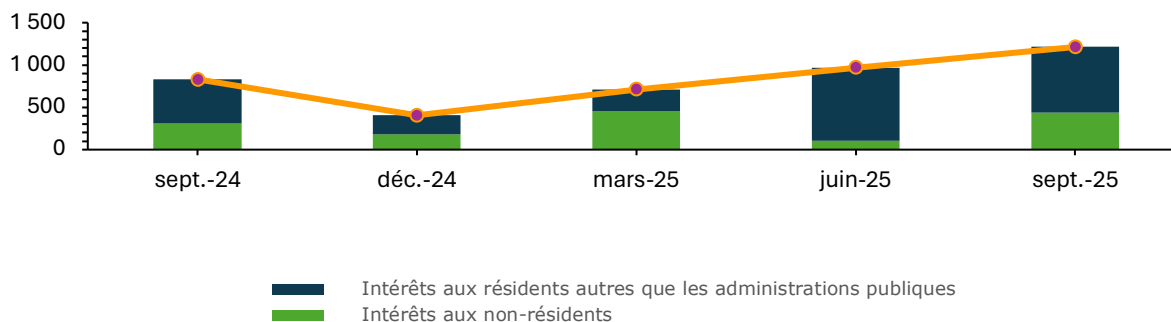


Source : Ministère du budget

Les transactions sur actifs non-financiers (investissements publics) sont passées de GNF 6 477,2 milliards au deuxième trimestre 2025 à GNF 5 051,8 milliards au troisième trimestre 2025, soit une baisse de 22,0 % en variation trimestrielle. Par rapport au troisième trimestre 2024, ces dépenses sont en hausse de 228,1%. La décre de dépenses d'investissement est portée principalement par les investissements dans les bâtiments et ouvrages de génie civil, qui ont augmenté respectivement de 32,0% en variation trimestrielle pour se situer à GNF 4 285,6 milliards au troisième trimestre 2025. En revanche, les dépenses consacrées à l'acquisition de machines et d'équipements ainsi que celle sur les autres actifs fixes ont progressé pour se chiffrer à GNF 663,9 milliards et GNF 102,3 milliards, respectivement sur la période.

Au troisième trimestre 2025, les dépenses en capital sur financements extérieurs se sont situées à GNF 2 223,7 milliards, enregistrant une hausse de 23,7%. En revanche, les dépenses en capital sur financements intérieurs ont connu une baisse de 39,6%, atteignant ainsi GNF 2 828,1 milliards.

Graphique 21 : Évolution trimestrielle de paiements d'intérêts (en milliards de GNF)

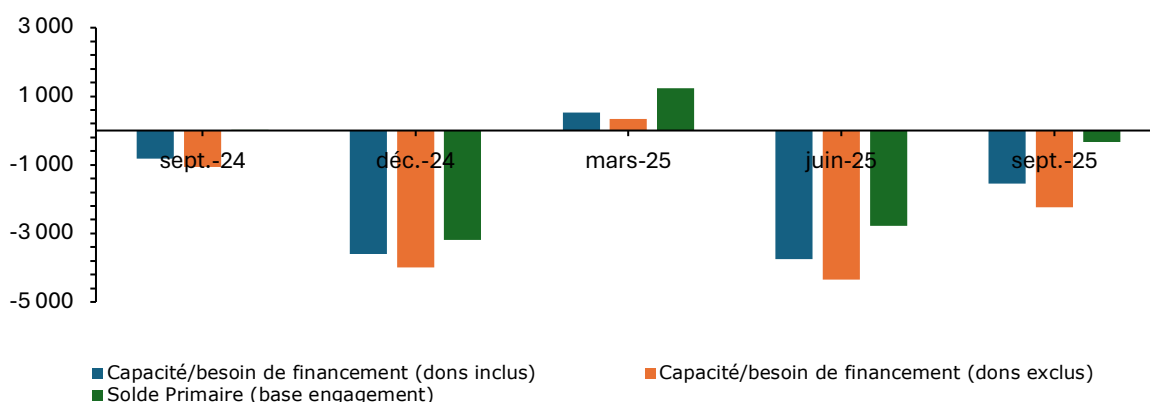


Source : Ministère du budget

1.2.2.3. Soldes budgétaires et financement

Au cours du trimestre sous revue, les finances publiques se sont soldées par un déficit budgétaire, mais en amélioration par rapport au deuxième trimestre 2025. L'amélioration du déficit résulte de la baisse plus marquée des dépenses publiques par rapport à celle des recettes publiques. Ainsi, sur la période, le solde budgétaire (incluant les dons) a enregistré un déficit de GNF 1 551,2 milliards, après un déficit budgétaire de GNF 3 748,1 milliards au trimestre précédent. Hors dons, le déficit s'élève à GNF 2 239,0 milliards au troisième trimestre 2025, contre un déficit de GNF 4 343,9 milliards au deuxième trimestre de l'année. De plus, le solde primaire a également enregistré un déficit de 338,3 milliards de GNF au troisième trimestre 2025, après un déficit de 2 780,1 milliards de GNF au deuxième trimestre 2025.

Graphique 22 : Évolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

La position nette de financement issu de l'exécution budgétaire au troisième trimestre 2025 s'est établie à un besoin net de GNF 1 566,6 milliards, en amélioration par rapport à un besoin de financement de GNF 4 192,5 milliards constaté au trimestre précédent. L'amélioration de cette position s'explique par une baisse nette plus marquée des passifs financiers (GNF -3 424,3 milliards), par rapport à la baisse des actifs financiers (GNF -798,5 milliards).

En effet, la décrue nette des actifs financiers provient à la fois de sources intérieures et extérieures, et reflète la diminution des numéraires et dépôts auprès du système bancaire de GNF 339,9 milliards et des autres comptes à recevoir de GNF 625,5 milliards.

La baisse des passifs financiers, quant à elle, provient uniquement de sources internes, notamment en crédits (GNF -3 807,2 milliards) et autres comptes à payer (GNF -1 087,6 milliards). Toutefois, cette baisse a été partiellement compensée par une accumulation des engagements extérieurs (GNF +128,4 milliards).

1.2.3. Secteur monétaire et financier

1.2.3.1. Masse monétaire

A fin septembre 2025, la masse monétaire s'est établie à GNF 81 052,6 milliards, contre GNF 65 497,7 milliards à fin septembre 2024, soit une hausse de 23,7 %. Cette évolution est due à la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets. Par rapport à fin juin 2025, la masse monétaire a augmenté de 7,7 %, en lien avec la hausse des avoirs extérieurs nets (+73,6 %), atténuée par une baisse des avoirs intérieurs nets (-16,6 %).

1.2.3.1.1. Contreparties de la masse monétaire

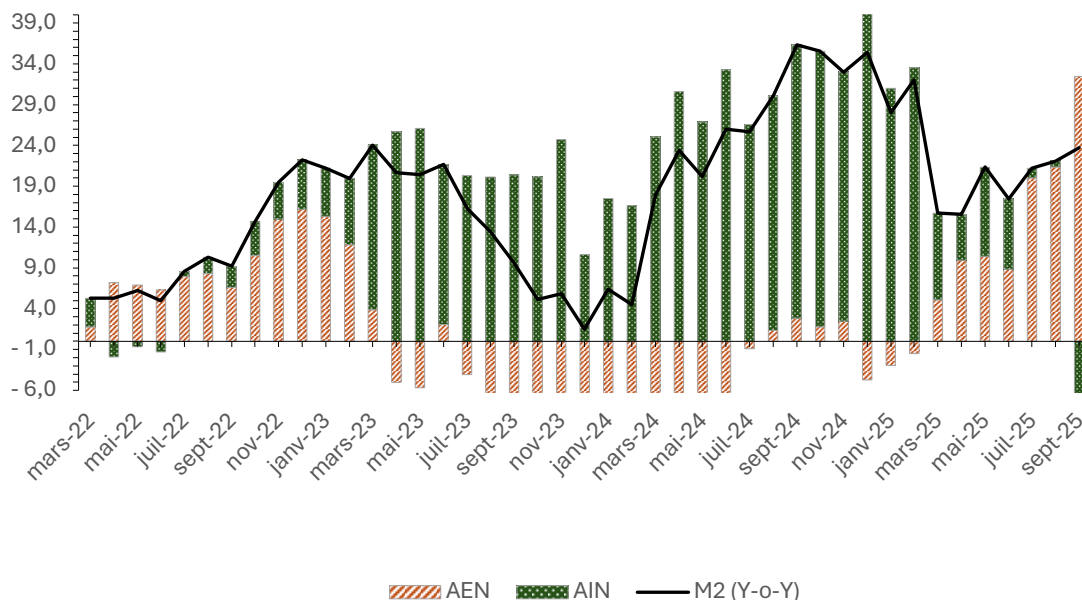
Les avoirs extérieurs nets se sont situés à GNF 35 152,0 milliards à fin septembre 2025, contre GNF 13 889,1 milliards à fin septembre 2024, soit une hausse de 153,1 %. Cette augmentation est due à la consolidation, à la fois, des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de ceux des banques commerciales. Par rapport à fin juin 2025, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 73,6 %.

En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont raffermis de 269,5 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 22 875,1 milliards à fin septembre 2025. Cette forte hausse est principalement attribuable, d'une part, à l'augmentation des avoirs en devises, due à la vente de l'or fin (USD 2,2 milliards) et à l'encaissement d'une partie du prêt (EUR 348,0 millions) accordé à l'État par AFREXIM BANK, et, d'autre part, à la hausse du stock d'or monétaire, en lien avec les opérations de régularisation en cours (environ 220 822 onces)). De même, par rapport à fin juin 2025, les avoirs extérieurs nets de la BCRG se sont accrus de 129,5 %.

Quant aux avoirs extérieurs nets des banques, ils se sont consolidés de 59,5 % en glissement annuel, pour atteindre GNF 12 276,9 milliards à fin septembre 2025. Cette consolidation est due essentiellement à l'approvisionnement des comptes de correspondants étrangers dans le cadre du règlement des lettres de crédit et au rapatriement des recettes d'exportation des

orpailleurs et des sociétés minières. De même, par rapport à fin juin 2025, les avoirs extérieurs nets des banques se sont améliorés de 19,5 %.

Graphique 23 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A fin septembre 2025, les avoirs intérieurs nets se sont établis à GNF 45 900,6 milliards, soit une baisse de 11,1 % en glissement annuel. Cette baisse est attribuable à la forte variation des autres postes nets, résultant des opérations de cession de l'or fin, contenue par l'augmentation du crédit intérieur net. Par rapport à fin juin 2025, les avoirs intérieurs nets ont baissé de 16,6 %.

En effet, le crédit intérieur net s'est accru de 14,5 % en glissement annuel, pour atteindre GNF 62 364,7 milliards à fin septembre 2025. Cette évolution est tirée par l'augmentation des créances nettes sur l'Etat (+15,4 %) et des créances sur le secteur privé (+14,8 %). De même, par rapport à fin juin 2025, le crédit intérieur net a augmenté de 3,1 %, en raison de l'accroissement des créances sur le secteur privé (+10,4 %), contenu par la baisse des créances nettes sur l'Etat (-1,3 %).

La hausse des créances nettes sur l'Etat est imputable à l'augmentation de la Position Nette du Trésor (PNT) débitrice dans les livres des banques commerciales, contenue par l'amélioration de la PNT dans les livres de la Banque Centrale. Dans les livres de la BCRG, cette position nette débitrice a baissé de 13,7 % sur un an, en raison de la mobilisation des ressources internes par l'Etat et de l'encaissement d'une partie du prêt (EUR 348,0 millions), accordé à l'Etat par AFREXIM BANK. En revanche, dans les banques commerciales, elle a augmenté de 38,4 % en glissement annuel, en raison principalement des souscriptions aux Bons du Trésor et aux Obligations du Trésor.

Quant aux créances sur le secteur privé, elles se sont situées à GNF 24 766,2 milliards à fin septembre 2025, en hausse de 14,8 % en glissement annuel, due au dynamisme de l'activité économique. Cette augmentation est portée par l'accroissement des crédits accordés aux clients évoluant, essentiellement, dans les secteurs du commerce (GNF +1 472,68 milliards), de l'industrie manufacturière (GNF +692,87 milliards), de l'extraction et de la transformation des minerais (GNF +613,95 milliards). Par rapport à fin juin 2025, les crédits au secteur privé ont progressé de 10,4 %.

1.2.3.1.2. Composantes de la masse monétaire

La hausse en glissement annuel de la masse monétaire à fin septembre 2025 s'est traduite par l'augmentation de toutes ses composantes, à savoir la circulation fiduciaire et toutes les catégories de dépôts (dépôts en GNF et en devises).

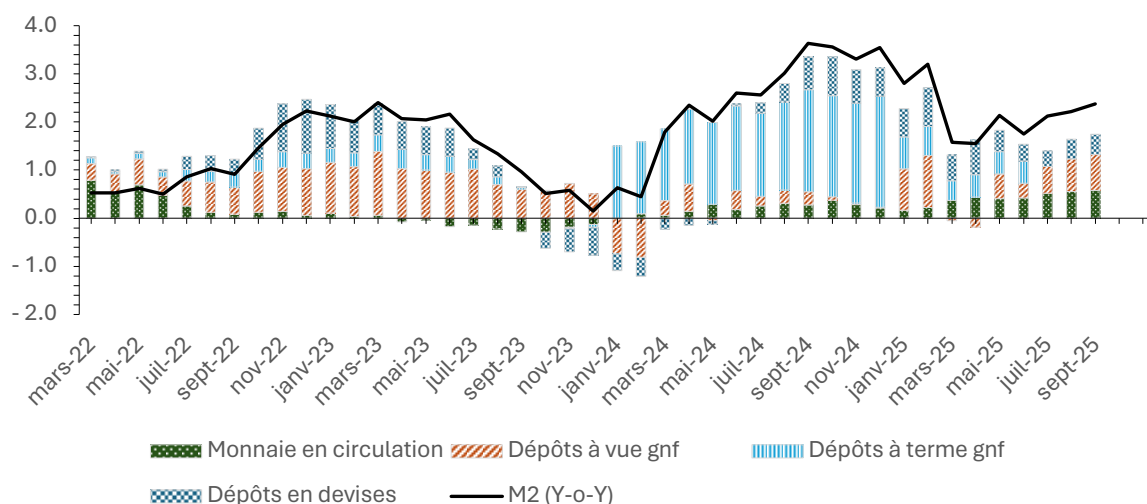
✚ Circulation fiduciaire

A fin septembre 2025, la monnaie en circulation s'est établie à GNF 20 007,4 milliards, soit une hausse de 35,1 % en glissement annuel. Cette évolution est due principalement au règlement des factures d'achats d'or par la BCRG. Par rapport à fin juin 2025, la monnaie en circulation s'est accrue de 4,3 %.

✚ Dépôts

Les dépôts en francs guinéens se sont consolidés de 20,5 % sur un an, pour se situer à GNF 44 831,7 milliards à fin septembre 2025. Cette évolution est due à la hausse des dépôts des orpailleurs, de la SONAP et des sociétés de téléphonie. De même, par rapport à fin juin 2025, ils se sont raffermis de 6,8 %.

Graphique 24 : Évolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

S'agissant des dépôts en devises, ils se sont situés à GNF 16 213,6 milliards (USD 1 874,6 millions), soit une hausse de 20,3 % en glissement annuel, liée à l'accroissement des avoirs extérieurs nets des banques commerciales. De même, par rapport à fin juin 2025, ces dépôts se sont accrus de 14,9 %.

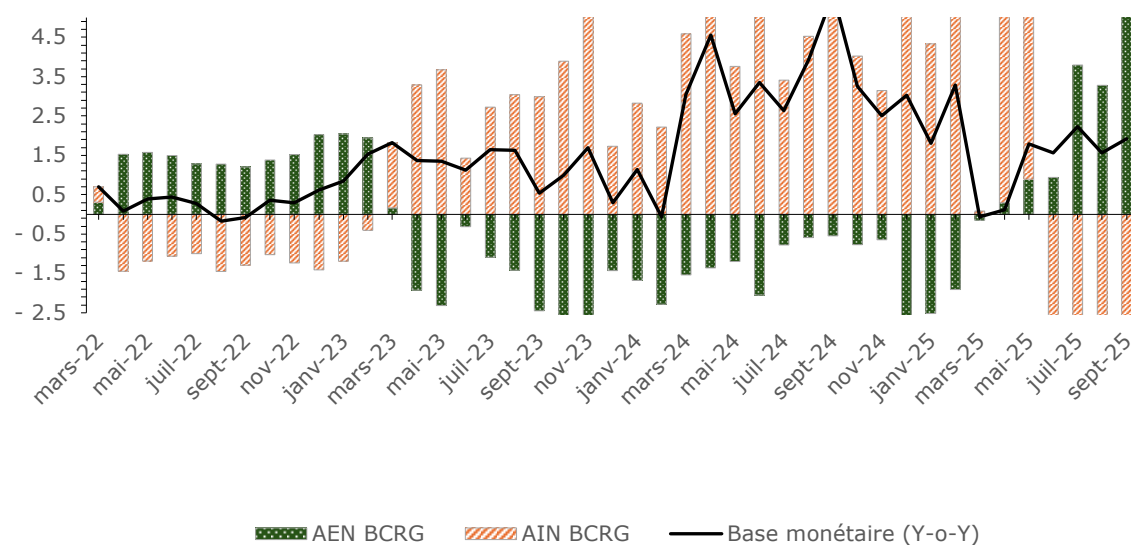
1.2.3.2. Base monétaire

A fin septembre 2025, la base monétaire s'est chiffrée à GNF 33 120,8 milliards, contre GNF 27 773,9 milliards à fin septembre 2024, soit une hausse de 19,3 %. Cette évolution est due à la hausse des avoirs extérieurs nets (+269,5 %), atténuée par la baisse des avoirs intérieurs nets (-52,5 %).

La hausse en glissement annuel des avoirs extérieurs est liée, d'une part, à l'amélioration des avoirs en devises, et à l'encaissement d'une partie du prêt accordé à l'Etat par AFREXIM BANK, et d'autre part, à la hausse du stock de l'or monétaire.

Quant aux avoirs intérieurs nets de la BCRG, ils ont baissé de 52,5 % en glissement annuel, pour atteindre GNF 10 245,7 milliards à fin septembre 2025. Cette baisse est due principalement à l'amélioration de la position nette débitrice du Trésor dans les livres de la BCRG et à la variation des autres postes nets. Elle a été atténuée par la hausse des concours aux banques (GNF +179,0 milliards).

Graphique 25 : Évolution de la base monétaire et de ses contreparties (% contribution)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.3.3. Conditions monétaires

1.2.3.3.1. Évolution des taux d'intérêt nominaux

L'amélioration progressive du cadre macroéconomique, soutenue par la poursuite de la désinflation depuis 2024, a conduit le Comité de Politique Monétaire à maintenir une orientation accommodante lors de sa dix-septième session ordinaire tenue le 26 septembre 2025. À cette occasion, le taux directeur a été abaissé à 9,75 %, tandis que le coefficient des réserves obligatoires a été réduit à 11,75 %, soit un assouplissement de 50 points de base des conditions monétaires.

Toutefois, la transmission de cette orientation à l'ensemble des taux pratiqués par les établissements de crédit demeure progressive et contrastée. En effet, le taux créditeur moyen sur les comptes d'épargne a légèrement augmenté, passant de 2,93 % au deuxième trimestre 2025 à 3,04 % au troisième trimestre 2025, traduisant une légère revalorisation de l'épargne à vue. À l'inverse, le taux créditeur moyen sur les dépôts à terme a reculé de 6,56 % à 6,01 % sur la même période, indiquant une détente plus marquée sur la rémunération des ressources à moyen et long terme.

Concernant les conditions de financement de l'économie, les taux débiteurs ont enregistré un repli modéré, diminuant en moyenne de 14,15 % au deuxième trimestre à 13,82 % au troisième trimestre 2025. Ce mouvement suggère un début de transmission de l'assouplissement monétaire, bien que la baisse demeure inférieure à celle observée sur le coût de la ressource, reflétant la prudence persistante des banques quant à l'évolution du risque de crédit.

Parallèlement, le taux de base bancaire s'est inscrit en hausse, passant de 8,01 % au deuxième trimestre à 8,63 % au troisième trimestre 2025, malgré la baisse du taux directeur. Cette évolution témoigne d'une volonté des banques de préserver leurs marges d'intermédiation dans un contexte où la normalisation monétaire s'accompagne d'exigences accrues en matière de gestion des risques.

Tableau 4 : Taux créditeurs et débiteurs moyens (en %)

Trimestre	Taux créditeurs sur les comptes d'épargne	Taux créditeurs sur les dépôts à terme	Taux de base bancaire	Taux débiteurs sur opérations de crédits
2023T4	2,84	3,56	15,11	18,79
2024T1	2,73	3,12	14,77	18,58
2024T2	2,84	3,19	15,37	17,65
2024T3	3,09	5,60	15,26	16,90
2024T4	3,09	6,26	15,60	22,25
2025T1	2,64	2,55	14,49	18,0
2025T2	2,73	3,07	14,52	17,89
2025T3	3,03	3,31	15,44	17,03

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

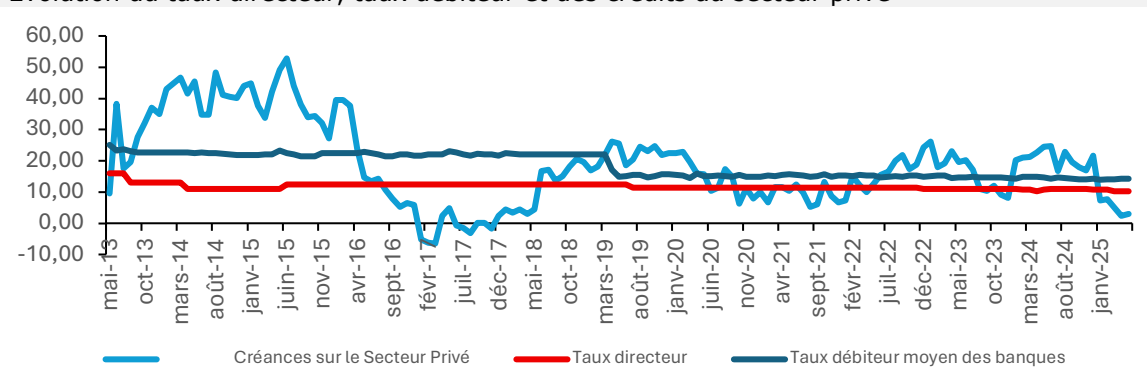
ENCADRÉ – Résumé de l'étude sur l'impact de la baisse du taux directeur sur l'économie guinéenne

Cette étude évalue les effets des récentes mesures d'assouplissement monétaire adoptées par la BCRG, notamment la réduction du taux directeur et du coefficient des réserves obligatoires entre la fin de l'année 2024 et le début de 2025. Ces décisions ont été prises dans un contexte de désinflation rapide et d'une volonté de soutenir l'activité économique et le financement du secteur privé. L'étude s'appuie sur une analyse documentaire, une évaluation factuelle de la transmission monétaire, des enquêtes menées auprès des banques et des entreprises, ainsi qu'un modèle VAR permettant de mesurer les effets macroéconomiques des chocs monétaires.

Les résultats montrent que la transmission de la politique monétaire reste limitée en Guinée, principalement en raison de la surliquidité structurelle du secteur bancaire. En effet, malgré la baisse des réserves obligatoires qui a fortement accru les réserves excédentaires, le taux interbancaire n'a que très faiblement réagi aux ajustements du taux directeur, reflétant la rigidité des taux du marché monétaire. Parallèlement, les taux débiteurs pratiqués par les banques n'ont que marginalement diminué et les taux créditeurs, notamment sur l'épargne, sont demeurés presque inchangés. Cette faible réactivité souligne la difficulté de la BCRG à orienter les conditions de financement par le seul levier du taux directeur.

L'assouplissement monétaire n'a pas non plus permis d'accroître l'offre de crédit, dont la croissance s'est nettement ralentie, passant de plus de 20 % fin 2024 à moins de 3 % en mai 2025. Ce paradoxe s'explique par la prudence persistante des banques, qui privilégient les placements publics et restent réticentes à élargir leur exposition aux entreprises, en particulier aux PME. Les risques élevés de défaut, l'insuffisance des garanties et les difficultés de recouvrement accentuent cette prudence et limitent la portée de la politique monétaire.

Evolution du taux directeur, taux débiteur et des crédits au secteur privé

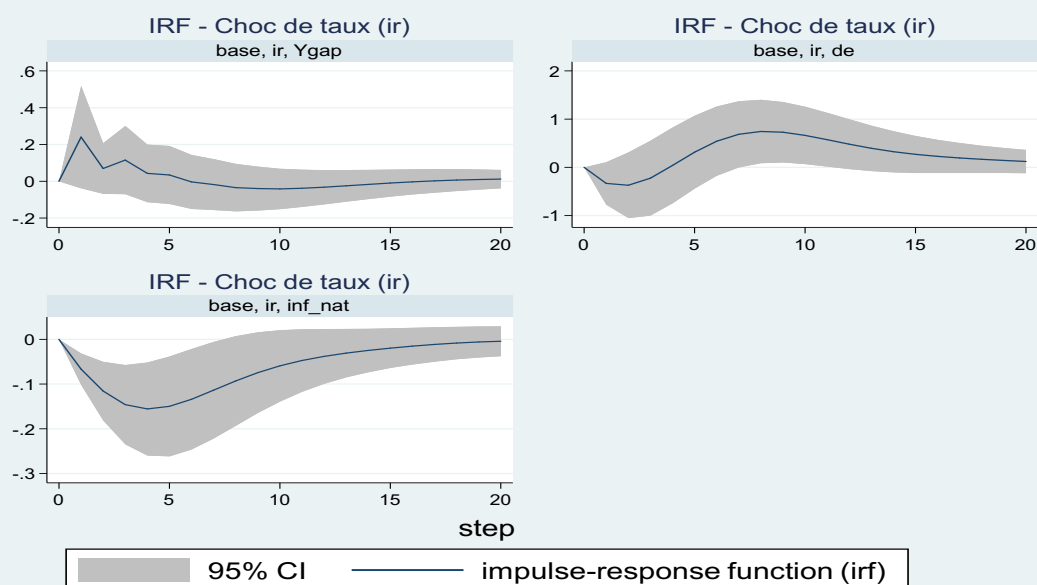


Source : BCRG

Du côté des entreprises, l'enquête révèle une faible connaissance des changements opérés par la Banque centrale. Plus de la moitié des entreprises interrogées ignorent la baisse du taux directeur, et seule une minorité déclare avoir constaté une amélioration des taux qui leur sont appliqués. La grande majorité n'a pas été incitée à demander de nouveaux crédits, estimant les taux d'intérêt toujours trop élevés. Dans l'ensemble, les perceptions des entreprises indiquent que l'assouplissement monétaire n'a pas encore produit les effets attendus sur les conditions de financement ni sur leurs projets d'investissement.

L'analyse empirique confirme ces constats. Un choc de taux directeur exerce un effet très faible et non significatif sur l'activité économique, qui revient rapidement à son niveau d'équilibre. En revanche, un choc de dépréciation du taux de change entraîne simultanément une contraction de l'activité et une hausse de l'inflation, illustrant l'importance du taux de change comme principal canal de transmission des chocs macroéconomiques en Guinée.

Fonction de réponse impulsionnelle du choc du taux directeur sur l'activité



Graphs by irfname, impulse variable, and response variable

Source : BCRG/ auteur

Dans l'ensemble, l'étude conclut que l'efficacité de la politique monétaire demeure réduite, en raison d'une profondeur financière limitée, d'une intermédiation bancaire encore insuffisante et d'une économie réelle largement portée par le secteur minier et informel, moins sensible aux variations des taux. Pour renforcer l'impact de la politique monétaire, plusieurs pistes sont proposées, notamment l'amélioration du fonctionnement du marché monétaire, la mise en place de mécanismes de garantie pour soutenir les PME, l'intégration progressive du secteur informel, la dynamisation de l'épargne longue, la diversification économique et une communication renforcée de la BCRG autour de ses décisions et perspectives.

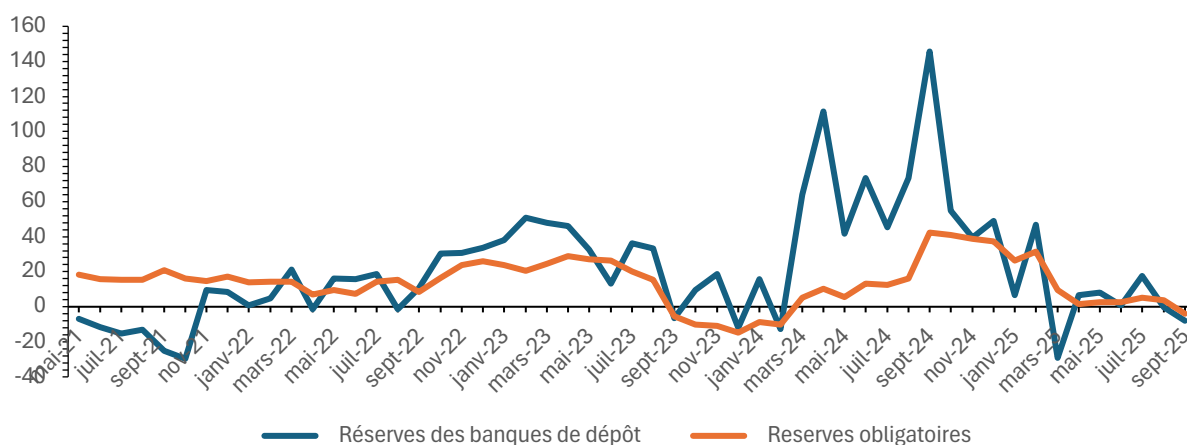
1.2.3.3.2. Liquidité bancaire et transactions sur le marché interbancaire

✚ Liquidité bancaire

À fin septembre 2025, la liquidité du système bancaire a enregistré une progression de 8,1 % par rapport à fin juin 2025, pour atteindre GNF 12 764,1 milliards. En revanche, en glissement annuel, elle s'est repliée à 1,1 %, principalement sous l'effet d'une baisse marquée des encaisses.

Par ailleurs, les réserves obligatoires ont progressé de 9,0 % en glissement annuel, s'établissant à GNF 7 131,8 milliards à fin septembre 2025. Les réserves excédentaires ont également augmenté, affichant une hausse de 9,1 %, pour atteindre GNF 10 345,4 milliards. En revanche, les encaisses ont connu une contraction notable de 16,5 %, pour se fixer à GNF 1 046,9 milliards.

Graphique 26 : Evolution des réserves des banques et des réserves obligatoires



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

✚ Evolution du marché interbancaire

Au troisième trimestre 2025, l'activité sur le marché interbancaire a poursuivi sa dynamique haussière. Le volume total des transactions toutes maturités confondues s'est établi à GNF 4 437 milliards, contre GNF 4 223 milliards au trimestre précédent, soit une progression modérée de 5,1%. Ce niveau demeure supérieur à la moyenne observée sur l'année 2024, reflétant une amélioration progressive de la liquidité au sein du système bancaire.

La maturité des transactions est restée concentrée sur le segment court terme, variant entre 2 et 60 jours, avec une prédominance des opérations à une semaine représentant GNF 1 160 milliards, contre GNF 940 milliards au trimestre précédent (+23,4%). Le nombre d'opérations a également augmenté, passant de 68 à 118, traduisant une meilleure distribution de la liquidité interbancaire et un recours plus actif au marché par les établissements.

Sur le plan des conditions financières, le taux moyen pondéré (TMP) sur l'ensemble des maturités s'est établi à 8,04%, en baisse par rapport aux 8,57% du trimestre précédent. Pour les opérations à une semaine, le TMP a légèrement diminué à 8,34%, contre 8,57% au trimestre précédent. Cette baisse des taux sur le marché interbancaire s'inscrit dans le contexte de l'assouplissement monétaire engagé par la Banque Centrale, matérialisé par la réduction du taux directeur à 9,75% et du coefficient des réserves obligatoires à 11,75% lors de la 17^e session du CPM.

Tableau 5 : Transactions sur le marché interbancaire

Trimestre	Volume total des transactions (Milliards GNF)		Taux moyen pondéré	
	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine
2024T3	4 896,0	830,0	7,80 %	7,90 %
2024T4	3396,0	259,0	7,90%	5,70%
2025T1	4418,0	1110,0	8,8%	8,0%
2025T2	4223,0	940,0	8,8%	8,57%
2025T3	4437,0	1160,0	8,04%	8,34%

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Dynamique des opérations d'Open Market

L'amélioration de la liquidité bancaire s'est traduite par une baisse de 46,4% des opérations d'open market au troisième trimestre 2025. En effet, elles sont passées de GNF 3 325 milliards au deuxième trimestre 2025 à GNF 1 784 milliards au troisième trimestre 2025.

Les transactions se sont concentrées majoritairement sur la maturité de 28 jours, représentant GNF 1 416 milliards. Le recours aux opérations de court terme (7 jours) reste marginal, mais en progression (GNF 90 milliards), traduisant une certaine recomposition des besoins de refinancement en lien avec les contraintes de trésorerie des banques.

Sur la période récente (2024T1–2025T3), les opérations d'injection cumulées atteignent GNF 21 603 milliards, dont près de 80% sur des maturités supérieures à 28 jours, indiquant une dépendance persistante du système bancaire à un refinancement structurel auprès de la Banque Centrale.

1.2.3.3.3. Marché des Bons du Trésor

Sur le marché des Bons du Trésor, le montant total des émissions s'est établi à GNF 5234,0 milliards au troisième trimestre 2025, contre GNF 3303,0 milliards au deuxième trimestre 2025, soit une augmentation de 58,5 %. En variation annuelle, ces émissions ont progressé de 21,1 %.

Les souscriptions ont également augmenté de 32,34 %, avec un taux de couverture de 106 %, comparativement à 127 % au trimestre précédent. De même, le volume adjudgé a progressé de 68,5 %, atteignant GNF 3943,6 milliards. En glissement annuel, ce volume affiche toutefois un recul de 19,78 %. Cette orientation pourrait traduire une volonté de réduire les émissions de Bons du Trésor au profit des obligations du Trésor, les investisseurs semblant privilégier des maturités plus longues.

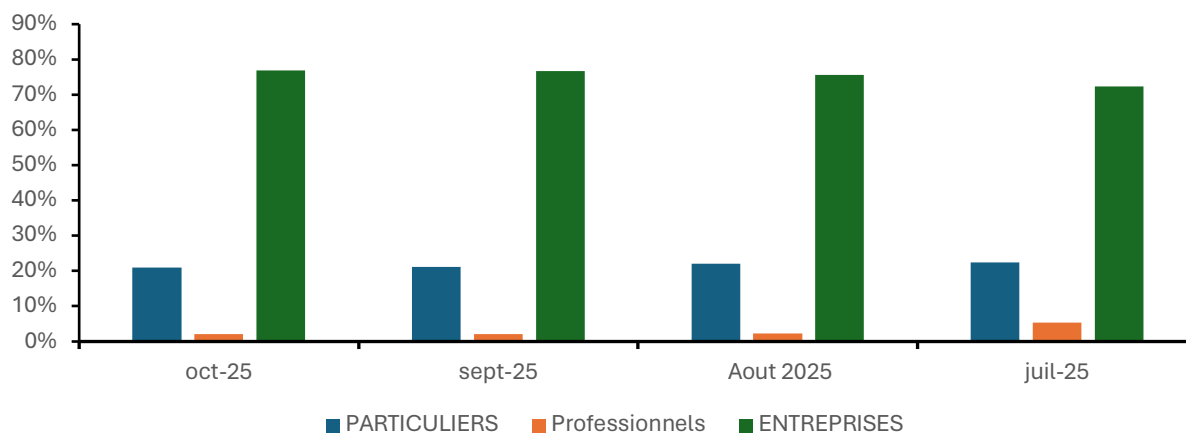
Le taux d'absorption, qui indique la proportion des souscriptions effectivement retenues, a progressé de 15,24 ppt pour s'établir à 70,94 % au cours du troisième trimestre de l'année 2025. Concernant l'évolution des taux par maturité, la tendance générale a été à la baisse, à l'exception des Bons du Trésor à 364 jours. En effet, les taux des BDT à 91 jours ont

chuté à 0,0 %, contre 8,58 % au trimestre précédent. Ceux des BDT à 182 jours ont également diminué, passant de 9,58 % à 6,75 % sur la même période. À l'inverse, les taux des BDT à 364 jours ont légèrement progressé, atteignant 11,82 %, contre 9,89 % précédemment.

1.2.3.3.4. Structure des crédits

La structure des crédits accordés suivant le statut juridique des bénéficiaires laisse apparaître une prédominance des créances sur les entreprises, qui concentrent 76,7 % du total des crédits à fin septembre 2025. Les particuliers et les professionnels n'ont bénéficié que de 21,2 % et de 2,2 %, respectivement des crédits à l'économie.

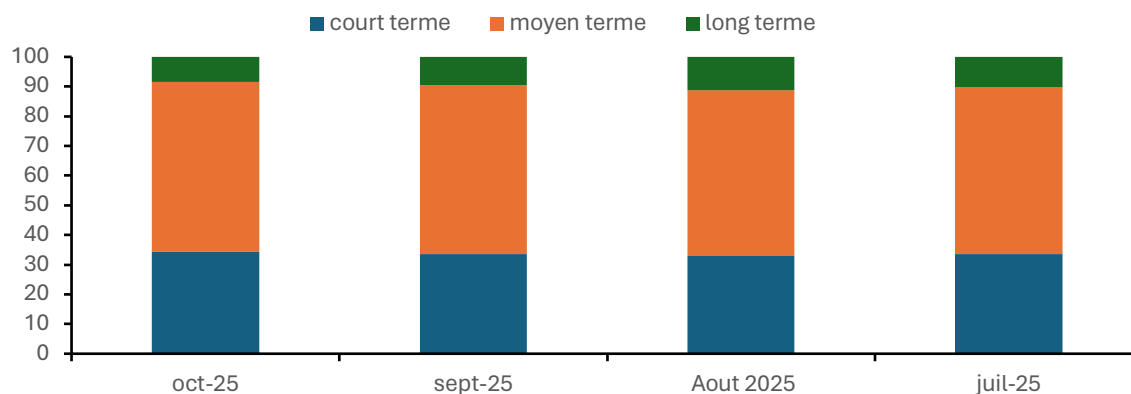
Graphique 27 : Structure des crédits selon la catégorie professionnelle



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Suivant la structure par terme, les crédits à moyens termes sont prédominants avec 56,9 % des crédits alloués à l'économie. Les crédits à court terme représentent 33,6 % et la part des crédits à long terme est de 9,5 %.

Graphique 28 : Structure des crédits selon l'échéance



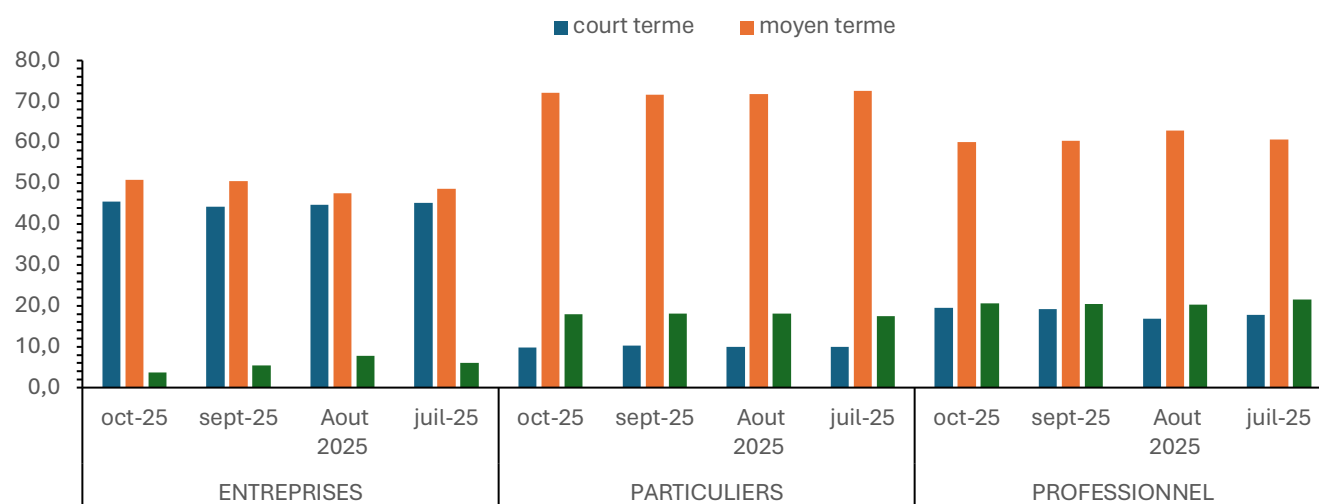
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au niveau des entreprises, 67,3 % des crédits sont alloués aux grandes entreprises, 32,7 % pour les petites et moyennes entreprises (PME). Les crédits accordés aux entreprises sont essentiellement des crédits à moyen terme, qui représentent 50,4 % de part, contre 44,2 % pour les crédits à court terme et 5,4 % pour les crédits à long terme.

Au niveau des particuliers, une grande partie des crédits, soit 71,6% sont des crédits à la consommation. Les crédits à long et à court termes ne représentent que 18,1 % et 10,3 %, respectivement.

Les crédits à la consommation et à long terme sont prédominants au niveau des professionnels, avec 60,3 % et 20,6 %, respectivement, contre 19,2 % pour les crédits à court terme.

Graphique 29 : Structure des crédits selon l'échéance par catégorie professionnelle



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.3.3.5. Marché des changes

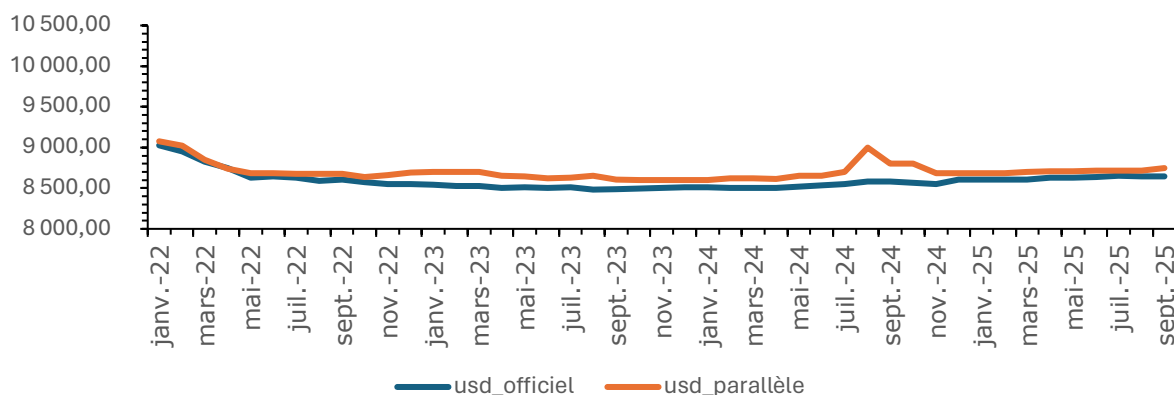
1.2.3.3.4.1. Cours de change

À fin septembre 2025, le franc guinéen est resté relativement stable face aux principales devises internationales. Sur le marché officiel, le taux de change s'est fixé à GNF 8 646,55 pour 1 USD, contre GNF 8 635,71 pour 1 USD à fin juin 2025, soit une dépréciation limitée de 0,12 %. En glissement annuel, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,70 %.

Sur le segment des bureaux de change agréés, le franc guinéen a également enregistré une légère dépréciation de 0,43 % à fin septembre 2025. Toutefois, par rapport à la même période de l'année précédente, il ressort en appréciation de 0,57 %.

Parallèlement, la prime de change entre les deux segments de marché a poursuivi son amélioration, atteignant 0,7 %, contre 0,9 % au deuxième trimestre 2025. Cette diminution est attribuable aux actions entreprises pour soutenir et renforcer la monnaie nationale.

Graphique 30 : Évolution du taux de change du franc guinéen par rapport au dollar américain

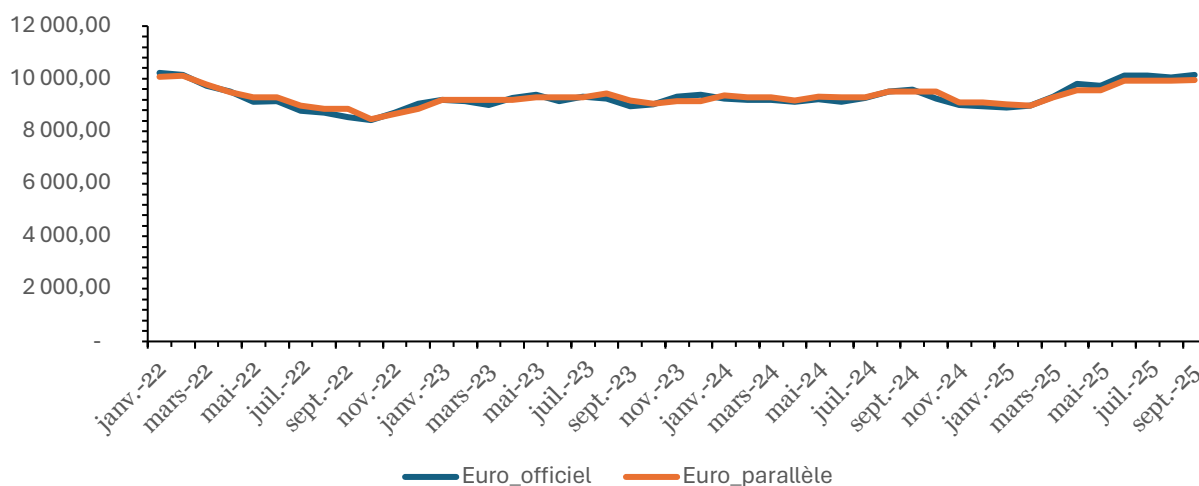


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En outre, le franc guinéen s’est davantage déprécié face à l’euro qu’au dollar, aussi bien, sur le marché officiel que celui des bureaux de change agréés. Sur le marché officiel, un euro s’est échangé contre GNF 10 142,2 correspondant à une dépréciation de 0,34 %, tandis que dans les bureaux de change agréés, un euro équivalait à GNF 9 957,9, soit une dépréciation de 0,33 %.

La prime de change de l’euro est restée stable, passant de -1,84% à fin juin 2025 à - 1,85 % à fin septembre 2025, reflétant la stabilité du franc guinéen.

Graphique 31 : Évolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l’euro



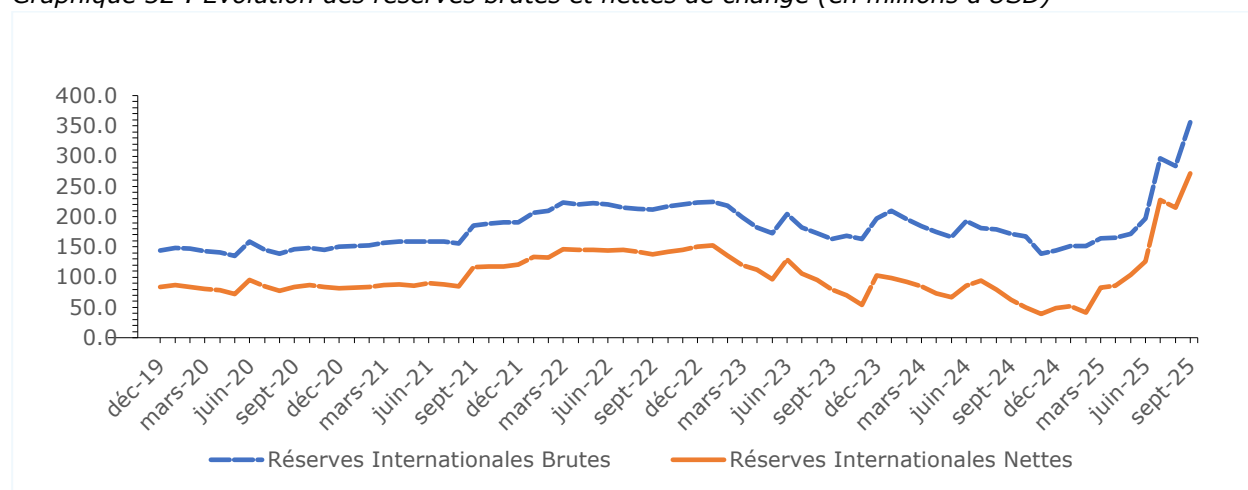
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.3.3.4.2. Réserves de change

Les réserves de change ont enregistré une progression marquée de 25,7 %, pour atteindre USD 3559,6 millions, correspondant à une couverture de 3,1 mois d'importations de biens et services. Par rapport au deuxième trimestre 2025, elles ont affiché également une hausse significative de 81,0 %.

Les réserves internationales nettes ont suivi la même tendance positive, s'établissant à USD 2714,3 millions, soit une augmentation de 115,1 % comparativement à fin juin 2025.

Graphique 32 : Évolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.4. Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2025, l'environnement économique mondial est caractérisé par une fragilité équilibrée, une croissance mondiale modeste, mais soutenue, une inflation en voie de ralentissement, mais avec des risques géopolitiques et commerciaux très marqués. Malgré ces turbulences, la Guinée a enregistré une évolution globalement favorable de ses relations économiques extérieures.

En effet, la position extérieure du pays s'est nettement améliorée, passant d'un besoin de financement de USD 434,16 millions au troisième trimestre 2024 à un besoin de financement de USD 25,97 millions au troisième trimestre 2025. Cette évolution reflète principalement d'une amélioration du compte des transactions courantes, dans un contexte de l'excédent du compte capital. Parallèlement, le compte financier a montré une dynamique négative, évoluant d'un accroissement net du passif financier de USD 301,00 millions au troisième trimestre 2024 à un accroissement net de passif financier de USD 1 990,10 millions au troisième trimestre 2025.

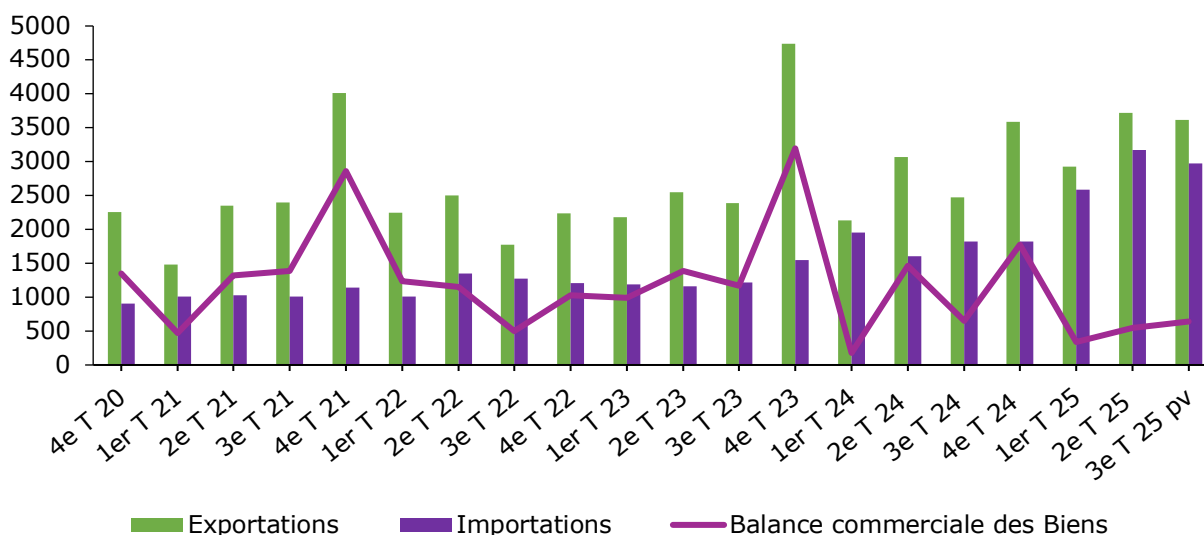
1.2.4.1. Compte des transactions courantes

Au troisième trimestre 2025, le compte des transactions courantes a enregistré un solde déficitaire de USD 106,53 millions, contre un déficit de USD 484,27 millions à la même période en 2024, soit une amélioration de USD 377,74 millions en glissement annuel. Cette évolution résulte principalement d'un recul de l'excédent de la balance commerciale des biens et de celui des revenus secondaires. En revanche, le déficit de la balance des services et celui de la balance des revenus primaires se sont légèrement atténués au cours de la période sous revue.

1.2.4.1.1. Balance commerciale des biens

L'excédent de la balance commerciale des biens s'est considérablement amélioré pour s'établir à USD 965,39 millions au troisième trimestre 2025, en hausse de 25,02 % par rapport à la même période en 2024. Cette évolution s'explique par une progression soutenue des importations, notamment des produits pétroliers, des biens d'équipement et des produits des industries alimentaires, tant en volume qu'en valeur. Bien que les exportations aient elles aussi progressé, elles ont enregistré un rythme de croissance plus modéré. Cette dynamique a contribué à une légère baisse du taux de l'ouverture commerciale de la Guinée, qui s'est situé à 121,7 % au troisième trimestre 2025, contre 135,9 % un an auparavant.

Graphique 33 : Évolution de la balance commerciale (en millions d'USD)

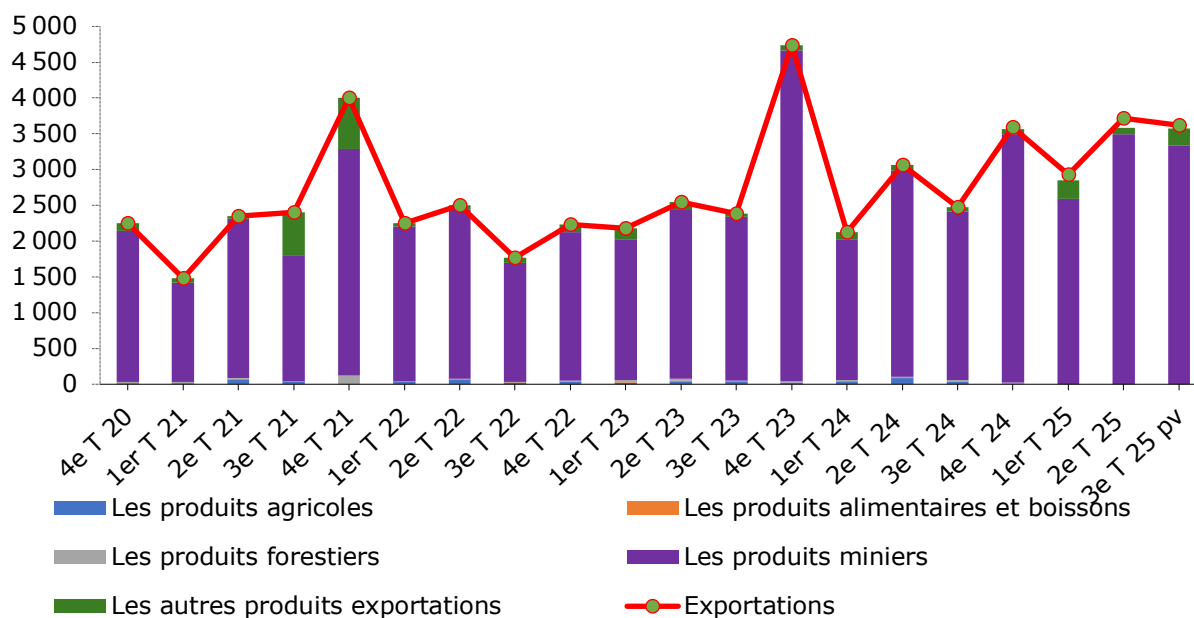


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

🚩 Exportations

Au troisième trimestre 2025, les exportations de biens se sont établies à USD 3 641,25 millions, contre USD 2 473,94 millions à la même période en 2024, soit une progression de 47,18 %. Cette performance est essentiellement portée par la hausse des exportations minières, en particulier celles de l'or et de la bauxite, ainsi que par l'accroissement des exportations de certains produits de pêche (poissons, crevettes etc.).

Graphique 34 : Évolution des exportations par type de produit (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au troisième trimestre 2025, les exportations minières de la Guinée ont progressé de 41,74 % en glissement annuel, pour atteindre USD 3 337,23 millions. Cette performance a été principalement soutenue par l'évolution favorable des cours internationaux des principales matières premières, notamment l'or et de la bauxite (aluminium).

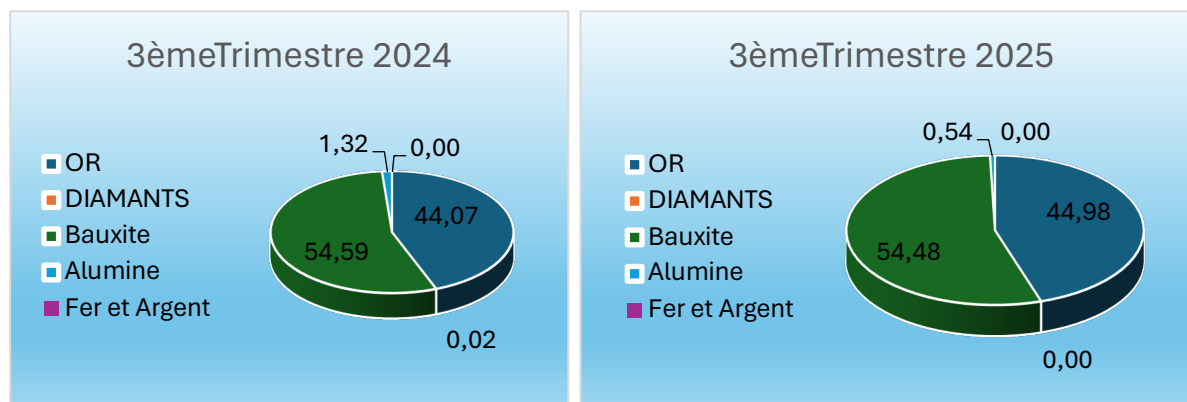
Les exportations d'or ont affiché une progression notable, atteignant USD 1 501,21 millions au troisième trimestre 2025, contre USD 1 037,62 millions à la même période en 2024, soit une hausse de 44,68 %. Cette performance est essentiellement attribuable à la flambée du prix de l'or sur les marchés internationaux, qui s'est établi en moyenne à USD 3 668 l'once, contre environ USD 2 480 un an plus tôt. Globalement, l'or confirme son rôle de principal produit d'exportation du pays, représentant 41,23 % de la valeur totale des exportations minières au troisième trimestre 2025, contre 41,94 % un an plus tôt.

Par ailleurs, les exportations de bauxite ont augmenté de 41,45 %, pour s'établir à USD 1 817,96 millions au troisième trimestre 2025, contre USD 1 285,24 millions un an auparavant. Cette performance résulte d'une forte offre mondiale combinée à une accumulation des stocks, dans un contexte de demande relativement stable. La situation a été accentuée par une reprise de la production de la bauxite par certaines nouvelles sociétés. Sur le marché chinois, les prix de la bauxite ont oscillé autour de 73 USD la tonne au cours du trimestre. Il convient de rappeler que 94,78 % des exportations de bauxite guinéenne sont destinées à la Chine.

L'or maintient sa position de principal produit d'exportation minière du pays, représentant 41,23 % de la valeur totale des exportations minières au troisième trimestre 2025, contre 41,94 % à la même période en 2024, confirmant son rôle central dans la dynamique commerciale du secteur extractif guinéen.

En ce qui concerne les destinations, les Émirats arabes unis demeurent le principal partenaire (91,81 %), suivis de l'Italie (4,16 %) et de l'Inde (3,31 %).

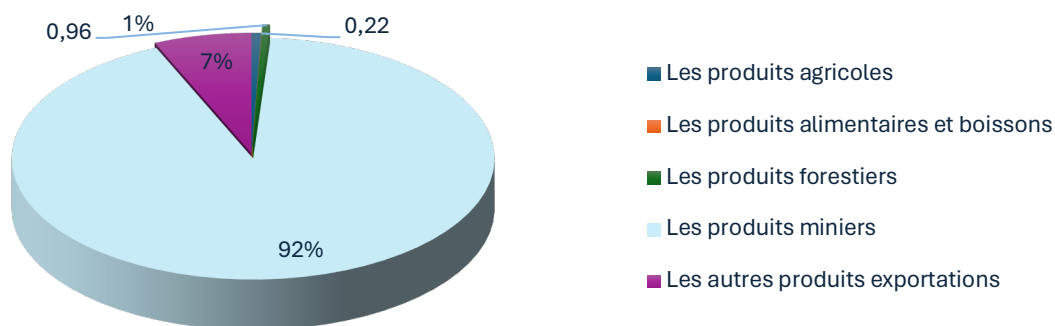
Graphique 35 : structure des exportations minières (%)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au troisième trimestre 2025, la structure des exportations reste largement dominée par les produits miniers, qui ont contribué à 91,65 % de la valeur totale des exportations, un niveau quasi stable par rapport à 95,17 % un an plus tôt. Cette situation témoigne d'une diversification encore limitée des exportations guinéennes, même si des signaux encourageants apparaissent dans le secteur pêche, soutenus par les effets positifs de la reprise du repos biologique dans le secteur.

Graphique 36 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportation totale (en %)

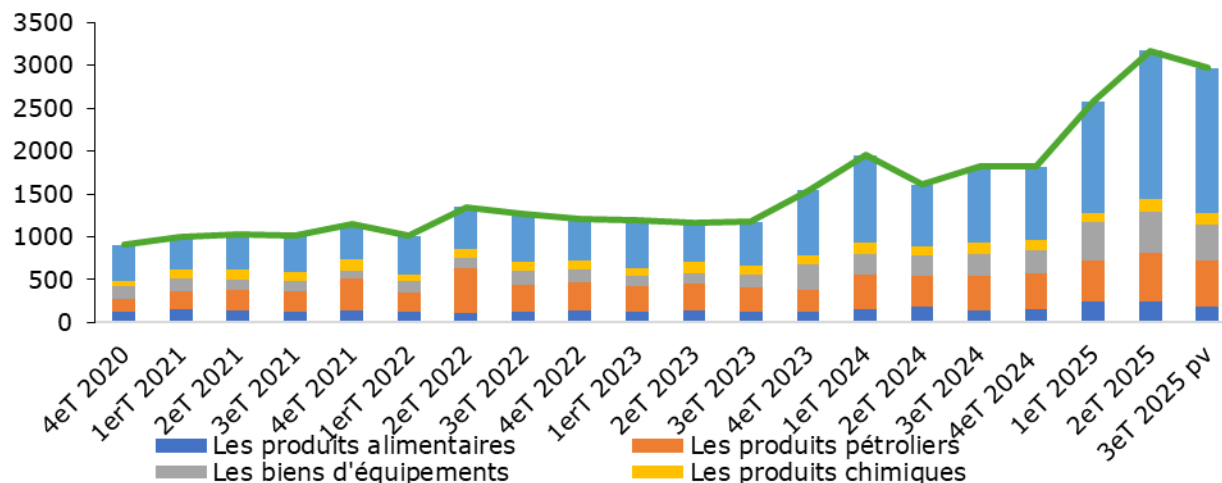


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

✚ Importations

Les importations de biens ont fortement progressé, atteignant USD 2 675,86 millions au troisième trimestre 2025, soit une hausse de 57,24 % en glissement annuel. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement des importations de biens d'équipement, de produits pétroliers et de produits des industries alimentaires. Elle traduit, à la fois, une reprise de la demande intérieure, portée par les investissements productifs, et un renforcement de la consommation intermédiaire.

Graphique 37 : Evolution des importations par type de produits (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

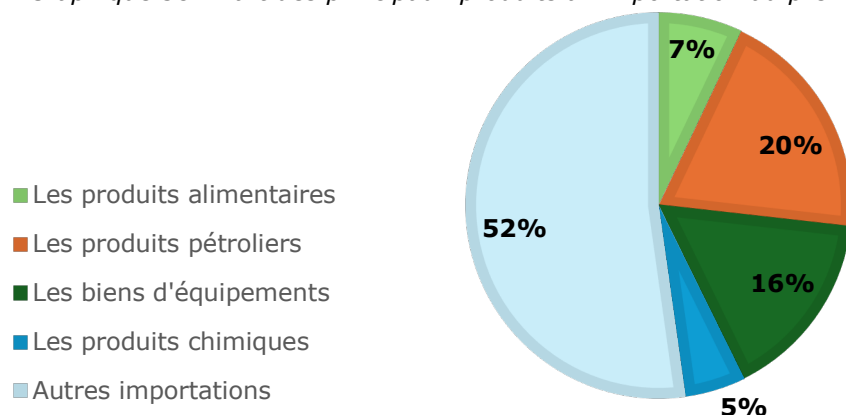
Au troisième trimestre 2025, les importations de produits pétroliers ont enregistré une hausse de 69,49 % en glissement annuel, pour s'établir à USD 528,05 millions, contre USD 311,56 millions un an plus tôt. Cette progression découle essentiellement de l'accroissement des volumes importés (24,57%). L'augmentation des volumes est largement attribuable au dynamisme de l'activité économique, notamment dans le secteur minier, particulièrement énergivore. L'intensification des opérations d'extraction et de transport a généré une demande accrue en carburants, en particulier en gazole et en fiouls lourds, indispensables au fonctionnement des équipements industriels et logistiques.

Au troisième trimestre 2025, les importations de biens ont fortement augmenté, portées par la hausse de plusieurs catégories de produits. Les biens d'équipement se sont particulièrement distingués, avec une progression de 64,98 % pour atteindre USD 427,06 millions, contre USD 258,85 millions un an plus tôt, soit une hausse en valeur absolue de USD 168,21 millions. Cette dynamique traduit l'intensification des investissements dans les secteurs productifs, notamment dans le cadre du projet minier de Simandou, dont la première production est attendue pour le mois de novembre 2025.

Les matériels électriques (groupes électrogènes, lampes et appareils d'éclairage, fils et câbles isolés etc.) ont également affiché une progression significative de USD 130,43 millions, pour s'établir à USD 194,41 millions, contre USD 63,98 millions au troisième trimestre 2024. Cette évolution est essentiellement liée à l'intensification des investissements dans le secteur minier, notamment dans le cadre du projet minier de Simandou.

En ce qui concerne la structure, les importations du troisième trimestre 2025 sont restées dominées par les produits pétroliers (19,73 %), suivis des produits de construction automobile (18,55 %), des biens d'équipement (15,96 %), des matériels électriques (7,27 %), des produits des industries alimentaires (7,05 %), des produits chimiques (5,04 %) et des autres produits (26,40 %). Cette configuration traduit une prédominance des biens à usage productif et énergétique dans la demande extérieure du pays.

Graphique 38 : Part des principaux produits à l'importation au premier trimestre 2025 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La structure des importations pétrolières demeure dominée par le gazole (48,82 %), suivi de l'essence (24,56 %) et des fiouls lourds (21,91 %), reflétant les besoins énergétiques spécifiques des secteurs productifs et du transport.

1.2.4.1.2. Balance des services

Au troisième trimestre 2025, le déficit de la balance des services s'est aggravé, s'établissant à USD 783,57 millions, contre USD 543,51 millions à la même période en 2024, soit une hausse de 44,2 %. Cette situation résulte principalement de l'augmentation du déficit des autres services aux entreprises, tandis que l'excédent des services de voyage est resté relativement stable. En revanche, le déficit des services de transport a continué de croître.

Le déficit des autres services aux entreprises, passant de USD 293,85 millions au troisième trimestre 2024 à USD 362,10 millions en 2025. Cette évolution est liée à l'augmentation des paiements pour les services spécialisés, notamment le conseil en gestion et l'assistance technique, mobilisés par les sociétés minières opérant dans le pays. Elle traduit une dépendance persistante vis-à-vis de l'expertise étrangère, dans un contexte d'intensification des activités extractives.

En parallèle, le déficit des services de transport s'est creusé, atteignant USD 334,44 millions, contre USD 195,79 millions un an plus tôt, soit une aggravation de 70,82 %. Cette détérioration est principalement imputable au déficit des services de transport maritime, notamment les frais de fret, qui ont progressé de 57,18 %, passant de USD 166,55 millions à USD 261,77 millions. Cette tendance résulte de l'augmentation continue des coûts logistiques internationaux, accentuée par des tensions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans les corridors asiatiques et africains. Par ailleurs, le recours quasi exclusif à des navires étrangers pour le transport des marchandises importées par les opérateurs locaux continue de peser sur la balance des paiements, exerçant une pression sur les réserves de change nationales.

Tableau 6 : Evolution du solde des services par nature (en millions USD)

Rubriques	3e Trim 2024	4e Trim 2024	1er Trim 2025	2e Trim 2025	3e Trim 2025 pv
Transports	-195,79	-221,69	-323,34	-382,36	-334,44
Voyages	1,02	1,90	1,90	1,90	1,88
Autres services	-293,85	-487,08	-297,68	-395,00	-451,01
Balance des services	-554,31	-764,89	-690,86	-775,46	-783,57

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.4.1.3. Balance des revenus primaires

Au troisième trimestre 2025, le déficit de la balance des revenus primaires s'est allégé, s'établissant à USD 430,33 millions, contre USD 870,32 millions à la même période en 2024, soit une baisse de 50,55 %. Cette amélioration s'est traduite par une hausse significative des sorties nettes de revenus, en particulier dans la composante des revenus d'investissements, influencée par la dynamique du secteur extractif et le rapatriement des recettes d'exportation.

Le déficit des revenus des investissements directs, principale composante du compte des revenus primaires, a diminué de 54,63 %, pour atteindre USD 394,51 millions au troisième trimestre 2025. Cette évolution favorable s'explique par le non-paiement des intérêts versés aux sociétés non-résidentes. En revanche, les paiements des dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés ont enregistré une hausse de USD 391,28 millions en passant de USD 4,13 millions au troisième trimestre 2024 à USD 395,41 millions au troisième trimestre 2025.

Tableau 7 : Evolution du solde des revenus primaires (en millions USD)

Rubriques	3e Trim 2024	4e Trim 2024	1er Trim 2025	2e Trim 2025	3e Trim 2025 pv
Rémunération des salariés	-1,38	-4,33	-3,18	-3,79	-9,77
Revenus des investissements	-869,65	-259,55	-332,89	-202,66	-421,01
Autres revenus primaires	0,72	0,86	0,62	0,47	0,45
Balance des revenus primaires	-870,32	-263,02	-335,44	-205,98	-430,33

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.4.1.4. Balance des revenus secondaires

L'excédent de la balance des revenus secondaires a baissé au troisième trimestre, en s'établissant à USD 141,98 millions contre USD 157,39 millions à la même période en 2024, soit une baisse de 9,78 % (soit USD 15,41 millions). Cette détérioration résulte principalement de la contraction des transferts courants reçus par les sociétés résidentes, en particulier les transferts personnels, qui ont diminué, constituant traditionnellement l'essentiel des revenus secondaires pour la Guinée.

Cette baisse significative des transferts personnels peut être attribuée à plusieurs facteurs économiques et structurels, tels que l'accroissement des transferts, via des canaux informels, le recours croissant aux transferts électroniques et la hausse des coûts de transaction à travers les bureaux de transferts officiels.

Tableau 8 : Evolution du solde des revenus secondaires (en millions USD)

Rubriques	3e Trim 2024	4e Trim 2024	1er Trim 2025	2e Trim 2025	3e Trim 2025 pv
Administrations publiques	-9,21	-12,18	-30,83	-20,95	-24,40
dont coopération internationale	-0,02	-0,03	-1,27	-0,25	0,39
Autres secteurs	166,61	56,48	67,22	103,83	166,39
dont envois de fonds des travailleurs	153,74	43,58	62,99	96,36	153,52
Balance des revenus secondaires	157,39	44,31	36,39	82,88	141,98

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.4.2. Compte capital

Au troisième trimestre 2025, l'excédent du compte capital a enregistré une amélioration, s'établissant à USD 80,57 millions, contre USD 50,12 millions un an plus tôt, soit une hausse de 60,76 %. Cette situation résulte principalement de l'augmentation des transferts en capital reçus par les administrations publiques, qui se sont établis à USD 81,27 millions, soit +60,06 % sur un an.

Cette évolution traduit une intensification des appuis extérieurs sous forme de dons d'investissement, généralement destinés au financement de projets d'infrastructures économiques et sociales. Le financement des investissements publics dépend encore largement de la coopération bilatérale et multilatérale. La hausse constatée peut s'expliquer par une reprise des décaissements de certains engagements, les ajustements budgétaires des partenaires techniques et financiers, ainsi que les retards dans l'exécution de projets structurants.

Tableau 9 : Evolution du solde du compte capital (en millions USD)

Rubriques	3e Trim 2024	4e Trim 2024	1er Trim 2025	2e Trim 2025	3e Trim 2025 pv
Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	-0,66	-1,64	-0,23	-4,23	-0,70
Transferts en capital	50,77	45,76	21,51	65,77	81,27
Administrations publiques	50,77	45,76	21,51	65,77	81,27
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Balance du compte capital	50,12	44,12	21,28	61,53	80,57

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.4.3. Compte financier

Le compte financier s’est soldé, au troisième trimestre 2025, par un accroissement net des passifs financiers de USD 25,88 millions, représentant les flux entrants liés aux investissements directs étrangers (IDE), contre un accroissement net des passifs financiers de USD 435,10 millions un an plutôt. Cette évolution traduit des entrées nettes de capitaux, dans un contexte de persistance des incertitudes sur les marchés financiers internationaux et de réajustements stratégiques des investisseurs.

Ce solde est principalement soutenu par les investissements directs et autres investissements, incluant les engagements des sociétés non-résidentes dans le secteur minier, ainsi que les monnaies fiduciaires et dépôts des agents économiques résidents, illustrant un renforcement des relations de financement à court et moyen terme avec les partenaires étrangers. Les investissements de portefeuille ont également contribué à l’accroissement net des passifs financiers, traduisant un certain regain d’intérêt pour les titres de créance émis par des entités guinéennes, malgré un environnement mondial caractérisé par la volatilité des taux d’intérêt et la prudence des marchés vis-à-vis des économies émergentes et en développement.

Par ailleurs, cette dynamique a été partiellement compensée par une hausse nette des passifs financiers liés aux investissements directs, traduisant une augmentation substantielle des engagements contractés par les filiales ou entreprises étrangères opérant en Guinée, notamment dans le secteur minier, passant de USD 331,79 millions au troisième trimestre 2024 à USD 3 761,87 millions au troisième trimestre 2025, soit une hausse de USD 3 430,08 millions en lien avec le projet minier de Simandou.

La structure du compte financier au troisième trimestre 2025 met en évidence une dépendance persistante aux financements extérieurs, tout en soulignant l’importance de maintenir un climat macroéconomique et institutionnel attractif, favorable à la consolidation des investissements directs et au développement d’un marché de capitaux domestique plus dynamique.

Tableau 10 : Evolution du solde du compte financier (en millions USD)

Rubriques	3e Tr24	4e Tr 24	1er Tr 25	2e Tr 25	3e Tr 25 pv
Compte financier	-435,10	829,80	-624,30	-292,91	-25,88
Investissement direct	-331,79	-328,80	-994,29	-1065,36	-3761,87
Investissements de portefeuille	-7,24	-10,72	-7,31	-15,38	-7,04
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	110,62	1446,86	317,50	754,85	1778,80
Avoirs de réserve	-206,69	-277,53	59,79	32,99	1992,21

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.4.4. Solde global et son financement

Au troisième trimestre 2025, le solde global de la balance des paiements s'est établi en excédent de USD 1 964,22 millions, contre un déficit de USD 134,10 millions à la même période en 2024. Ce résultat reflète un rééquilibrage externe, soutenu par la dynamique favorable de certains soldes de la balance courante ainsi que des comptes de capital et financier.

Cet excédent a permis un renforcement des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, avec une accumulation de réserves de change de USD 1 964,22 millions. Par ailleurs, un financement exceptionnel de USD 92,69 millions, sous forme de nouveaux emprunts extérieurs, a contribué à couvrir les besoins de financement. Ces ressources ont été mobilisées dans un contexte où les autorités guinéennes se sont engagées à soutenir les investissements publics tout en préservant la viabilité de la dette extérieure.

Tableau 11 : Evolution du solde du global et son financement (en millions USD)

Rubriques	3e Tr24	4e Tri 24	1er Tr 25	2e Tr 25	3e Tr 25 pv
Solde global à financer	-134,10	-132,28	115,41	125,68	1964,22
Financement du solde global	-134,10	-132,28	115,41	125,68	1964,22
Avoirs de réserve	-206,69	-277,53	59,79	32,99	1922,21
Crédits et prêts du FMI	0,00	0,00	-13,62	0,00	-50,68
Financement exceptionnel	72,59	145,25	69,24	92,69	92,69

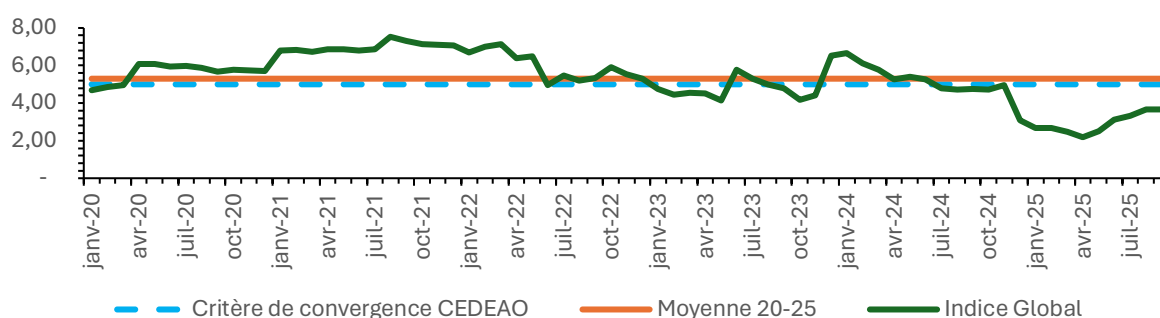
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.3. Analyse de l'inflation

1.3.1. Inflation globale

L'inflation continue de s'accélérer depuis mai 2025, atteignant 3,7 % en août 2025, comparativement à 3,1 % en juin 2025. Elle reste toutefois contenue en dessous de 5 % du critère de convergence de la CEDEAO et de sa moyenne sur la période 2020 -2025 (5,3%).

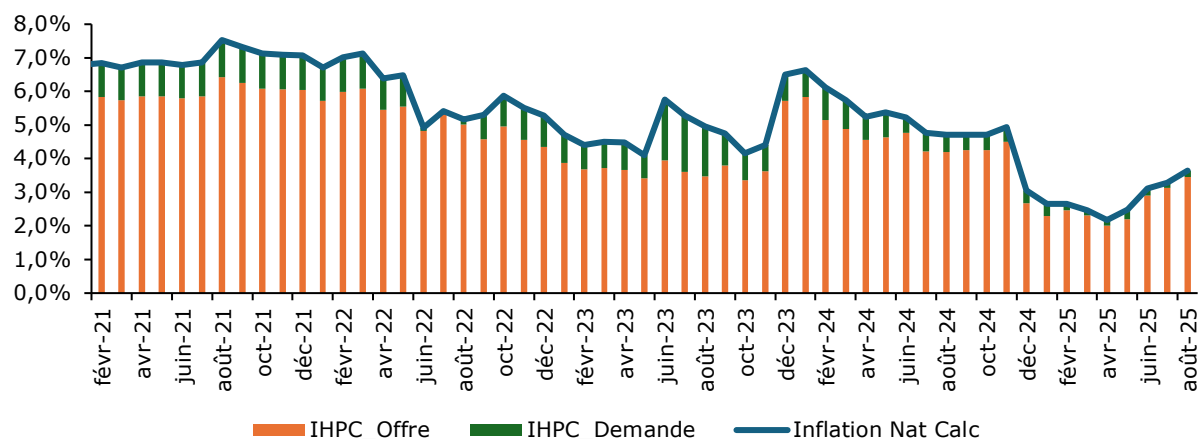
Graphique 39 : Evolution de l'inflation nationale (en %)



Source : Institut National de la Statistique

Pour mieux cerner les dynamismes inflationnistes, l'indice national a été décomposé en deux sous-indices (offre et demande). L'analyse de l'inflation selon les deux sous-indices montre une prédominance de celui calculé du côté de l'offre, résultant de l'impact de la fonction alimentaire sur les prix.

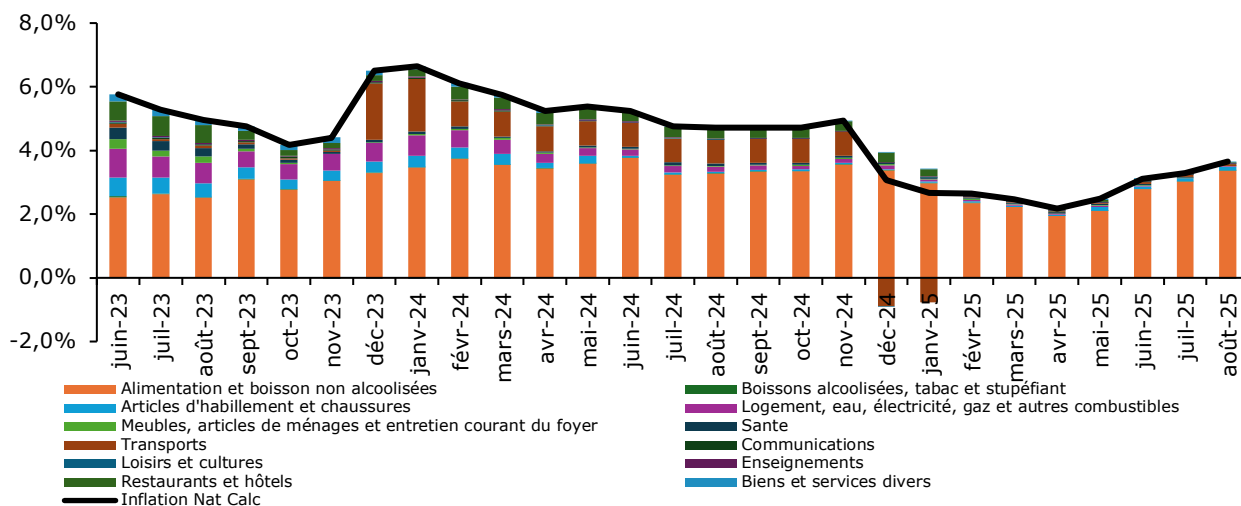
Graphique 40 : Contribution absolue des sous-indices (offre et demande) à l'INHPC (en %)



Source : Institut National de la Statistique

Cette dynamique de l'inflation est essentiellement attribuable à l'évolution des prix de la composante « alimentations et boissons non alcoolisées », qui tirent à plus 80 % l'inflation globale. En août 2025, les prix dans cette composante ont enregistré une hausse de 7,8 %, en glissement annuel, contre 6,4 % en juin 2025. L'accélération de l'inflation observée s'explique par différents facteurs : la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, l'impact de la période de fortes pluies sur l'accès aux zones agricoles, ainsi que les difficultés de débarquement au niveau du Port Autonome durant cette période.

Graphique 41 : contributions des composantes à l'inflation nationale (%)

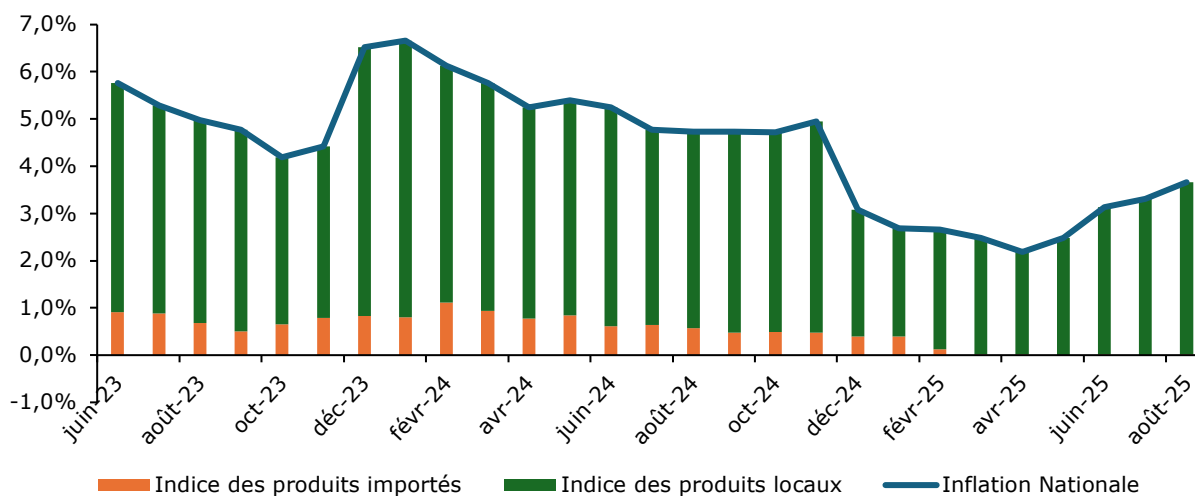


Source : Institut National de la Statistique

La décomposition de l’inflation, en inflation alimentaires et non alimentaires, montre qu'en Guinée, celle-ci est principalement alimentaire. Le graphique ci-dessous illustre cette importance, avec une contribution à hauteur de 3,4 points de pourcentage à l’augmentation globale des prix à la consommation.

Selon la provenance, l'inflation des produits locaux, essentiellement les produits alimentaires, a repris sa tendance haussière en passant de 4,3 % en juin 2025 à 5,0 % en août 2025. La hausse de l’inflation des produits locaux est attribuable à l’offre en produits alimentaires (fruits et légumes), le troisième trimestre étant traditionnellement une période consacrée à la culture que plutôt qu’à la récolte. En outre, le ralentissement des activités de pêches a également contribué à la faiblesse de l’offre des produits halieutiques, dont les prix ont enregistré une hausse importante au cours du trimestre en revue.

Graphique 42 : contributions des prix des produits locaux et importés à l’inflation (%)



Source : Institut National de la Statistique

Toutefois, grâce à la stabilité relative du franc guinéen et à la baisse des prix de certains produits alimentaires sur les marchés mondiaux, les prix des marchandises importées ont diminué, ce qui a contribué à atténuer les tensions inflationnistes. Ainsi, l’inflation des produits importés a légèrement ralenti en passant de 0,074 % en juin 2025 à 0,058 % en août 2025.

Selon le secteur d’activité, l’augmentation de l’inflation est principalement attribuable à l’évolution des prix des produits du secteur primaire. En effet, les prix de ces produits ont connu une hausse de 8,4 % en août 2025, comparativement à une augmentation de 7,0 % en juin 2025. En revanche, les prix des produits des secteurs secondaire et tertiaire ont progressé, respectivement, de 0,6 % et 0,3 % en août 2025, contre une hausse de 0,6 % et 0,5 % en juin 2025.

Tableau 12 : Évolution de l'Indice National et des Indices des produits par secteurs primaire (en %)

	Févr-25	Mars-25	Avril-25	Mai-25	Juin-25	Juill-25	Août-25
Indice Global	2,7	2,5	2,2	2,5	3,1	3,3	3,7
Primaire	6,0	5,7	4,9	5,3	7,0	7,6	8,4
Secondaire	0,5	0,4	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
Tertiaire	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,3

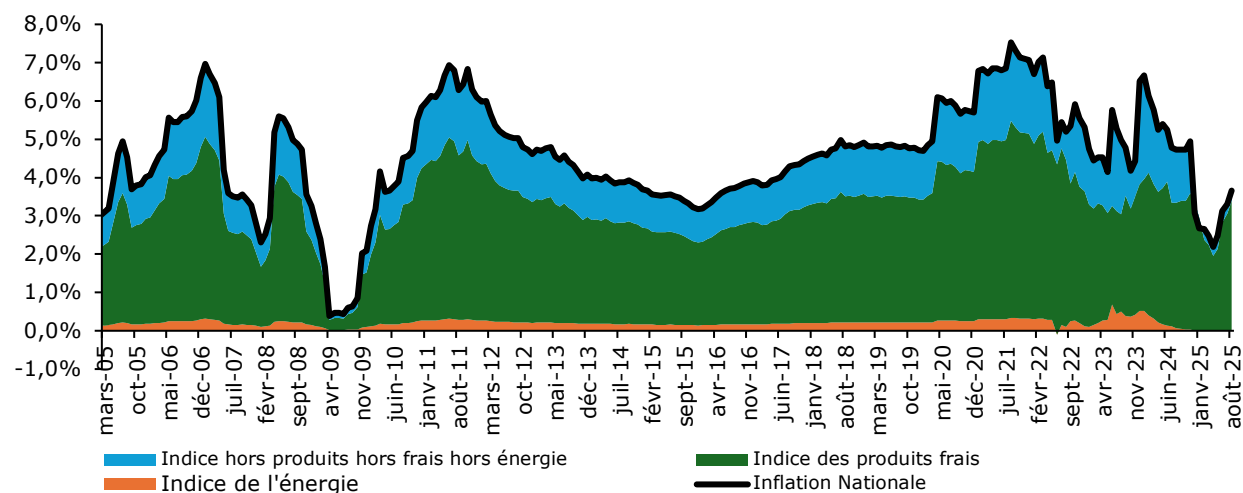
Source : Institut National de la Statistique

L'inflation à Conakry est passé de 3,2 % en juin 2025 à 3,3 % en août 2025, essentiellement portée par les prix des produits alimentaires.

1.3.2. Inflation nationale selon les états des produits

Selon la nature des produits, l'inflation nationale est portée par « l'indice des produits frais » et, dans une moindre mesure, par « l'indice des produits hors produits frais et hors énergie ».

Graphique 43 : Inflation selon les états des produits



Source : INS

Le taux de croissance des prix des produits frais s'est établi à 7,9 % en août 2025, contre 6,6 % en juin 2025, essentiellement tiré par les prix des produits de la composante alimentaire, notamment les légumes et les fruits. La contribution de l'indice des produits frais à la formation des prix a atteint 3,4 pp en août 2025.

L'inflation sous-jacente, excluant les produits énergétiques et frais, a poursuivi le ralentissement du trimestre précédent, en passant de 0,6 % en juin 2025 à 0,5 % en août 2025. Ce ralentissement est essentiellement observé au niveau des composantes :

- « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » ;
- « Santé » et ;
- « Loisirs et cultures ».

Ce sous-indice contribue à hauteur de 0,3 % à la formation des prix au niveau national

L'inflation des produits énergétiques, quant à lui, s'est établie à 0,014 % en août, contre 0,1 % en juin 2025.

1.3.2. Anticipation de l'inflation

Les résultats de l'enquête du troisième trimestre montrent que les anticipations d'inflation demeurent globalement maîtrisées. Les entreprises et les institutions financières anticipent un taux d'inflation à 3,6 % à 3 mois, puis à 3,9 % à 6 mois, avant d'atteindre 4,1 % à un an. Cette progression graduelle traduit une perception d'un maintien de la stabilité des prix à court terme, mais aussi l'anticipation de pressions inflationnistes modérées à moyen terme. Les institutions financières restent les plus prudentes, avec des anticipations relativement stables autour de 3,6 %–3,8 %, tandis que les entreprises anticipent des niveaux plus élevés, particulièrement à l'horizon d'un an.

Tableau 13 : Taux d'inflation anticipés par les entreprises et les institutions financières

		Anticipation de l'inflation		
		3 mois	6 mois	1 an
Institutions financières	Moyenne	3,8	3,6	3,7
	Médiane	3,8	3,7	3,5
	Max	6,0	6,0	6,0
	Min	2,2	1,0	2,2
Entreprises	Moyenne	3,3	4,2	4,5
	Médiane	3,7	3,9	4,0
	Max	5,0	10,0	10,0
	Min	1,1	2,0	2,0
Taux moyen anticipé		3,6	3,9	4,1

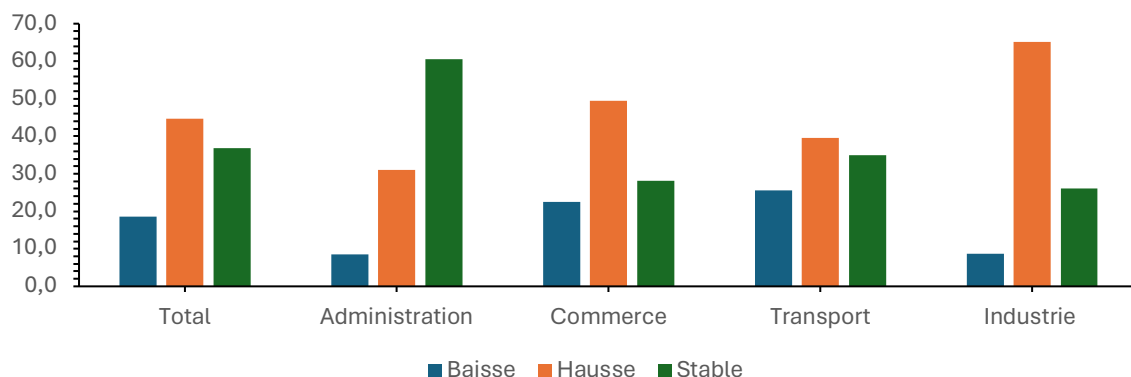
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les entreprises et les ménages anticipent majoritairement une hausse des prix, quel que soit l'horizon, tandis que les institutions financières prévoient une stabilité des prix à court et moyen termes, mais restent partagées sur le long terme.

Au niveau des ménages, 44,6 % d'entre eux anticipent une hausse de l'inflation dans le trimestre à venir, tandis que 36,9 % anticipent un maintien stable des prix. À un an, les anticipations à la hausse se renforcent à 64,0 %, tandis que 30,0 % d'entre eux estiment que l'inflation va diminuer, reflétant une perception accrue des tensions inflationnistes à moyen terme. Sur une période de deux ans, la plupart des foyers (65,2 %) prévoient une augmentation des prix.

L'analyse des anticipations de l'inflation sur un horizon de trois par catégorie socio-professionnelle révèle que 51,1% des transporteurs prévoient une stabilité des prix, tandis que 60,4 % des agents des administrations publiques et privées, 60,5% des commerçants, et 68,2 % des industriels anticipent une hausse du taux d'inflation.

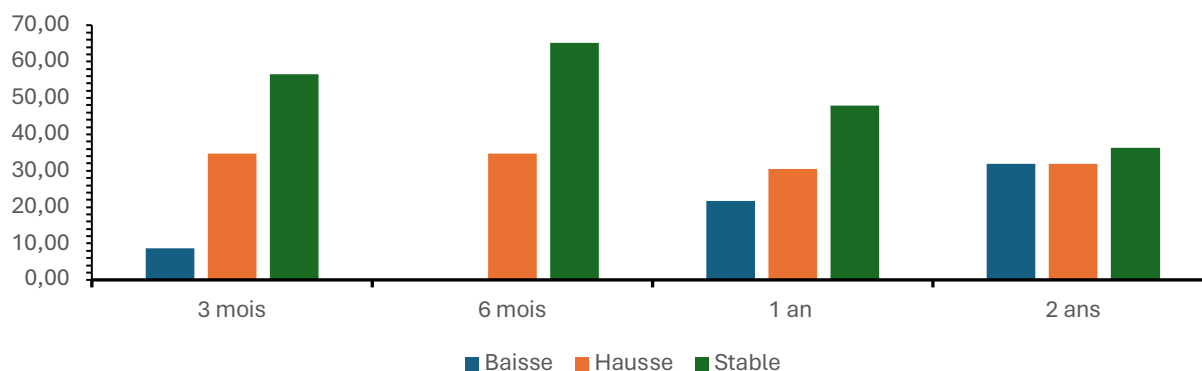
Graphique 44 : Anticipation de l'inflation (en % des ménages enquêtés) à l'horizon de 3 mois



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La grande majorité des entreprises (56,5 %) anticipe une stabilité du taux d'inflation dans trois mois, tandis que 34,8 % s'attendent à une hausse des prix. Toutefois, aucune d'entre elles ne prévoit une baisse à court terme. Au bout de six mois, les anticipations évoluent : 65,2 % des répondants envisagent une stabilité de l'inflation, contre 34,8 % qui prévoient une hausse. À un horizon d'un an, 47,8 % des entreprises prévoient un maintien de l'inflation, 30,4 % anticipent une hausse et 21,7 % envisagent une baisse. Enfin, sur un horizon de deux ans, 31,8 % des entreprises estiment que les pressions inflationnistes persisteront, tandis que 31,8 anticipent une baisse de l'inflation et le reste (36,4 %) prévoit une hausse.

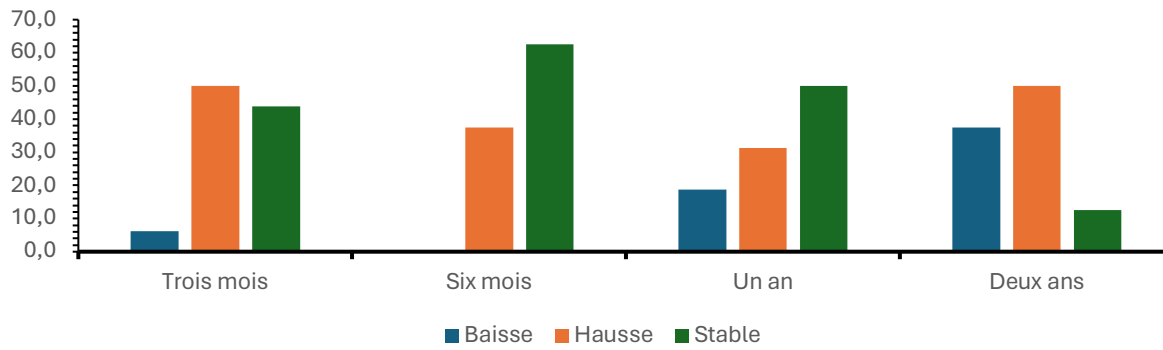
Graphique 45 : Anticipation de l'inflation (en % des entreprises enquêtées)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les établissements du secteur financier envisagent dans une large majorité (8 institutions sur 16) une hausse de l'inflation dans trois mois, contre 7 qui prévoient un maintien du taux d'inflation. À six mois, les anticipations deviennent plus optimistes, 10 institutions estiment que les prix resteront stables, tandis que 6 institutions anticipent une hausse. À un horizon d'un an, 8 institutions s'attendent à une stabilité, contre 5 institutions qui prévoient une hausse de l'inflation. A deux ans, la moitié des institutions ayant répondu (50 %) prévoient une hausse de l'inflation, tandis que plus d'un tiers (37,5 %) s'attendent à une baisse. Pour 12,5 % des institutions qui ont répondu à l'enquête, l'inflation restera stable.

Graphique 46 : Anticipation et déterminants de l'inflation (en % des institutions enquêtées)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

II. Perspectives macroéconomiques

2.1. Hypothèses sous-jacentes

Les principales hypothèses de projection reposent sur l'analyse des perspectives d'évolution de l'environnement international et de la conjoncture économique nationale.

2.1.1. Perspectives de l'économie mondiale

Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait ralentir pour s'établir à 3,2% en 2025, puis à 3,1% en 2026, en lien avec le maintien du protectionnisme, notamment par les Etats-Unis, entraînant une fragmentation commerciale et l'existence de vulnérabilités budgétaires dans certains grands industriels, telles que la France. Dans les économies avancées, la croissance devrait stagner à 1,6% en 2025 et en 2026. Aux États-Unis, la croissance devrait passer de 2,0 % en 2025 à 2,1 % en 2026. En revanche, dans la zone euro, la croissance devrait rester "modeste" pour s'établir à 1,2% en 2025 et 1,1% en 2026, impactée par les vents contraires liés aux tensions commerciales et aux incertitudes entourant l'environnement international.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance serait plus robuste que celle des économies avancées et s'établirait au tour de 4,2 % en 2025 et 4,0% en 2026. En Chine, la croissance s'établirait à 4,8% en 2025, avant de ralentir à 4,2% en 2026, sous l'effet de l'effondrement du secteur immobilier.

L'Afrique subsaharienne attend une croissance de 4,1 % pour 2025, avec un léger rebond de 4,4 % en 2026. Le Nigéria afficherait une croissance de 3,9 %¹ en 2025 et de 4,2 % en 2026, grâce à l'amélioration de la production pétrolière, au regain de confiance des investisseurs et à une posture budgétaire plus favorable. En Afrique du Sud, la croissance s'amoinerait pour se situer à 1,1 % en 2025, avant de rebondir légèrement à 1,2% en 2026, reflétant un manque de dynamisme économique, des contraintes structurelles persistantes (infrastructures, chômage élevé, dette, réforme).

Tableau 14 : Prévisions de croissance des principaux pays développés, émergents et en développement

	2023	2024	2025	2026
Production mondiale	3,5	3,3	3,2	3,1
Economie avancée	1,8	1,8	1,6	1,6
Etats-Unis	2,9	2,8	2,0	2,1
Zone Euro	0,5	0,9	1,2	1,1
Allemagne	-0,3	-0,5	0,2	0,9
France	1,6	1,1	0,7	0,9
Japan	1,4	0,1	1,1	0,6

¹ Source : Ecofin

Economies Emergentes et en développement	4,7	4,3	4,21	4,0
Chine	5,4	5,0	4,8	4,2
Inde	9,2	6,5	6,6	6,2
Brésil	3,2	3,4	2,4	1,9
Afrique subsaharienne	3,6	4,1	4,1	4,4
Nigeria	2,9	4,1	3,9	4,2
Afrique du Sud	0,8	0,5	1,1	1,2

Source : FMI, octobre 2025

2.1.2. Perspectives de l'inflation et des marchés des matières premières

L'inflation mondiale devrait continuer de décélérer pour se situer à 4,2% en 2025, puis à 3,7% en 2026. Dans les économies avancées, le rythme de l'inflation devrait s'amoinrir, avec un taux qui passerait de 2,5% en 2025 à 2,2% en 2026. Malgré cette baisse, plusieurs économies avancées devraient maintenir une inflation supérieure aux cibles de politique monétaire. Les tensions salariales, les prix régulés ou les chocs logistiques pourraient retarder le retour complet à la stabilité des prix.

De façon similaire, l'inflation dans les économies émergentes et en développement devrait ralentir pour s'établir à 5,3% en 2025 et à 4,7% en 2026. La baisse des prix énergétiques s'explique par un affaiblissement de la demande mondiale, des capacités de production maintenues, et par des anticipations de marché modérées.

Tableau 15 : Prévisions de l'inflation des principaux pays développés, émergents et en développement

	2024	2025	2026
Monde	5,8	4,2	3,7
Japon	2,7	3,3	2,1
Etats-Unis	3,0	3,0	2,5
Zone euro	2,4	2,1	1,9
France	2,3	1,1	1,5
Allemagne	2,5	2,1	1,8
Royaume-Uni	2,5	3,4	2,5
Marchés émergents et économies en développement	7,9	5,3	4,7
Argentine	219,9	41,3	16,3
Brazil	4,4	5,2	4,0
Chine	0,2	0,0	0,7
Inde	4,6	2,8	4,0
Afrique subsaharienne	20,3	13,1	10,9
Nigeria	31,4	23,0	22,0
Afrique du Sud	4,4	3,4	3,7

Source : FMI, octobre 2025

Dans les pays émergents et en développement, une hausse du taux d'inflation est projetée à 0,7 % en 2026 en Chine, alors qu'en Inde, il se situerait à 4,0 % en 2026. En Afrique subsaharienne, l'inflation devrait rester à un niveau élevé (13,1% en 2025 et 10,9% en 2026). Le Nigéria devrait enregistrer une décélération de l'inflation qui se situerait à 21,7 % en 2025 et à 19,8 % en 2026. En revanche, en Afrique du Sud, une hausse modérée est anticipée, avec une inflation, qui se situerait à 3,4 % en 2025 et à 3,7 % en 2026.

S'agissant des prix des principales matières premières exportées par la Guinée, les projections demeurent contrastées. Selon les projections de la Banque mondiale :

- le prix du fer devrait diminuer de 10,4 % en 2025 et de 4,1 % en 2026 ;
- le cours de l'aluminium progresserait de 6,7 % en 2025 et de 0,8 % en 2026 ;
- le prix de l'or devrait connaître une hausse de 42,2 % en 2025 et de 5,1 % en 2026.

Concernant les produits alimentaires importés, il est attendu une légère augmentation en 2025. En 2026, une détente générale serait observée, sous l'effet de la stagnation de la demande mondiale et d'une amélioration de l'offre. Selon les prévisions d'octobre 2025 de la Banque mondiale, l'indice des prix des produits hors énergies devrait augmenter de 1,8% en 2025, avant de reculer de 1,6% en 2026. L'indice des prix des produits agricoles augmenterait de 0,2 % en 2025, avant de chuter de 2,2% en 2026. En revanche, l'indice des prix des produits alimentaires devrait diminuer de 6,1% en 2025 et de 0,3% en 2026.

Au niveau des marchés de l'énergie, les prévisions suggèrent une baisse des prix à l'échelle mondiale en 2025 et 2026. L'indice des prix de l'énergie établi par la Banque Mondiale afficherait une baisse de 12,4 % en 2025 et de 10,2 % en 2026. Le prix du Brent devrait passer de USD 68 en 2025 à USD 60 en 2026, avant de remonter à USD 65 en 2027. En revanche, le prix de gaz naturel européen de 12,1% en 2025 et de 12,8% en 2026.

2.1.3. Orientation attendue des politiques monétaires

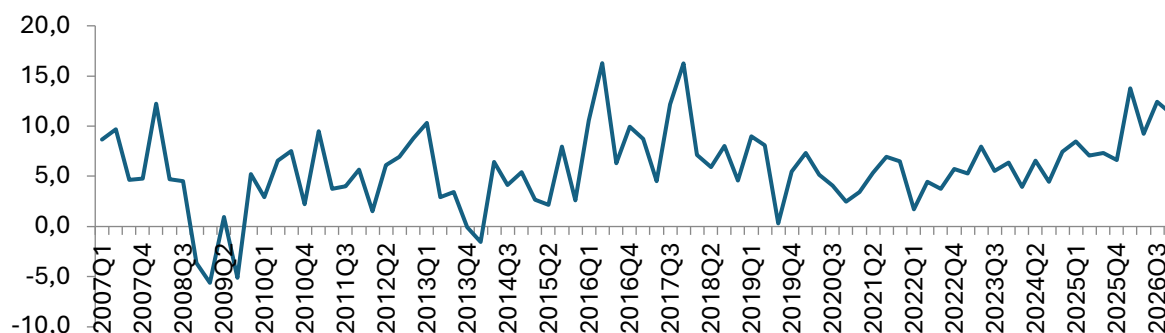
Les banques centrales des grands industriels devraient adopter des trajectoires différentes en matière de politique monétaire, reflétant les différences dans l'intensité des pressions inflationnistes. Aux États-Unis, le taux des fonds fédéraux devrait diminuer pour se situer à 3,50 % et à 3,75 % fin 2025. Dans la zone euro, les taux directeurs devraient rester stables à 2 %. Au Japon, les taux directeurs devraient être relevés pour augmenter progressivement à moyen terme vers un niveau neutre d'environ 1,5 %, afin de maintenir l'inflation et les anticipations d'inflation ancrées à l'objectif de 2 %.

2.2. Résultat des projections

2.2.1. Projections macroéconomiques au niveau national

Selon les prévisions de la BCRG, la croissance devrait ralentir au quatrième trimestre 2025 pour s'établir à 6,6 %, puis elle s'accélérerait à 13,7% au premier trimestre 2026, bénéficiant des effets positifs de l'entrée en production de Simandou.

Graphique 47 : Croissance trimestrielle du PIB



Source : Estimation de la Banque Centrale

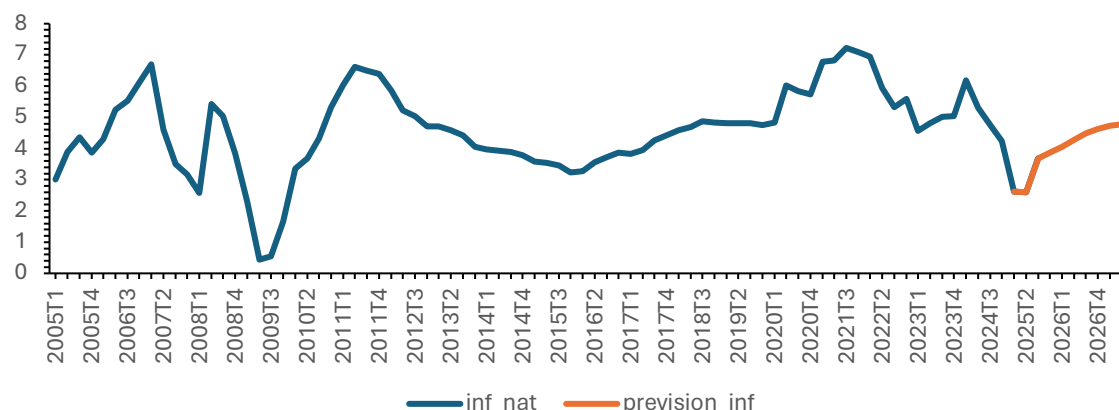
Au dernier trimestre 2025, le secteur primaire est caractérisé par une phase de reprise progressive, avec une croissance de 6,2% puis d’expansion soutenue au second trimestre 2026. Au niveau du secteur secondaire, la prévision suggère une accélération de la croissance de 13,1%, soutenu par la reprise vigoureuse des activités des BTP et de l’extraction des mines, après la saison des pluies. Cette tendance se renforcerait avec l’entrée en production de Simandou dont la croissance atteindrait 17,1% au second trimestre 2026, avant un ralentissement progressif. Le secteur des services (tertiaire) afficherait une progression de 3,5% au dernier trimestre 2025.

2.2.2. Projection de l’inflation

Les projections de la Banque Centrale indiquent qu’au quatrième trimestre 2025, le taux d’inflation s’établirait de 3,87 %, en hausse de 1,17 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2025. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des deux premiers trimestres 2026, avec un taux d’inflation attendu respectivement 4,04% et 4,27%. Cette éventuelle accélération de l’inflation résulterait d’une hausse des dépenses publiques liées au développement des infrastructures et d’une dépréciation potentielle du franc guinéen vis-à-vis des principales devises de transactions.

Par conséquent, l’inflation moyenne s’établirait à 3,2% en 2025, en hausse de 0,55 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin 2025. En 2026, l’inflation devrait se situer en moyenne à 4,4%. Cette légère hausse du taux d’inflation s’expliquerait, notamment par les dépenses publiques, en lien avec l’organisation des élections générales prévues au dernier semestre de l’année 2025 et au démarrage des activités de Simandou qui pourrait exercer des pressions haussières sur les prix.

Graphique 48 : Prévion de l'inflation nationale (en %)



Source : Estimation de la Banque Centrale

Les niveaux d'inflation projetés s'expliqueraient, notamment par sa persistance et, dans une moindre mesure, par la progression de la masse monétaire. Toutefois, l'effet persistant de l'inflation pourrait diminuer progressivement sur la période de prévision.

2.2.3. Projection des principaux indicateurs budgétaires

Au niveau des finances, selon les projections du Ministère du Budget, le déficit budgétaire s'établirait à 3,9% du PIB en 2025, avant de se rétrécir pour se situer à 2,9% du PIB en 2026, grâce à une hausse importante prévue des recettes (+17,3%) par rapport aux dépenses (+11,7%). Le solde primaire afficherait un déficit de 1,8% du PIB en 2026.

Tableau 16 : Prévion des recettes et des dépenses publiques (en milliards de GNF)

	2025	2026	2027	2028
Recettes	43 063,5	50 497,7	56 174,1	62 787,5
dont secteur minier	8 963,1	14 527,2	16 887,8	19 380,2
Recettes fiscales	39 050,5	45 653,5	51 153,9	57 208,6
pression fiscale en % du PIB	15,3	15,0	14,1	13,1
Dépenses	53 113,2	59 329,2	64 991,9	71 493,6
Déficit en % du PIB	-3,9	-2,9	-2,4	-2,0

Source : Ministère du Budget, LFR 2025

2.2.4. Prévion du taux de change

Les prévisions réalisées à partir du modèle VAR incorporant les réserves de change, la croissance de la masse monétaire, le différentiel d'inflation (Guinée-États-Unis) et l'écart des taux directeurs confirment une dépréciation graduelle, mais contrôlée du franc guinéen au cours de la période projetée.

Sous le scénario optimiste issu du VAR, le taux passerait de 8 704 USD /GNF en novembre 2025 à 8 708 GNF/USD en décembre 2025, puis à environ 9 279 USD /GNF fin 2026. Malgré un épisode de volatilité en avril 2026, autour de 9 642 USD /GNF, le marché retrouve une trajectoire d’ajustement modéré. L’intégration des réserves dans le modèle montre que leur consolidation contribue à amortir les pressions de dépréciation, confirmant leur rôle essentiel dans la stabilité du marché des changes.

Par ailleurs, le scénario alternatif basé sur le modèle GARCH révèle une dynamique plus prudente, le taux restant contenu autour de 8 753–8 706 USD /GNF entre décembre 2025 et décembre 2026, traduisant une volatilité faible et des anticipations plus conservatrices.

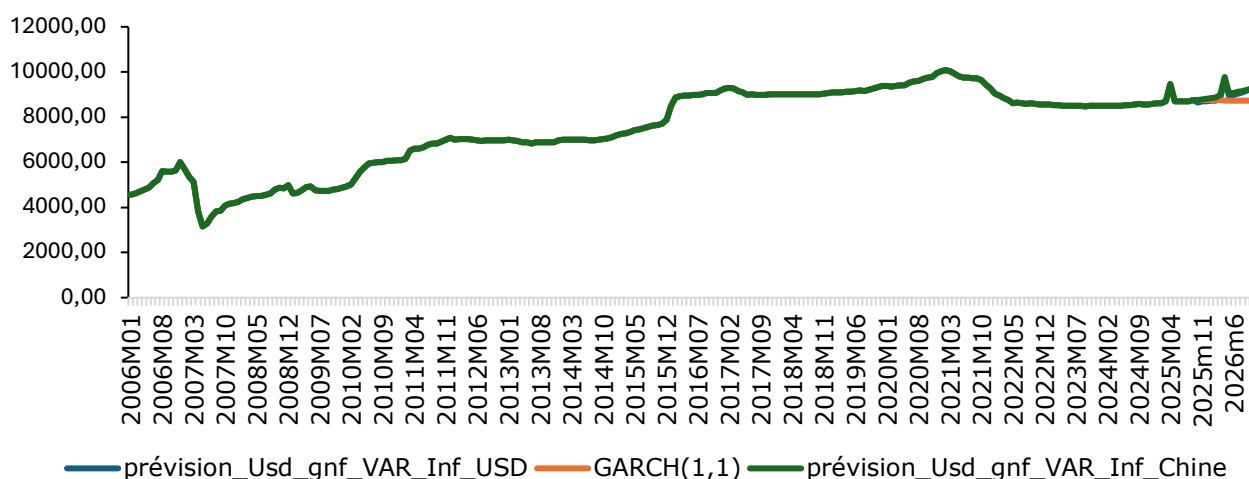
Les projections issues de la combinaison des modèles VAR et GARCH permettent d’encadrer l’évolution attendue du taux de change sur l’horizon 2025-2026. Pour décembre 2025, le résultat de cette combinaison des deux modèles indique que le taux serait dans un intervalle de [8 708 ; 8 753], traduisant une anticipation globalement stable de fin d’année.

En décembre 2026, l’intervalle projeté se situe entre [8 706 ; 9 279], ce qui illustre une volatilité potentielle légèrement plus marquée, mais restant contenue dans les limites cohérentes des fondamentaux macroéconomiques.

Au total, l’analyse conjointe des deux approches suggère que, bien que la tendance structurelle soit celle d’un affaiblissement progressif du GNF, les réserves de change constituent un amortisseur déterminant.

Le maintien d’un niveau adéquat de réserves, combiné à une coordination renforcée entre la politique monétaire et la gestion du marché de changes, est donc essentiel pour préserver la stabilité macro financière.

Graphique 49 : Préviation du Taux de change nominal

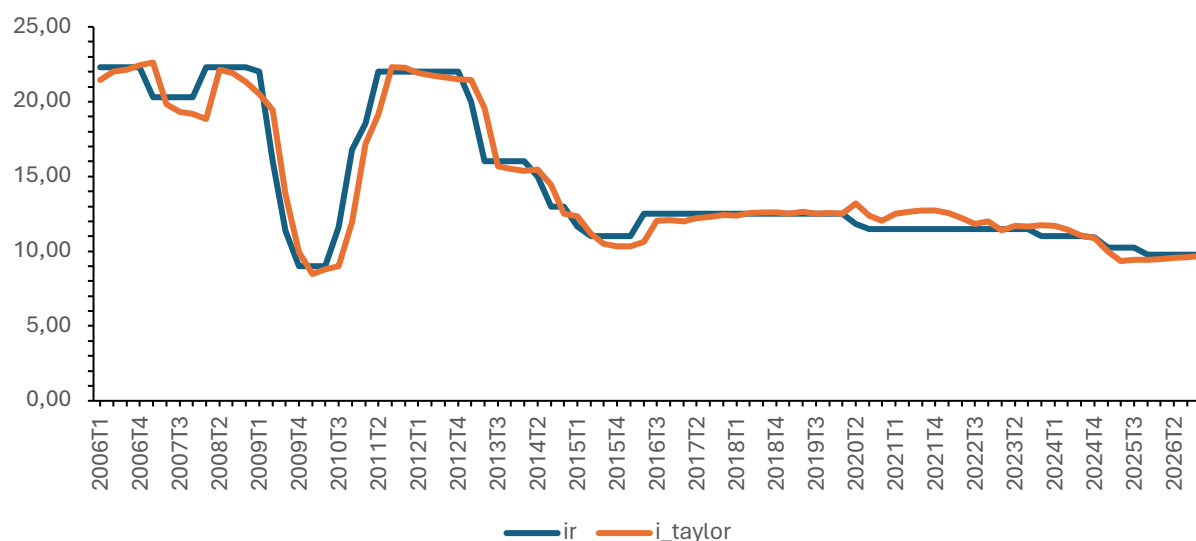


Source : Estimation de la Banque Centrale

2.2.5. Le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario référence

Le graphique ci-dessous compare le taux directeur au taux simulé à partir de la règle de Taylor ajustée. Sur la période de prévision, le taux directeur est supérieur 0,21 point de pourcentage au taux simulé par la règle de Taylor.

Graphique 50 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %)



Source : Estimation de la Banque Centrale

La comparaison entre le taux directeur de la Banque Centrale et le taux estimé par la règle de Taylor révèle que la politique monétaire est plus restrictive que ce que les fondamentaux économiques justifieraient. Cela suggère de maintenir une orientation accommodante de la politique monétaire.

2.3. Balance des risques

2.3.1. Risques sur les perspectives de l'inflation

Les perspectives de l'inflation restent entourées de plusieurs risques, à la fois externes et internes.

Au niveau externe :

- les effets d'anticipation du relèvement des droits de douane, causés par des tensions non résolues entre grandes puissances, pourraient perturber à nouveau les chaînes d'approvisionnement, réduire les investissements et peser sur la croissance et l'inflation mondiales ;
- la baisse des taux par la FED pourrait entraîner un assouplissement des conditions financières mondiales, une dépréciation relative du dollar et une stimulation de la demande mondiale ;

- le niveau élevé de valorisation de certains actifs, fondé sur des anticipations optimistes sur les gains de l'IA, accroît le risque de corrections brutales, susceptibles d'aggraver les vulnérabilités budgétaires, lesquelles, en accentuant les besoins de financement des Etats et la pression sur la dette, peuvent alimenter des tensions inflationnistes ;
- la reconstitution des stocks de produits de base en chine pourrait faire augmenter la demande de ressources mondiales (énergie, minerais, produits agricoles), par conséquent entrainer des prix à la production et impacter l'inflation à l'échelle globale ;
- les chocs potentiels sur l'offre de main-d'œuvre plus importants qu'anticipé, en raison d'un recul de l'immigration nette, notamment aux Etats-Unis, pourraient être à l'origine d'une résurgence de l'inflation des biens et des services.

Au niveau interne :

- les effets néfastes de la saison des pluies ainsi que la dégradation des routes dans un contexte de déficit d'infrastructures de stockage et de transformation pourraient entrainer des pertes des récoltes et une hausse des coûts d'acheminement des marchandises ;
- l'engorgement persistant au Port Autonome de Conakry, lié aux retards de dédouanement et d'acheminement des marchandises importées, pourraient entrainer des pénuries temporaires de biens, une hausse des coûts logistiques et de stockage, et, in fine, une hausse des prix à la consommation ;
- les perturbations de l'approvisionnement en produits pétroliers, notamment à l'intérieur du pays, pourraient entraîner une hausse des coûts de transport et de production. Par conséquent, cela pourrait impacter les prix des biens et services;
- L'organisation des élections pourrait contribuer à accroître la demande (consommation et investissement), en injectant davantage de liquidité dans l'économie, ce qui pourrait entrainer une hausse de la demande de biens et services.
- les pressions budgétaires inflationnistes qui seraient induites par la politique de développement des infrastructures économiques et sociales pourrait accentuer les anticipations d'inflation des agents économiques par les coûts de production ;
- l'exploitation artisanale anarchique dans les zones minières contribuerait à l'érosion du capital naturel, une dégradation accélérée des terres et des cours d'eau, ainsi qu'une baisse des rendements agricoles.

2.3.2. Facteurs d'atténuation des risques :

Au niveau externe :

- la poursuite du dialogue constructif entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux continuerait à dissiper de façon durable les tensions commerciales et améliorer les perspectives économiques ;
- l'amélioration continue du cours de l'or devrait renforcer la valeur des exportations du pays et contribuer au renforcement des réserves de change ;

- la poursuite de la baisse du cours des produits alimentaires sur le marché international favoriserait la maîtrise de l'inflation importée ;
- la fin du Shutdown aux États-Unis devrait atténuer les menaces de ralentissement de la croissance et de poussée inflationniste, améliorer les conditions de financement extérieur et réduire la volatilité des marchés de change et des matières premières.

Au niveau national :

- l'exécution et la régularité des programmes d'entretien routier et des programmes de soutien du Gouvernement en faveur des zones agricoles particulièrement affectées ;
- l'accélération de la digitalisation des procédures portuaires et douanières, ainsi que l'extension du port pourraient réduire les délais et les coûts logistiques liés au débarquement des marchandises ;
- le renforcement de la régularité de l'approvisionnement en produits pétroliers, notamment à l'intérieur du pays, grâce à l'amélioration de la logistique de distribution, à la constitution de stocks de sécurité, ainsi que la normalisation de la situation sécuritaire au Mali, pourrait contribuer à contenir les pressions inflationnistes ;
- la tenue des élections favoriserait la normalisation des relations avec les partenaires financiers, la mobilisation de financements concessionnels, le renforcement de la stabilité macroéconomique, et par conséquent la stabilité des prix ;
- la poursuite de la politique de stabilisation du franc guinéen et de renforcement des réserves de changes ;
- l'amélioration continue de la qualité des dépenses publiques et la mobilisation accrue des ressources intérieures ; et
- la notation B+ par l'agence Standard and Poor's avec perspective stable améliore l'attractivité financière du pays, soutient les entrées de capitaux et contribuerait par un meilleur accès au financement extérieur à la maîtrise des tensions inflationnistes.

ANNEXES

Tableau 17 : Évolution de l'indice des prix par région

Indice	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25
Boké	151,76	151,84	152,52	152,82	153,05	153,21	154,29	154,56	155,72	157,22	156,83	156,83
Conakry	162,12	162,23	162,79	163,04	163,2	163,48	163,72	164,45	165,22	165,43	166,33	167,24
Farannah	150,78	150,83	151,29	151,61	151,72	151,87	151,89	152,01	152,44	153,92	154,82	155,71
Kankan	149,49	149,59	150,6	150,74	150,71	150,84	151,14	151,18	151,99	153,62	154,18	154,74
Kindia	145,2	145,75	145,86	146	145,95	146,68	146,66	146,76	147,17	149,37	150,00	150,89
Labé	150,39	150,34	150,34	150,45	150,58	150,52	149,95	150,04	150,75	152,98	153,68	154,38
Mamou	146,79	146,92	146,68	146,78	146,87	147,09	146,54	146,71	147,73	149,01	149,72	150,46
N'Zérékoré	147,97	148,01	149	149,21	149,49	149,67	150,12	150,29	151,88	153,67	154,89	156,12
NATIONAL	152,39	152,53	153,1	153,3	153,41	153,66	153,88	154,17	155,04	156,37	157,06	157,82

Source : INS

Tableau 18 : La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	3ème T 2024	3ème T 2024-FMI	4ème T 20234	1er T 2025	2ème T 2025	3ème T 2025
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-445,93	-484,27	1052,58	-646,31	-353,89	-106,53
1. Balance commerciale	683,79	772,16	2680,99	343,60	544,66	965,39
Exportations f.à b.	1436,32	1436,32	3311,90	1545,42	1942,93	2140,04
Importations f.a.b	1790,14	1701,78	2019,78	2583,20	3169,87	2675,86
2. Balance des services	-554,31	-543,51	-1035,17	-690,86	-775,46	-783,57
3. Revenus primaires	-870,32	-870,32	-770,69	-335,44	-205,98	-430,33
4. Revenus secondaires	294,90	157,39	177,45	36,39	82,88	141,98
B. Compte de capital n.i.a	50,12	50,12	44,12	21,28	61,53	80,57
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-395,82	-434,16	1096,70	-625,04	-292,36	-25,97
D. Compte financier n.i.a	-261,65	-301,00	1229,31	-753,98	-418,58	-1990,10
1. Investissement direct n.i.a	-331,79	-331,79	-328,80	-994,29	-1065,36	-3761,87
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-7,24	-7,24	-10,72	-7,31	-15,38	-7,04
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	77,38	38,03	1568,83	247,62	662,16	1778,80
E. Erreurs et omissions nettes	0,06	-0,94	0,32	0,09	-0,54	0,09
F. Solde global à financer	-134,10	-134,10	-132,28	129,03	125,68	1964,22
G. Financement du solde global	-134,10	-134,10	-132,28	129,03	125,68	1964,22
Avoirs de réserve	-206,69	-206,69	-277,53	59,79	32,99	1922,21
Crédits et prêts du FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-50,68
Financement exceptionnel	72,59	72,59	145,25	69,24	92,69	92,69
Tirages sur nouveaux emprunts	72,59	72,59	145,25	69,24	92,69	92,69

Source : BCRG

Tableau 19 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	sept-24	déc-24	mars-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
AVOIRS EXTERIEURS NETS	13 889	13 433	16 449	20 245	28 812	29251,37	35 152
Banque Centrale (1)	6190,2	4126,9	6599,6	9969,4	18285,0	17138,9	22875,1
(en millions de dollars)	687,4	458,3	732,9	1107,1	2030,5	1903,3	2540,3
Or	2663,6	2663,6	2663,6	2663,6	7510,3	7507,6	7507,6
FMI	-2884,3	-2791,5	-2852,7	-2977,1	-2958,5	-2546,7	-2531,9
Position de réserve	308,6	303,1	303,1	303,1	303,1	303,1	303,1
Avoirs en DTS	318,9	309,4	420,1	642,6	638,1	78,7	414,7
Avoirs en devises (net)	5783,4	3642,2	6065,4	9337,2	12791,9	11796,1	17181,5
Banque de Dépôts	7698,9	9306,3	9849,6	10275,5	10527,1	12112,5	12276,9
AVOIRS INTERIEURS NETS	51608,6	54714,4	53979,4	55020,9	49117,3	50851,3	45900,6
<i>Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG</i>	21583,7	20739,5	21692,4	21357,6	14946,2	16164,7	10245,7
Crédit intérieur net	54448,6	59167,2	61203,0	60514,6	62904,9	64419,6	62364,7
Créances sur le Secteur Public	32877,3	36469,3	38914,8	38082,7	39830,3	40536,1	37598,5
Créances nettes sur l'Etat	32490,2	35972,6	38742,4	37959,8	39440,3	40405,6	37480,7
BCRG (avec stock dette titrisée)	14385,3	15839,0	16632,7	14713,5	16068,1	16245,2	12417,2
BCRG (hors recapitalisation)	9316,3	10364,5	11158,2	9239,0	10593,5	10770,7	6942,7
Banques	18105,0	20133,5	22109,7	23246,3	23372,3	24160,4	25063,5
Créances sur les E/ses Pub	387,1	496,7	172,3	122,9	390,0	130,6	117,8
Créances sur le Secteur Privé	21571,3	22697,9	22288,3	22431,9	23074,6	23883,4	24766,2
. Créances compromises	2041,3	1679,9	1806,1	1934,0	1837,8	1882,1	1786,8
dont provisions	1074,6	951,0	1034,7	1142,5	1144,5	1174,8	1110,0
. Créances saines	19529,9	21018,0	20482,2	20497,9	21236,8	22001,3	22979,4
dont créances à MLT	7039,4	7342,6	7372,6	7440,4	8205,0	8385,1	8816,3
Autres Postes nets	-2840,0	-4452,7	-7223,6	-5493,7	-13787,6	-13568,3	-16464,1
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	2229,0	1021,8	-1749,1	-19,2	-8313,0	-8093,7	-10989,6
MASSE MONETAIRE	65497,7	66899,4	67858,9	73908,5	75265,8	77929,3	80102,7
Base Monétaire	27773,9	24866,4	28292,0	31327,0	33231,2	33303,5	33120,8
Monnaie en circulation	14809,6	15884,7	17737,1	19181,8	18995,6	19097,3	20007,4
Dépôts à vue gnf	22134,7	22484,7	23135,0	24677,7	26669,8	27226,0	27052,5
Dépôts à terme gnf	15076,9	16405,9	15469,6	17293,0	17832,0	17843,5	17779,1
Dépôts en devises	13476,4	13372,3	14086,9	14113,3	14432,0	15935,8	16213,6

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 20 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés

taux des bureaux des changes	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Taux officiel	595,26 ⁸	569,33 ⁸	555,18 ⁸	581,35 ⁸	606,13 ⁸	607,41 ⁸	608,74 ⁸	614,77 ⁸	624,14 ⁸	628,51 ⁸	651,19 ⁸	642,54 ⁸	646,41 ⁸
taux des bureaux des changes	952,38 ⁸	800,00 ⁸	752,75 ⁸	687,50 ⁸	687,50 ⁸	687,50 ⁸	700,92 ⁸	703,50 ⁸	705,00 ⁸	708,75 ⁸	712,50 ⁸	712,50 ⁸	750,00 ⁸

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 21 : Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF) Recettes mobilisées de l'Etat
(en milliards de GNF)

	Sept.-24	Déc.-24	Mars-25	Juin-25	Sept.-25
RECETTES	7876,65	7742,83	9466,95	12645,53	11821,16
Recettes fiscales	7144,79	6978,31	8431,95	11567,70	10220,51
recettes fiscales du secteur minier	1667,93	1778,26	1501,71	2247,46	1907,84
recettes fiscales du secteur non-minier	5476,85	5200,05	6930,24	9320,24	8312,66
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	1501,08	636,56	1140,13	3228,92	2061,62
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	137,57	138,08	227,13	190,44	187,14
Impôts sur le patrimoine	22,17	13,32	30,80	116,02	103,68
Impôts sur les biens et services	3565,22	3842,03	3781,86	4691,84	4874,39
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1916,98	2344,52	3242,86	3336,28	2988,87
Autres recettes fiscales	1,77	3,79	9,17	4,20	4,81

Source : Ministère du Budget

Tableau 22 : Dons mobilisés par l'Etat (en milliards de GNF)

	Sept.-24	Déc.-24	Mars-25	Juin-25	Sept.-25
Dons	243,32	407,58	191,17	595,85	687,81
Reçus d'administrations publiques étrangères	0,00	0,00	0,00	78,05	0,00
Courants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
En capital	0,00	0,00	0,00	78,05	0,00
Reçus d'organisations internationales	243,32	407,58	191,17	517,81	687,80
Courants	24,71	0,00	0,00	0,00	0,00
En capital	218,61	407,58	191,17	517,81	687,80
Autres recettes	488,54	356,94	843,83	481,98	912,85
Revenus de la propriété	-98,40	37,11	351,78	177,12	344,43
Ventes de biens et services	572,16	283,38	429,14	251,07	496,79
Amendes, pénalités et confiscations	14,79	36,45	62,90	53,79	71,63

Source : Ministère du Budget

Tableau 23 : Dépenses publiques (en milliards de GNF)

	Sept.-24	Déc.-24	Mars-25	Juin-25	Sept.-25
DEPENSES	8704,3629	11335,906	8940,2587	16393,624	13372,392
CHARGES	7164,62	7916,76	5425,74	9916,46	8320,61
Rémunération des salariés	2197,52	2085,11	2149,46	3923,00	2401,41
Cotisations sociales	0,00	0,00	22,03	252,05	140,92
Utilisation de biens et services	1079,89	1447,67	1416,97	2006,43	2044,92
Intérêts	830,18	405,47	712,01	967,98	1212,95
Aux non-résidents	311,67	181,41	455,18	104,25	439,52
Aux résidents autres que les administrations publiques	518,51	224,05	256,83	863,73	773,44
Subventions	753,66	929,36	262,48	965,92	776,35
Aux sociétés publiques	753,66	929,36	262,48	965,92	776,35
dont EDG	753,66	0,00	262,48	965,92	776,36
Dons	1209,99	1851,18	546,42	891,35	1153,76
Aux autres unités d'administration publique	1209,9869	1851,1803	546,42346	891,35406	1153,7619
Courants	688,75	641,66	270,29	497,92	665,59
aux établissements publics (unités extrabudgétaires)	649,39	604,62	227,92	406,38	584,08
aux collectivités décentralisées (communes)	39,37	37,04	42,37	91,54	81,51
En capital	521,24	1209,52	276,13	393,44	488,17
aux établissements publics (unités extrabudgétaires)	273,56	751,05	111,39	558,18	488,17
aux collectivités décentralisées (communes)	247,68	458,47	164,74	-164,74	0,00
Prestations sociales	792,33	670,73	313,72	803,94	586,07
Prestations d'assistance sociale	93,91	133,40	132,52	-132,52	0,00
Prestations sociales d'employeurs	698,42	537,33	181,20	936,46	586,07
Autres charges	301,05	527,24	24,66	357,83	145,14

Source : Ministère du Budget

Tableau 24 : Soldes budgétaires

	Sept.-24	Déc.-24	Mars-25	Juin-25	Sept.-25
Solde net/brut de gestion	712,03	-173,92	4041,21	2729,08	3500,5533
Excluant les dons	468,71352	-581,5088	3850,0427	2133,2235	2812,7481
Capacité/besoin de financement = Financement	-827,71	-3593,07	526,69	-3748,09	-1551,23
Excluant les dons	-1071,03	-4000,66	335,52	-4343,94	-2239,03
Solde Primaire (base engagement)	2,47	-3187,61	1238,70	-2780,11	-338,28
Excluant les dons	-240,85	-3595,19	1047,53	-3375,96	-1026,08
Solde primaire de Base (base engagement)	611,58	-1845,57	1695,29	-1578,98	1197,61

Source : Ministère du Budget

Tableau 25 : Financement

	Sept.-24	Déc.-24	Mars-25	Juin-25	Sept.-25
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	217,07	-4219,98	1119,49	-4192,459	-1566,644
Actifs financiers	-2126,31	-1409,42	1311,44	619,92	-178,6099
Intérieurs	-2760,705	-1630,206	1025,8326	268,81317	-189,8073
Extérieurs	634,39	220,79	285,61	351,10	11,20
Passifs	-2343,38	2810,56	191,95	4812,3737	1388,0337
Intérieurs	-2614,51	1779,05	223,22	3875,93	323,07412
Extérieurs	271,12	1031,51	-31,26	936,44	1064,96

Source : Ministère du Budget